

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

« VILLAGE DANS LA VILLE » EN CHINE
UNE FORME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRES ?

MÉMOIRE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES URBAINES

PAR
SHU REN HE

OCTOBRE 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

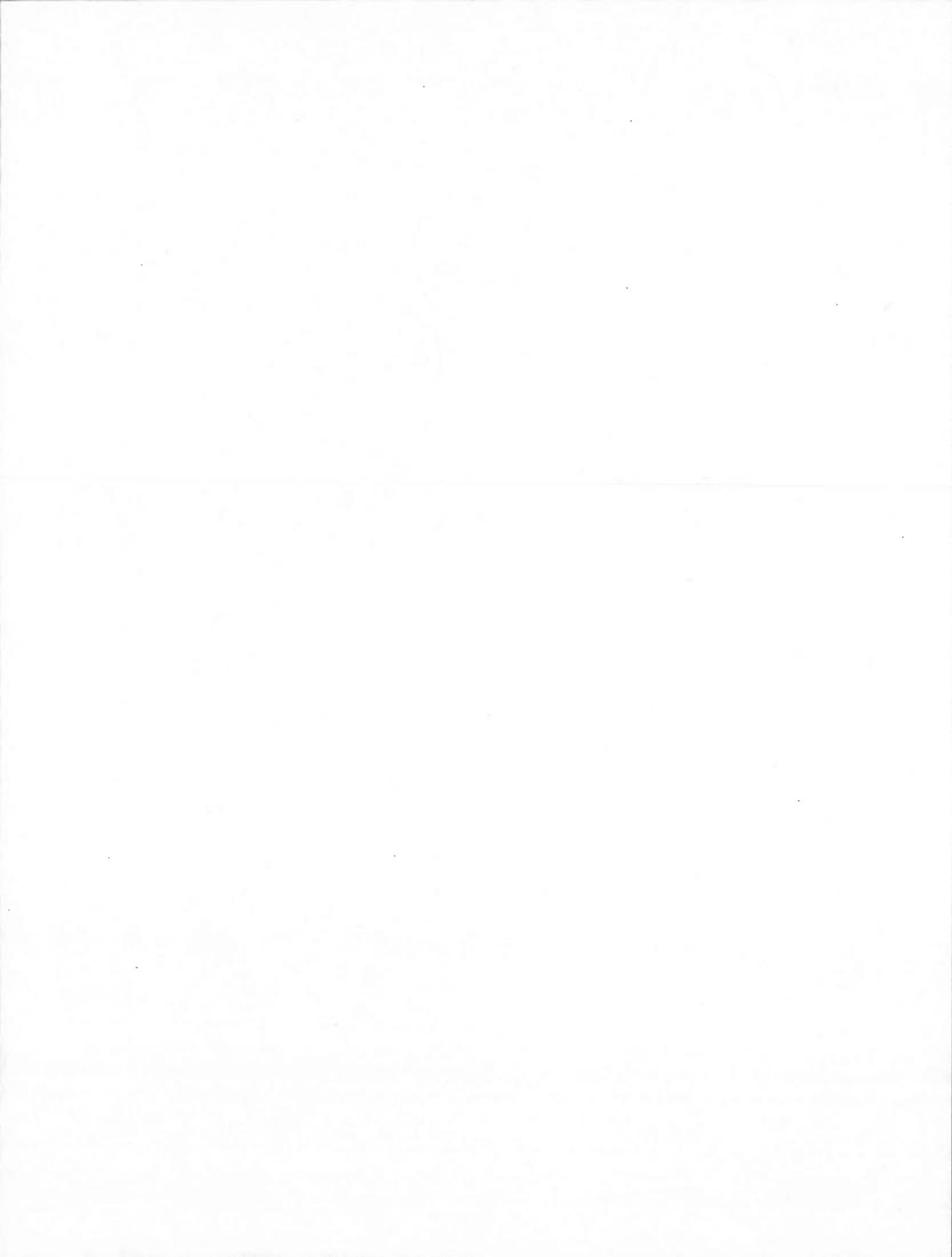
La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	v
LISTE DES FIGURES	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	vii
RÉSUMÉ	viii
 INTRODUCTION	 1
 CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE	4
1.1 La Chine dans le contexte de pays en développement	4
1.1.1 La localisation	4
1.1.2 La croissance économique contemporaine	5
1.1.3 La société chinoise	6
1.1.4 Les systèmes politiques	10
1.1.5 La transition urbaine chinoise	18
1.1.6 Le contexte chinois: résumé	20
1.2 Les manifestations du phénomène des « villages dans la ville » en Chine	21
1.2.1 Les caractéristiques du phénomène des « villages dans la ville »	21
1.2.2 La formation multidimensionnelle des « villages dans la ville »	25
1.2.3 Le phénomène des « villages dans la ville »: résumé	31
 CHAPITRE II	
CADRE D'ANALYSE, OBJECTIFS ET QUESTION DE RECHERCHE	
2.1 Le développement économique communautaire (DÉC)	32
2.1.1 Les éléments de définition de DÉC	33
2.1.2 Les approches stratégiques du DÉC	38
2.1.3 Les pratiques de DÉC en Chine	43
2.1.4 Les initiatives de DÉC dans les « villages dans la ville »	45
2.1.5 Les six composantes clés en matière de DÉC	47

2.2	Les objectifs, la question et l'hypothèse de recherche	50
2.2.1	Les objectifs	50
2.2.2	La question de recherche	50
2.2.3	L'hypothèse de recherche	51
CHAPITRE III		
	MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE	53
3.1	L'étude de cas multiples	53
3.1.1	Le territoire couvert par l'étude	55
3.1.2	La période couverte par l'étude	56
3.2	La démarche qualitative	56
3.2.1	L'analyse documentaire	57
3.2.2	L'observation participante et les relevés de terrain	60
3.2.3	La validité et la fidélité	62
CHAPITRE IV		
	LES « VILLAGES DANS LA VILLE » À L'ÉTUDE	64
4.1	Guangzhou: La présentation des secteurs analysés	64
4.1.1	La brève histoire de la ville de Guangzhou	64
4.1.2	L'émergence des « villages dans la ville » à Guangzhou	67
4.1.3	Le portrait des villages ciblés	68
4.2	La présence des composantes de l'approche de DÉC s'appliquant aux villages ciblés	75
4.2.1	L'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires.....	76
4.2.2	L'employabilité	86
4.2.3	La création d'entreprises et d'emplois	91
4.2.4	La revitalisation urbaine	97
4.2.5	Les alliances et les partenariats	108
4.2.6	La participation citoyenne	116
4.2.7	La présence des composantes de l'approche de DÉC: résumé	122
	CONCLUSION ET CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES	126

ANNEXE A	
CARTE DU VILLAGE DE LIEDE	133
ANNEXE B	
CARTE DU VILLAGE DE SHIPAI	134
ANNEXE C	
CARTE DU VILLAGE DE XINTANG	135
ANNEXE D	
CARTE DU VILLAGE DE YUSHATAN	136
ANNEXE E	
BASES DE DONNÉES	137
ANNEXE F	
GRILLE D'ANALYSE ET RELEVÉS DE TERRAIN.....	139
ANNEXE G	
GUIDE D'ÉVALUATION DE DÉC	143
ANNEXE H	
CHRONOLOGIE CHINOISE	146
ANNEXE I	
FIGURE DU TAUX DE CHANGE ENTRE DOLLAR AMÉRICAIN ET RMB (1957-2011).....	148
BIBLIOGRAPHIE.....	149



LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
1.1 Évolution de la structure de la consommation des ménages	8
1.2 Revenus des gouvernements de la Chine	14
1.3 Structure sociale sous le régime dual urbain-rural	17
1.4 Structure des municipalités de la Chine	18
3.1 Liste des mots clés	59
4.1 Situation économique dans les quatre villages ciblés (2001)	78
4.2 Recettes et bénéfices de Liede (1985-2004)	80
4.3 Recettes de Shipai (1985-2000)	82
4.4 Actifs et recettes de Xintang (1985-2000)	84
4.5 Recettes de Yushatan (1994-2004)	85
4.6 Niveau de scolarité des villages ciblés	87
4.7 Degré de présence des six composantes de l'approche de DÉC	122

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
1.1 Localisation de la Chine	5
1.2 Organismes de l'État	10
1.3 Structure hiérarchique administrative de la Chine	11
1.4 Localisation et division administrative de la Chine	12
1.5 Taux d'urbanisation de la Chine	19
3.1 Territoire couvert par l'étude	55
4.1 Évolution de la forme urbaine du centre ville de Guangzhou	66
4.2 Distribution des « villages dans la ville »	67
4.3 Paysage de Liede vers 2007	68
4.4 Évolution du territoire de Liede	69
4.5 Paysage de Shipai vers 2011	70
4.6 Évolution du territoire de Shipai	71
4.7 Paysage de Xintang vers 2006	72
4.8 Paysage de Yushatan vers 2011	74
4.9 Villages ciblés en 2011.....	76
4.10 Paysage d'un ancien village typique à la région de Guangzhou	98
4.11 Plan de la revitalisation du village de Liede	99
4.12 Conception de la revitalisation urbaine de Xintang	105
4.13 Plan de maîtrise du village de Yushatan	107

LISTE DES ABRÉVIATIONS

APN	Assemblée populaire nationale
BSVG	Bureau statistique de la ville de Guangzhou
BTLVG	Bureau du territoire et du logement de la ville de Guangzhou
BSN	Bureau National des Statistiques
COS	Coefficient d'occupation
CPS	Cour populaire suprême
CVLDTVG	Comité du village de Liede du district de Tianhe à la ville de Guangzhou
CVSDTVG	Comité du village de Shipai du district de Tianhe à la ville de Guangzhou
CVXDTVG	Comité du village de Xintang du district de Tianhe à la ville de Guangzhou
CVYDTVG	Comité du village de Yushatan du district de Tianhe à la ville de Guangzhou
DÉC	Développement économique communautaire
DÉL	Développement économique local
FCFAC	Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada
GUPDSRI	Guangzhou Urban Planning & Design Survey Research Institute
MU	Monde Urbain
NBSC	National Bureau of Statistics of China
NPCPRC	National People's Congress of the People's Republic of China
NBSC	National Bureau of Statistics of China
PCC	Parti communiste chinois
PIB	Produit intérieur brut
PNB	Produit national brut
PPS	Parquet populaire suprême
RIVG	Réseau d'Information sur la Ville de Guangzhou
RPC	République Populaire de Chine
UN-ESCAP	United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific
UN-Habitat	United Nations Human Settlements Programme
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
WDI	World Development Indicators

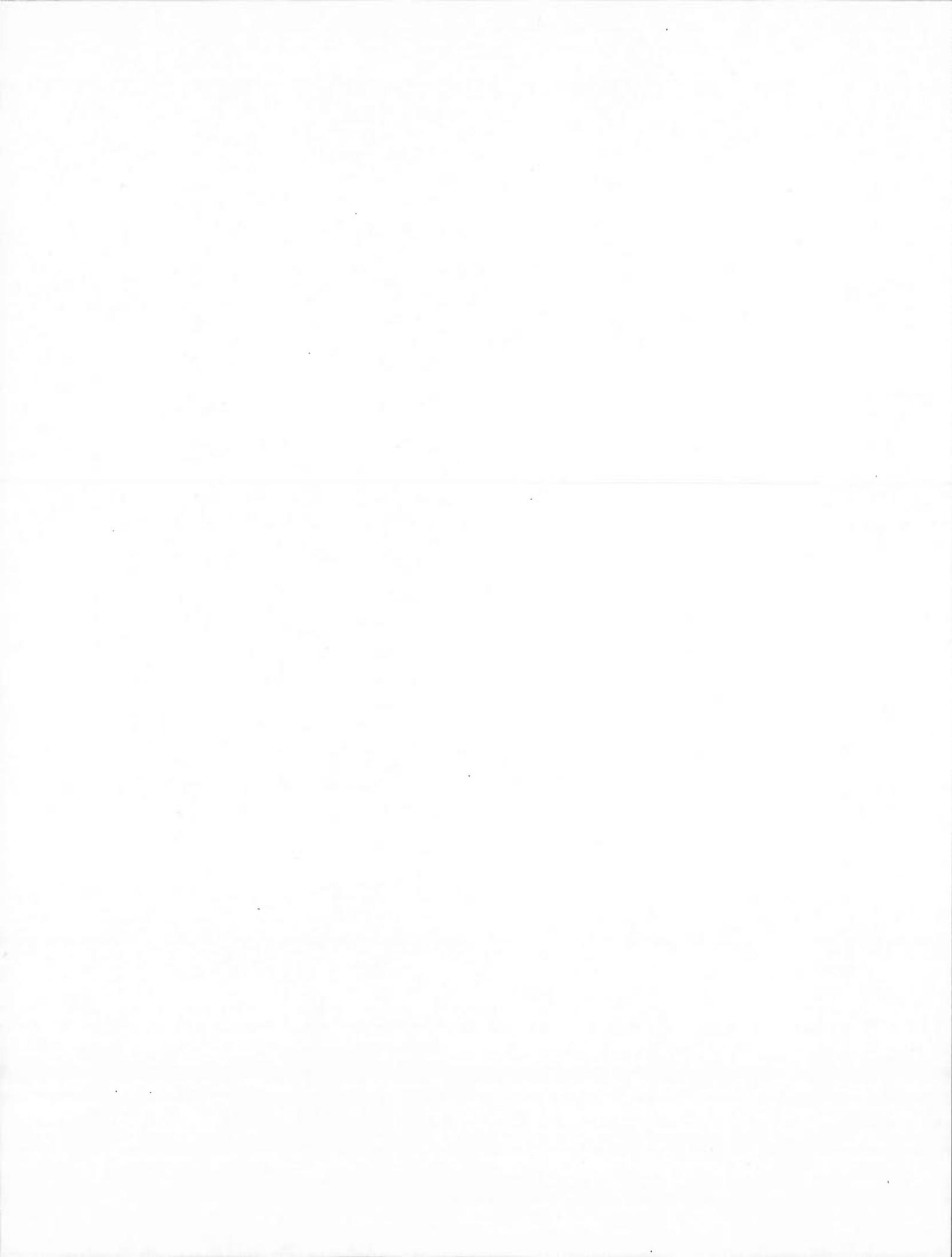
RÉSUMÉ

Le phénomène des « villages dans la ville (notre traduction de: 城中村 et *chengzhongcun* en Pinyin) » a émergé dans les banlieues chinoises pendant la transition du rural à l'urbain. Ce mémoire a étudié des initiatives chinoises de ce qui pourrait être considéré des initiatives de développement économique communautaire (DÉC) dans les « villages dans la ville » en Chine. Bien que la situation de la Chine est assez différente de ce qui prévaut au Canada, aux États-Unis ou en Europe, nous tentons de trouver des caractéristiques communes d'action communautaire en réaction à la dégradation des conditions de vie dans les quartiers périurbains d'origine agraire. Les initiatives de DÉC dans les « villages dans la ville » sont conçues comme une approche évolutive sur les plans socio-économique et d'aménagement du territoire et ciblent des populations spécifiques de villageois natifs. Cette recherche tente de mieux comprendre l'apport des initiatives de DÉC sur l'autonomie (économique) des communautés et des individus.

Une approche par étude de cas et une démarche de recherche qualitative ont été adoptées. Les outils incluent dans le cadre de cette recherche une analyse documentaire et des relevés de terrain jumelés à de l'observation participative dans les villages choisis. À cela s'ajoutent des données secondaires tirées entre autres de livres et de rapports de nature descriptive et historique, des documents et des textes légaux et réglementaires.

Ce mémoire examine les structures et les efforts d'organismes oeuvrant dans le développement économique communautaire de quatre villages, à différents degrés intégrés physiquement dans l'agglomération de Guangzhou, où le phénomène de « village dans la ville » est présent. Les quatre villages étudiés incluent: Liede (猎德), Shipai (石牌), Xintang (新塘) et Yushatan (渔沙坦). Face à la perte de leurs terres et une situation de déclin de l'économie agraire, les communautés de villageois natifs adoptent les moyens de la ville contemporaine pour tirer profit de ce qui subsiste des espaces des villages. L'analyse des données a révélé que les approches des quatre villages varient beaucoup, quant à leurs priorités et leurs moyens. Bien qu'il existe l'asymétrie des systèmes de développement entre les milieux urbain et ceux ruraux, les perspectives économiques à plus long terme et les approches au tissu villageois actuel, les organismes et les actions en matière de développement communautaire de ces villages, tendent à une bonne représentation des éléments essentiels selon un modèle classique d'évaluation.

Mots-clés: village dans la ville; approche de DÉC; mécanismes de développement; dualisme urbain-rural; périurbanisation; transition urbaine; revitalisation; Chine; Guangzhou; Liede; Shipai; Xintang; Yushatan.



INTRODUCTION

Au cours des trente dernières années, la Chine, pays le plus peuplé du monde, est entrée dans une période d'urbanisation massive et rapide. De nombreux villages ruraux près des centres-villes de mégapoles se sont transformés en quartiers urbains. Néanmoins, sous le régime de dualité urbain-rural chinois, ces changements ne se font pas dans une intégration harmonieuse. Différents milieux urbains ou ruraux contemporains, des villages antiques, entourés de gratte-ciels ou d'autres constructions modernes, conservent encore leur structure socio-économique agraire traditionnelle. Ce type de quartiers, Jing (1999: 8) l'a appelé les « villages dans la ville » (notre traduction de: 城中村¹). Confrontée à la perte de ses terres cultivables, la communauté a évolué, non seulement pour s'intégrer au plan d'aménagement du territoire avancé par la municipalité, mais aussi pour proposer un plan de relance locale qui devait permettre la transformation du mode de production économique, soit: du mode agricole à celui non-agricole.

Même si l'histoire de l'urbanisation de la Chine est de plus en plus étudiée depuis l'Occident, très peu de recherches existent sur le phénomène de « villages dans la ville » et sur les transformations sociales lors du passage du rural à l'urbain. Parmi les approches de revitalisation urbaine auxquelles font face les « villages dans la ville », le développement économique communautaire (DÉC) semble mieux répondre aux véritables besoins locaux. De façon générale, le DÉC constitue une approche partenariale axée sur le développement de l'autonomie d'action locale ainsi que sur le déploiement de dispositifs économiques pour atteindre des objectifs de développement de la communauté.

Ce mémoire étudiera des initiatives chinoises de DÉC au sein des « villages dans la ville ». Notre recherche exploratoire a pour but de réfléchir sur le phénomène des « villages dans la ville » et sur les actions communautaires qui s'y sont développées depuis les années 1980. Le premier intérêt de cette recherche est de comprendre le phénomène des « villages dans la ville » qui a émergé en Chine pendant la transition urbaine. Le deuxième intérêt réside dans

¹ « Village dans la ville » traduit le sens de 城中村 (*chengzhongcun* en Pinyin). Dans ce mémoire, la traduction de « village » est devenu «villages» pour tenir compte du sens en langue française.

la compréhension des pratiques de DÉC dans les « villages dans la ville » en Chine. Ainsi, dans le cadre de cette recherche sur le développement économique communautaire dans les « villages dans la ville », nous posons la question principale de recherche suivante: quelles sont les composantes clés des interventions en matière de DÉC dans les « villages dans la ville » chinoise?

Pour examiner le développement économique communautaire dans les « villages dans la ville », nous avons choisi la ville de Guangzhou, située à une extrémité de la plus grande méga-région du monde: Hongkong-Shenzhen-Guangzhou², laboratoire et pionnière de la réforme de la Chine (Vogel, 1989: 210). La ville de Guangzhou est également ville pionnière en termes de DÉC dans les « villages dans la ville ». Les réalisations spontanées de DÉC en milieu rural chinois pendant les années 1920 et 1930 ont été observées par Lang (2011). Ces mouvements sociaux ont aussi été documentés dans les histoires de certains villages dans la ville de Guangzhou. Entre les années 1980 et le tournant du 21^e siècle, la réforme chinoise a amené de nouvelles tentatives de DÉC. Des programmes réalisés dans plusieurs « villages dans la ville » à Guangzhou ont favorisé le développement économique du village, notamment dans les aspects de l'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires et de l'employabilité, ainsi que de la création d'entreprises et d'emplois. Depuis 2003, de nouveaux programmes ont favorisé des initiatives axées sur la communauté de villageois natifs, particulièrement dans les aspects de la revitalisation urbaine, d'alliances et de partenariats, ainsi que de la participation citoyenne. La recherche analysera plus particulièrement quatre villages: Liede (猎德), Shipai (石牌), Xintang (新塘) et Yushatan (渔沙坦).

Ce mémoire se divise en cinq chapitres. Le premier y présente la problématique et le cadre d'analyse sur lesquels cette étude est fondée: la Chine dans le contexte des pays en développement et l'émergence du phénomène des « villages dans la ville » en Chine, ainsi que la pertinence du concept de DÉC dans l'étude des « villages dans la ville ». Pour comprendre la Chine dans le contexte de pays en développement, la recherche présente tout

² Selon le rapport d'ONU-Habitat : « L'État des villes dans le monde 2010-2011: réduire la fracture urbaine », il y a 120 millions d'habitants au total dans cette méga-région.

d'abord le développement économique contemporain, les caractéristiques de la société chinoise ainsi que les aspects des enjeux de gouvernance de la Chine, mettant en lumière le facteur principal conduisant à la transition urbaine de ce type de quartiers. L'émergence du phénomène des « villages dans la ville » en mettant l'accent sur leur formation multidimensionnelle sera également présentée dans ce chapitre.

Le deuxième chapitre souligne l'approche de DÉC et les pratiques de DÉC dans les « villages dans la ville » en Chine. Six composantes clés qui caractérisent l'approche de DÉC ont été identifiées. Nous retrouvons enfin les objectifs, les questions et les hypothèses de recherche.

Le troisième chapitre de ce mémoire se consacre à la présentation de la stratégie méthodologique de recherche. Ainsi, la première section du chapitre décrit la méthodologie de l'étude de cas multiples. La deuxième section explique la pertinence du matériel retenu et les démarches utilisées. Les outils qualitatifs que sont, l'analyse documentaire, les relevés de terrain et l'observation participante permettront de dégager les caractéristiques du cadre bâti et de l'environnement social du phénomène de « villages dans la ville » à la périphérie de la mégapole chinoise, ainsi que les initiatives de DÉC appliquées aux villages ciblés. De plus, les données statistiques serviront, entre autres, à présenter les caractéristiques démographiques et économiques des villages sélectionnés.

Le quatrième chapitre présente les résultats de la recherche avec la description des données recueillies, suivie des interprétations de celles-ci. Ainsi, la première section du chapitre est consacrée à la présentation générale de la ville de Guangzhou et des caractéristiques socio-économiques des villages ciblés. Ensuite, une autre section est dédiée à l'interprétation des six composantes clés en examinant des expériences concrètes d'approche de DÉC dans les « villages dans la ville », pour enfin analyser les quatre secteurs ciblés.

Finalement, le dernier chapitre dresse un bilan des conclusions et des considérations générales, ainsi que la pertinence sociale et scientifique, les limites de la recherche et les perspectives pour les recherches futures.

CHAPITRE I

PROBLÉMATIQUE

Ce mémoire s'intéresse à l'émergence et au développement du phénomène des « villages dans la ville » en Chine. Dans le but de mieux expliquer le phénomène des « villages dans la ville » plus spécifiquement à partir du développement économique communautaire (DÉC), ce chapitre débute par un aperçu de la réalité de la Chine, mettant la lumière sur la fracture qui s'est opérée depuis la société traditionnelle chinoise et qui a conduit à l'émergence du phénomène de « villages dans la ville ». Cette présentation est suivie d'un survol de la configuration actuelle du phénomène des « villages dans la ville » et de certaines explications théoriques qui permettent de la comprendre comme phénomène d'exclusion socio-économique évoluant pendant la transition urbaine contemporaine. Ce chapitre se terminera par un résumé du phénomène des « villages dans la ville ».

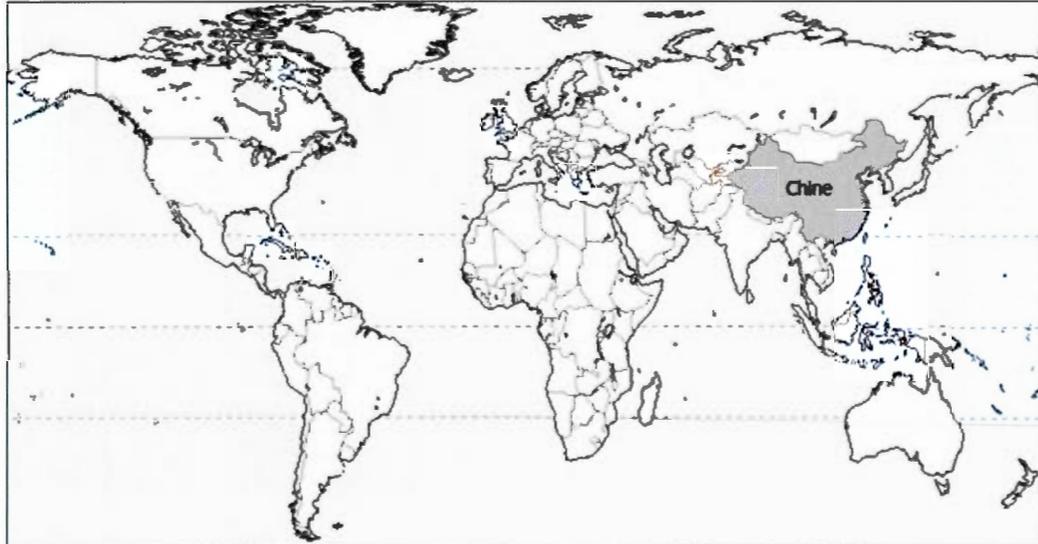
1.1 La Chine dans le contexte des pays en développement

Pour mieux comprendre le phénomène des « villages dans la ville » et le contexte où se déroule ce phénomène, il est nécessaire de connaître sommairement la Chine, sa localisation, sa croissance économique, son changement social, ses systèmes politiques et sa transition urbaine.

1.1.1 La localisation

La République de la Chine se trouve en Asie orientale sur le rivage occidental de l'océan Pacifique. Plus de 5000 km séparent ses frontières du nord au sud, de même que d'est en ouest. Elle occupe le quatrième rang mondial en termes de superficie avec une aire de 9.6 millions de kilomètres carrés. La figure 1.1 illustre la place géographique qu'occupe la Chine.

Figure 1.1 Localisation de la Chine



Source : substantiellement modifié de < http://www.labonnepage.com/img/carte_monde.gif .

1.1.2 La croissance économique contemporaine

La croissance économique, selon la définition de François Perroux (1990: 115), est « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels ». Cette croissance est en général résumée par l'évolution en volume dans le temps de l'indicateur macroéconomique, le Produit Intérieur Brut (PIB), qui correspond à l'accroissement de la quantité de biens et de services produits dans un pays au cours d'une période donnée. Une recherche de l'OCDE démontre que la réforme de la politique commerciale en Chine a permis la décentralisation économique, incluant une plus grande ouverture à l'économie de marché et l'intégration au marché mondial (Fukasaku et Lecomte, 1996). L'économie chinoise connaît depuis l'année 1978 une croissance exceptionnelle qui la situe au deuxième rang des puissances mondiales. D'après le National Bureau of Statistics of China (2011, en ligne), le PIB chinois a progressé de 9,8% par an en moyenne et le revenu par habitant s'est multiplié par huit. Il atteint 5,88 trillions de dollars américains en 2010. Néanmoins, le World Bank Data (2011, en ligne)

affiche que le PIB par habitant en 2009 est 3744 dollars américains par habitant en Chine, contre 8599 dollars américains pour la moyenne mondiale. Ainsi, selon la mesure du développement par le PIB par habitant, la Banque Mondiale évalue la Chine dans la catégorie des pays de « revenu intermédiaire, tranche inférieure ». C'est pourquoi la Chine est considérée comme un pays en développement.

1.1.3 La société chinoise

1.1.3.1 La société chinoise traditionnelle

La société chinoise traditionnelle peut être comprise à l'aide de la typologie du pouvoir d'État proposée par Michael Mann (1993: 59): le pouvoir despotique et le pouvoir infrastructural de l'État. Le pouvoir despotique réfère au pouvoir quasi illimité mais qui nécessite une certaine proximité (pour exercer une surveillance, un contrôle, etc.); alors que le pouvoir infrastructural réfère au pouvoir encadré et limité par le droit mais qui s'insère dans tous les aspects de la société à travers les infrastructures. La société traditionnelle chinoise d'une part possède un fort pouvoir despotique; d'autre part, elle révèle un faible pouvoir d'infrastructures (Hall, 1988). Les gouvernements chinois n'ont pas réussi à établir un système efficace des finances publiques pour soutenir la puissance publique. Ainsi, durant l'époque féodale (221 av. J.C.-1912), le contrôle effectif de l'autorité centrale n'atteint jamais un niveau inférieur à celui du comté. En fait, les zones rurales de la Chine sont traditionnellement des entités autonomes (Weber, 2000).

Il y a deux puissances dans la société traditionnelle chinoise rurale: l'une est le pouvoir de l'État, qui forme une structure hiérarchique autour du gouvernement central; l'autre est la puissance locale. Dans le milieu rural, les villages forment une structure de « nids d'abeille », dans laquelle les valeurs communautaires et de clan familial sont dominantes. Chaque « nid d'abeille » est une communauté indépendante au niveau politique, économique et culturel (Shue, 1990: 123-154). Certains éléments qui en résultent, comme la répartition égalitaire des biens entre les ménages, la chefferie du clan et la préférence pour les fils dans la famille, etc., continuent d'affecter la société rurale d'aujourd'hui.

1.1.3.2 La société chinoise transformée

Nous avons constaté que la croissance économique chinoise contemporaine a été soutenue par une forte augmentation de la production industrielle. D'après le National Bureau of Statistics of China (2011a, en ligne), la population d'âge actif (15-64 ans) est passée de 625 millions à 967 millions entre 1982 et 2008. L'emploi s'est accru passant de 401 millions d'employés en 1978 à 775 millions en 2008. Néanmoins, pour le revenu et le budget des ménages, il existe de grandes disparités entre les individus et entre les régions, surtout entre les zones urbaines et rurales. Le revenu réel par habitant des zones urbaines est 3,3 fois supérieur à celui des zones rurales. Simultanément, la consommation par habitant des zones urbaines est de 3,6 fois supérieur à celle des zones rurales. Le tableau 1.1 montre les changements sociaux, qui sont conformes aux lois d'Engel³, intervenus dans la société chinoise depuis les années 1990.

Au total, les inégalités de revenu et l'écart de développement entre les zones urbaines/zones rurales s'élargissent continuellement en Chine. L'ONU a par ailleurs estimé que la Chine est l'un des pays les plus marqués par les inégalités de revenu. Certains chercheurs chinois ont estimé récemment que le coefficient de Gini⁴ du revenu en Chine est en train d'augmenter, de 0,3 en 1978 à presque 0,5 en 2004, soit un niveau bien supérieur au niveau d'alerte international évalué à 0,4 (UN-Habitat, 2009). La croissance des inégalités entre population non-agricole (citadins) et population agricole (paysans ou travailleurs migrants) devient un des grands problèmes contrebalançant son « miracle économique ».

³ Les lois d'Engel énoncent la corrélation entre le revenu et la consommation en trois aspects: (1) quand le revenu augmente, la part des produits alimentaires dans les dépenses de consommation diminue; (2) quand le revenu augmente, la part des produits d'hygiène, de santé, de loisirs augmente; (3) quand le revenu augmente, la part des dépenses de logement et d'habillement reste identique. (Béjot, 2007)

⁴ Selon United Nations Human Settlements Programme (Un-Habitat, 2012), le coefficient de Gini est une mesure du degré d'inégalité de la distribution (dans ce cas des revenus) dans une société donnée. Il a été développé par le statisticien italien Corrado Gini. Les pays les plus égalitaires ont un coefficient de l'ordre de 0,2 (Danemark, Japon, République tchèque, etc.). Les pays les plus inégalitaires au monde ont un coefficient de 0,6 (Brésil, Honduras, etc.).

Tableau 1.1 Évolution de la structure de la consommation des ménages (en %)

Indicateurs	1990		2000		2009	
	Ville	Compagne	Ville	Compagne	Ville	Compagne
Alimentation	54,25	58,80	39,44	49,13	36,52	40,97
Habillement	13,36	7,77	10,01	5,75	10,47	5,82
Habitation	6,98	17,34	11,31	15,47	10,02	20,16
Équipements et services ménagers	10,14	5,29	7,49	4,52	6,42	5,13
Transports et communications	2,01	1,44	6,36	5,58	6,98	10,09
Loisirs et culture	1,2	5,37	8,94	11,18	13,72	8,53
Santé et hygiène	11,12	3,25	13,40	5,24	12,01	7,20
Service divers	0,94	0,74	3,44	3,14	3,87	2,11

Source: National Bureau of Statistics of China, « China Statistical Yearbook (2010) ».

1.1.3.3 La structure sociale duale urbaine-rurale

Comment expliquer en Chine la croissance des inégalités entre population urbaine et rurale? Une tentative d'explication a été théorisée à travers la théorie de « structure sociale duale urbaine-rurale » chinoise, qui provient de la théorie de dualisme socio-économique et politique.

Boeke (1953), à partir de son observation du cas Indonésien d'après-guerre et de son clivage entre un système social importé et la culture traditionnelle, montre que le système économique traditionnel a été mélangé (mais non combiné) avec celui moderne, dans le système social de l'ancienne colonie hollandaise. D'une part, dans la ville hollandaise apparaissent des caractéristiques de la modernité (par exemple, l'économie de marché, la société civile etc.) qui suivent les règles économiques libérales et la recherche du profit. D'autre part, la commune rurale est encore à l'état de communauté patriarcale, avec pour caractéristiques la propriété collective des terres et le système économique d'autosuffisance

sans rechercher le profit ou l'accumulation. Cette constatation constitue une théorie fondamentale pour l'analyse des pays en transition. Li (2008: 45) confirme qu'il existait une société duale en Chine à l'époque de la dynastie féodale de Song (de l'an 960 à 1279), au moment où les villes préindustrielles étaient prospères. Traditionnellement, la région urbaine est fortement contrôlée par l'État, tant que la région rurale reste autonome par les réseaux de la famille, du clan et du village naturel. Hou (1963) trouve dans la période postféodale, ce même principe du dualisme observé en Chine qui prévaut aussi dans la plupart des pays en voie de développement de l'Asie et ce, jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

Lewis (1954) pour sa part définit le dualisme économique comme un partage entre un secteur moderne, où les travailleurs sont embauchés à un salaire institutionnel bien rémunéré, et un secteur traditionnel dans lequel les travailleurs tentent de subsister avec un niveau de revenu qui est relativement inférieur, lié à la moyenne de production plutôt qu'à la productivité (Ranis, Gustav et John C. H. Fei. 1961). Jorgenson (1967) ajoute que la raison essentielle pour le transfert des surplus agricoles à un secteur non-agricole est le changement de structure de la consommation. Ainsi, le développement industriel dépend des surplus agricoles et de l'importance de la taille de la population. Par conséquent, dans le processus de conversion de la structure duale, le développement de l'agriculture ne peut être ignoré, bien que le secteur industriel joue un rôle stratégique dans le développement d'une économie. Nihan (1980) conclut que ces modèles d'économie dualiste débouchent sur les classifications de type rural/agricole/traditionnel et urbain/industrie/moderne. Ils ont contribué à développer un système économique dichotomique situé sur des critères d'utilisation des technologies, de productivité de main-d'œuvre, de caractéristiques démographiques et de capital, etc.

Au point de vue institutionnel, Théodore W. Schultz (1978) s'est efforcé de montrer que la pauvreté rurale dans les pays en développement persiste du fait même de la politique de leurs gouvernements qui favorisent les citadins au détriment des populations vivant dans les campagnes. Cette démonstration a été faite pour la Chine par Guo et Liu (1990: 29-80), qui ont proposé le concept de « structure sociale, duale urbaine-rurale » chinoise. À partir de leur observation de la société chinoise contemporaine, dont la société urbaine est composée par les résidents citoyens tandis que la société rurale est formée d'agriculteurs, ils indiquent

que la mesure politique d'enregistrement des ménages selon deux catégories (agricole et non-agricole) est le noyau de cette structure sociale. Avec cette mesure, on se retrouve en présence d'une série de politiques inégales entre les deux catégories touchant les aspects de sécurité sociale, d'éducation et de l'emploi, etc. C'est ce qu'on appelle le régime dual urbain-rural. Ce régime inégal rend les zones urbaines et rurales différentes au niveau du développement en général incluant les caractéristiques socio-économiques des populations. Cela conduit à une séparation rigide de la « structure sociale, duale urbaine-rurale » en Chine.

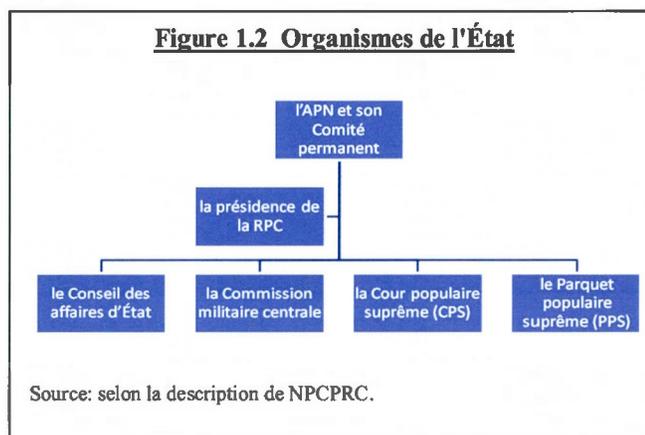
La « structure sociale, duale urbaine-rurale » chinoise a mené à des particularités dans le développement socio-économique entre les milieux urbains et les milieux ruraux, dans lesquels le phénomène de « villages dans la ville » a émergé.

1.1.4 Les systèmes politiques

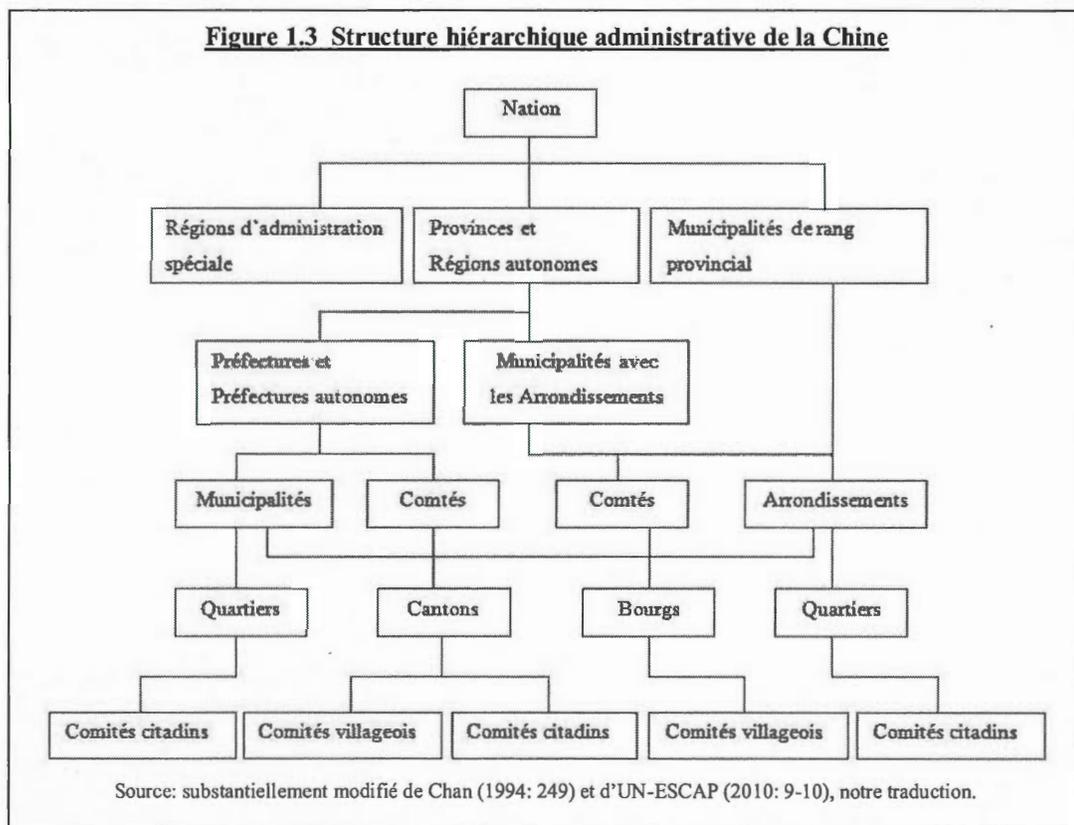
1.1.4.1 La structure politique et administrative

La République Populaire de Chine (RPC) a été fondée en 1949, après la deuxième guerre mondiale et la guerre interne chinoise. Le système politique de la Chine contemporaine est un régime « socialiste avec des caractéristiques chinoises », qui est en transformation continue dans

ses pratiques (Zhang, 2008: en ligne). C'est un concept en provenance du marxisme, qui suit le modèle totalitaire soviétique d'avant les années 1950, mais qui a cheminé différemment par la suite (Zhao, 2007: en ligne). Conformément à la constitution en vigueur actuellement en Chine, qui a été adoptée par la cinquième session de la 5e Assemblée populaire nationale, tenue le 4 décembre 1982, le Parti communiste chinois (PCC) est l'unique parti au pouvoir en Chine et l'Assemblée populaire nationale (APN) est l'organe suprême du pouvoir de l'État. La figure 1.2 illustre les institutions centrales de la Chine. Les membres de la présidence de

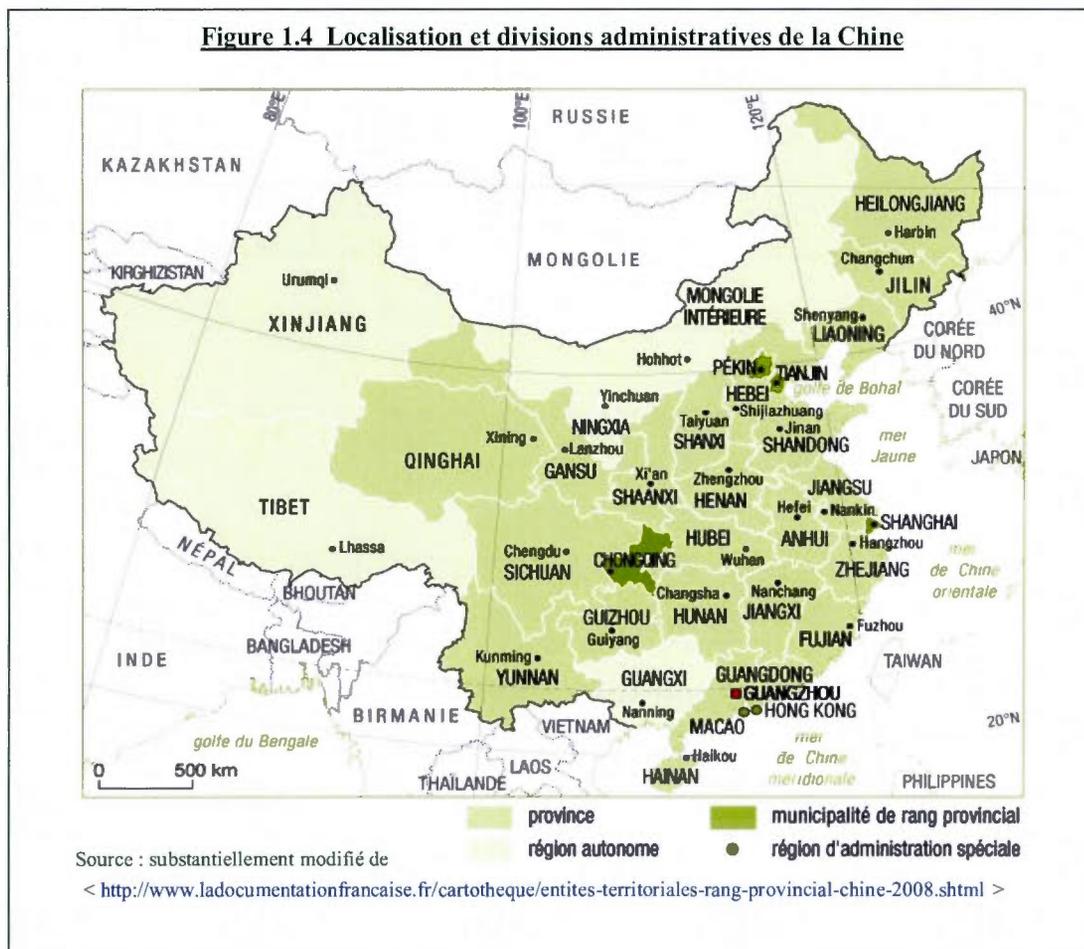


la RPC, du Conseil des affaires d'État, de la Commission militaire centrale, de la Cour populaire suprême (CPS) et du Parquet populaire suprême (PPS) sont élus par l'APN. L'APN est formé principalement des députés élus par des gouvernements aux différents échelons. Elle est élue pour un mandat de cinq ans et se réunit une fois par an sur convocation de son Comité permanent. Dans l'intervalle des sessions de l'APN, le Comité permanent de l'APN, qui est élu par l'APN, exerce le pouvoir suprême de l'État. Les représentants des assemblées populaires nationales provinciales, municipales et des comtés sont élus au suffrage indirect par les électeurs. Les représentants des cantons et bourgs sont élus directement par les électeurs (UN-ESCAP, 2010).



La Chine possède un système hiérarchique administratif complexe (voir figure 1.3). La majeure partie de la structure urbaine actuelle en Chine est formée à la base par de vastes zones: des villes qui englobent les zones urbaines, dont le droit au sol est national et de vastes

régions rurales dont le droit au sol est collectif. Ainsi, une ville métropolitaine contient certains quartiers citadins et des comtés agricoles. Cette structure administrative actuelle montre la distinction précise des zones et des populations rurales urbaines. La figure 1.4 illustre les lieux géographiques qu'occupent les provinces ou régions équivalentes et les capitales provinciales.



Les fonctions administratives des gouvernements des différents paliers sont similaires. Cependant, le gouvernement du palier inférieur est subordonné par celui du palier supérieur. C'est-à-dire que le gouvernement du palier inférieur doit accepter la direction, l'instruction, la supervision et l'examen du gouvernement au niveau supérieur et accomplir les tâches

reçues de celui-ci. Conformément à la Loi de la législature, les Assemblées populaires locales aux échelons des provinces et municipalités peuvent faire des lois ou des règlements locaux. Ces lois ou règlements ne doivent néanmoins pas contredire les lois et les réglementations nationales. Sinon, elles pourront être abrogées par l'APN. De plus, le gouvernement central (le Conseil d'État) a le pouvoir de modifier ou d'abroger les règles jugées inappropriées faites par les gouvernements locaux (NPCPRC, en ligne).

1.1.4.2 Les recettes budgétaires et des dépenses publiques

Selon UN-ESCAP (2010), le système financier de la Chine actuelle est encore assez centralisé, les budgets des administrations infra provinciales et locales étant contrôlés par le gouvernement central, et non par les contribuables locaux. Dans un pays aussi vaste et diversifié que la Chine, la décentralisation des dépenses est probablement nécessaire et inévitable. Néanmoins, l'organisation de la relation budgétaire entre les différents paliers de gouvernements chinois se distingue par un degré relativement élevé, mais par ailleurs, inégal. Le gouvernement central possède un pouvoir financier supérieur par ses revenus et ses capacités de dépenses gouvernementales, tandis que les administrations infra provinciales et locales éprouvent parfois des difficultés à répondre aux besoins locaux. Bien que les gouvernements locaux aient plus de liberté dans leurs prises de décision qu'au début de la réforme économique, la situation de déséquilibre est devenue plus grave après la réforme fiscale en 1994. Cela s'explique par le fait que les recettes budgétaires sont décentralisées « sobrement », mais nettement moins que les dépenses. Le tableau 1.2 montrent les conflits sur les revenus et les dépenses entre le gouvernement central et les gouvernements locaux. En 2009, les gouvernements locaux ont contribué à 47,6 % des ressources budgétisées totales, tandis qu'ils ont pris la responsabilité de 80,0 % des dépenses totales, soit des pourcentages inférieurs de plus de 30 points aux parts correspondant aux dépenses.

L'OCDE a indiqué que la décentralisation, qui explique nombre des caractéristiques propres aux finances publiques en Chine, contribue à un certain nombre de problèmes, particulièrement l'écart substantiel entre les ressources financières dont disposent de nombreuses autorités infranationales et les missions qui leur sont confiées et l'ampleur de

leurs besoins (OCDE, 2006). Elle est également en partie responsable de la faiblesse relative des dépenses totales affectées à des vecteurs essentiels du développement, comme l'éducation ainsi que d'une moindre efficacité dans la répartition des ressources. Alors, la décentralisation a affecté la capacité des gouvernements locaux à offrir des services publics. En conséquence, le gouvernement du palier local, qui possède le pouvoir le plus faible, a plus de difficulté à fournir des services de qualité. Cet état se répercute sur des vecteurs essentiels du développement local, comme l'éducation, la santé publique et la protection sociale. Cette insuffisance de moyens les a incités à collecter des fonds et les redevances imposées par les gouvernements locaux en dehors du cadre budgétaire. De plus, les municipalités recourent à des interventions foncières, ce qui permet de maximiser leurs revenus. Ces questions sont évoquées de façon plus approfondie dans l'émergence du phénomène des « villages dans la ville » en Chine, ainsi que dans la revitalisation urbaine.

Tableau 1.2 Revenus des gouvernements de la Chine

Année	Revenus des gouvernements (100 million yuan)			Ratio (%)		Dépense des gouvernements (100 million yuan)			Ratio (%)	
	Total	Central	Locaux	Central	Locaux	Total	Central	Locaux	Central	Locaux
1978	1132,26	175,77	956,49	15,5	84,5	1122,09	532,12	589,97	47,4	52,6
1980	1159,93	284,45	875,48	24,5	75,5	1228,83	666,81	562,02	54,3	45,7
1985	2004,82	769,63	1235,19	38,4	61,6	2004,25	795,25	1209,00	39,7	60,3
1990	2937,10	992,42	1944,68	33,8	66,2	3083,59	1004,47	2079,12	32,6	67,4
1995	6242,20	3256,62	2985,58	52,2	47,8	6823,72	1995,39	4828,33	29,2	70,8
2000	13395,23	6989,17	6406,06	52,2	47,8	15886,50	5519,85	10366,65	34,7	65,3
2005	31649,29	16548,53	15100,76	52,3	47,7	33930,28	8775,97	25154,31	25,9	74,1
2009	68518,30	35915,71	32602,59	52,4	47,6	76299,93	15255,79	61044,14	20,0	80,0

Source: National Bureau of Statistics of China, 2011. « China Statistical Yearbook 2010 ».

1.1.4.3 Le régime dual urbain-rural contemporain

Dans les années 1950 et 1960, la croissance du PNB devient l'objectif du développement du pays (Azoulay, 2002). Les théories du rattrapage économique sont adoptées par les gouvernements chinois depuis les années 1950. Dans cette théorie, le pays dont le PNB est

« en retard », rattrape progressivement le modèle des pays dont le PNB est le plus élevé. Cette théorie place l'État au centre du développement. Selon le consensus des dirigeants de l'État à cette époque, la réalisation de l'industrialisation est la solution unique pour se sortir de la pauvreté et l'arriération par rapport aux pays développés.

Les acteurs décident de mobiliser les ressources « cachées » dans l'agriculture (Azoulay, 2002), pour l'investissement dans l'industrialisation des villes (Lin et al., 1999: 30 et 106). Ainsi, les gouvernements chinois ont renforcé la « structure duale urbaine-rurale ». Le régime dual urbain-rural est composée de 15 sous-systèmes de gestion, y compris dans les domaines de l'enregistrement des ménages, de l'approvisionnement alimentaire, de l'approvisionnement des biens d'usage quotidien, de l'approvisionnement en énergie, de l'approvisionnement des moyens de production, du logement, de l'éducation, de l'emploi, des soins de santé, de l'assurance de retraite, de la protection du travail, du personnel qualifié, du service militaire, du mariage et de la planification familiale (Guo et Liu, 1990). Bien que certaines politiques aient été abandonnées dans la réforme depuis 1978, il existe encore sept sous-systèmes spécifiques qui constituent la structure sociale en dualité, en Chine, à l'heure actuelle. Une recherche empirique de Chen (2008) nous présente plus en détail les éléments énoncés ci-haut.

- 1) Politique d'enregistrement des ménages: Pour contrôler l'exode rural, les résidents en Chine ont été divisés en deux catégories: agricoles et non-agricoles. Peu importe où les gens se déplacent, ils ne peuvent obtenir que les services publics du gouvernement de leur lieu d'enregistrement.
- 2) Politique du sol: Le sol appartient à l'État pour les zones urbaines, celui pour les régions rurales est collectif. L'État possède néanmoins le droit d'expropriation de la terre rurale collective en payant une certaine compensation.
- 3) Politique d'administration: La région rurale est différente de la région urbaine par ses fonctions, ses droits et ses responsabilités. Ainsi, le niveau des normes appliquées

pour les infrastructures dans les villes est plus élevé que dans les campagnes, mais les normes de planification familiale sont plus strictes dans les villes⁵.

- 4) Politique de gestion financière: Tel que nous l'avons mentionné dans le point 1.1.4.2, les ressources financières à tous les niveaux du gouvernement sont concentrées et prêtes à être investies dans les villes. Les gouvernements de comté sont autonomes, ils ne bénéficient que très rarement du soutien financier de l'État.
- 5) Politique de sécurité sociale: Les habitants dans les villes bénéficient en général d'une large couverture médicale, de retraite, des accidents du travail et des prestations de chômage, etc. Alors que la sécurité sociale est quasi absente en campagne (sauf dans certaines provinces côtières comme le Guangdong), c'est la collectivité qui supporte le poids des aides sociales. Pour la population agricole, le terrain et la famille sont les sources principales d'auto-suffisance⁶.
- 6) Politique d'éducation: En milieu rural, les habitants font face à certaines difficultés, reliées à l'éducation obligatoire dont le manque de ressources, la mobilité des étudiants, etc.
- 7) Politique de l'emploi: Les emplois des entreprises dans la ville privilégient la population non-agricole.

Dans les milieux ruraux entre 1958 et 1982, le régime dual urbain-rural apparaît comme un système paramilitaire des « Communes populaires (notre traduction de: 人民公社) »⁷. Bien

⁵ Les parents dans les zones rurales peuvent essayer de nouveau, si leur premier enfant est une fille. Car dans les régions traditionnelles, les garçons sont considérés comme essentiels pour porter le nom de famille.

⁶ À l'heure actuelle, il existe trois types de pensions de retraite de base en Chine: la Pension de retraite de base pour les employés (职工基本养老保险) et la Pension de retraite pour les résidents urbains (sans emploi) (城镇居民养老保险), ainsi que la Nouvelle pension de retraite en milieu rural (新型农村社会养老保险).

⁷ Étant le plus élevé des trois niveaux administratifs dans les zones rurales pendant la période de 1958 à 1982, la commune jouait un rôle d'« agent de l'État » et avait des fonctions gouvernementales, politiques et économiques. Elle a été divisée à son tour en brigades de production (大队) et équipes de production (生产队). Ceux-ci assument les fonctions de la production agricole, la mise en œuvre du plan et de la tâche en provenance des autorités supérieures, le versement des bénéfices publics ou de taxes agricoles, la gestion des biens de la communauté collective, la distribution finale, et le maintien de la sécurité publique.

qu'au milieu des années 1980, l'application du « Système de responsabilités du contrat de ménage (notre traduction de: 家庭联产承包责任制) » montre que l'État a relâché son contrôle sur les activités économiques agraires, et ce même si le contrôle social restait encore assez fort.

Tableau 1.3 Structure sociale sous le régime dual urbain-rural

Politiques appliquées	En milieu urbain	En milieu rural	Explication
Politique d'enregistrement des ménages	Non-agricole	Agricole	Identification de la population
Politique du sol	Le droit au sol est national accès au marché ouvert	Le droit au sol est collectif Accès au marché collectif (membres)	L'État peut exproprier le terrain collectif
Politique d'administration	Haut degré d'intervention gouvernementale	Haut degré d'autonomie collectif (membres)	
Politique de gestion financière	Concentration des ressources de tout le pays	Autofinancement	La campagne «supporte» la ville
Politique de sécurité sociale	Large couverture pour les domaines médicaux, retraités des accidents du travail et de chômage	Le terrain, la famille et la communauté collective du village sont les sources principales d'autoprotection	Les niveaux de service de la ville sont plus hauts que ceux de la campagne.
Politique d'éducation	L'université (dans la ville supérieure que préfecture), cégep, les écoles primaires et secondaires	Les écoles primaires et secondaires	
Politique de l'emploi	Davantage de possibilités pour les citadins	Moins de possibilités pour les ruraux	

Source: substantiellement modifié de la description de Ruilian Chen (2008: 12-17)

Depuis les années 1950, l'État a réussi à pénétrer dans les organisations de villages, dont la branche du Parti Communiste de la Chine (中共党支部), la branche de la Ligue des Jeunes Communistes (共青团支部), la Milice (民兵), le Conseil de la Sécurité Publique (治保委员会), le Conseil de la Femme (妇女会), etc. Cependant, ces organisations ne se forment pas spontanément au sein des villages. Elles sont intégrées par l'État pour assurer le contrôle social du village (Nee, 1989). En quelque sorte, elles font partie de la stratégie nationale de rattrapage des pays développés. Certes, cette stratégie accélère dans une certaine mesure l'industrialisation nationale et le développement urbain. Néanmoins, elle a conduit à

l'inégalité entre le développement urbain et rural. Les dépenses en services publics (y compris la sécurité sociale, les soins de santé, l'éducation, etc.) dans la ville sont beaucoup plus élevées que celles dans la campagne. En conséquence, il a finalement conduit à la dualité sociale et à la ségrégation entre milieu urbain et rural (Wu, 2002: en ligne). Le tableau 1.3 montre la structure sociale chinoise en dualité urbaine-rurale.

Bref, les politiques sous le régime dual urbain-rural appliquées en Chine démontrent qu'il existe deux systèmes d'offre de services publics dans ce pays. Des résidents urbains et ruraux ne peuvent pas bénéficier du même traitement pour les services publics. Le régime dual urbain-rural montre des caractéristique d'inégalité de droit d'accès aux services publics et conduit à une ségrégation urbaine rurale en Chine. L'accélération de l'urbanisation en Chine depuis les années 1980 n'est pas sans avoir des répercussions sur cet arrangement institutionnel, surtout dans les cas de « superpositions » des zones urbaines et rurales, dans les « villages dans la ville ».

1.1.5 La transition urbaine chinoise

Tableau 1.4 Structure des municipalités de la Chine

Municipalités	1949	1978	2008
Nombre de villes	132	193	655
Population plus que 2 millions	3	10	41
Population de 1 million à 2 millions	7	19	81
Population de 500 000 à 1 million	6	35	118
Population de 200 000 à 500 000	32	80	151
Population moins que 200 000	84	49	264

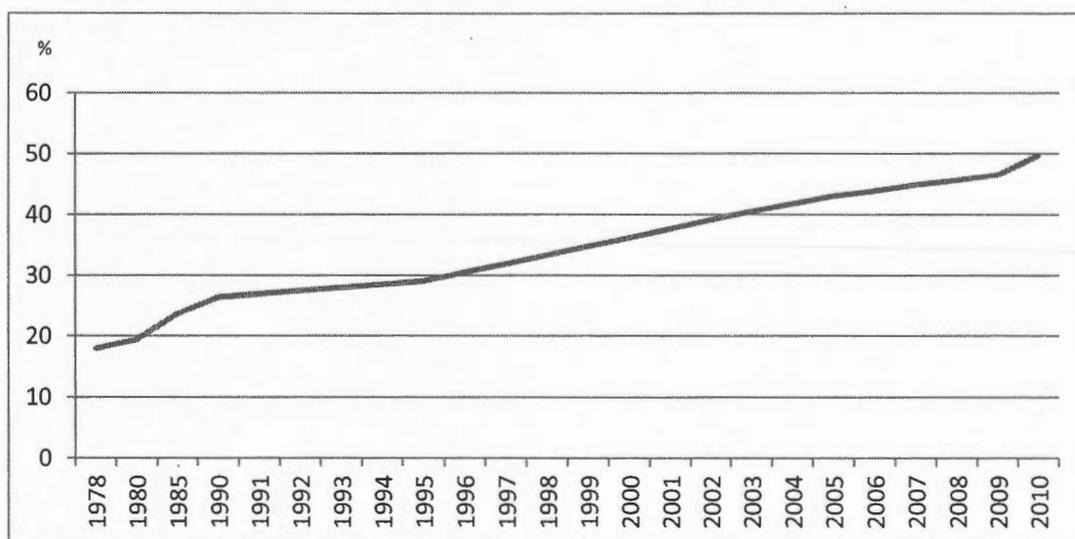
Note: Les municipalités sont regroupées selon la population dans les zones urbaines.

Source: National Bureau of Statistics of China. 2009. « 城市社会经济发展日新月异 ».

Avec une population totale de 1,3 milliards, la Chine est le pays le plus peuplé du monde. Selon le rapport du NBSC (2009), en 2008, on comptait 655 villes en Chine, dont 122 (18,6%) qui

avaient une population supérieure à un million; 118 (18%) qui avaient une population de 500 mille à un million; 415 (63,4%) qui avaient une population de moins de 500 mille (voir figure 1.4).

Figure 1.5 Taux d'urbanisation de la Chine



Source: National Bureau of Statistics of China « China Statistical Yearbook 2009 » et « Major Figures of the 2010 Population Census [1] ».

De 1949 à 2010, la population chinoise qui habite les zones urbaines est passée de 10,6% à 49,68% (voir figure 1.5). En ce qui concerne l'histoire de l'urbanisation de la Chine des soixante dernières années, Zhou (2009) a résumé qu'elle peut être divisée en trois phases:

- 1) Développement régulier (1949-1957): Époque de la relance économique d'après-guerre. C'est la redistribution de la base industrielle nationale qui stimule la moyenne du taux d'urbanisation, qui augmente de 0,6 % par an.
- 2) Chemin qui serpente (1958-1978): Durant ces deux décennies, l'ensemble des crises de l'économie, des troubles politiques et des catastrophes naturelles favorisent un taux d'urbanisation qui, malgré quelques fluctuations, tend à piétiner sur place.
- 3) Augmentation progressive (depuis 1979): C'est l'engagement gouvernemental suivant la réforme socioéconomique et l'ouverture au marché qui permet d'accueillir

les activités industrielles délocalisées. La croissance économique du pays favorise une urbanisation massive, surtout dans les régions côtières. De 1979 à 2008, la moyenne du taux d'urbanisation s'élève 0,92 % par an.

La réforme sociale-économique de la Chine a touché les métropoles de la côte du sud-est dans les années 1980, particulièrement dans la région du delta du fleuve des Perles. On visait à attirer des investissements étrangers dans des pôles de libéralisation de l'économie. La réforme s'est par la suite étendue vers la côte est, notamment dans la région du delta du fleuve Yangtsé au début des années 1990. Ensuite, elle s'est prolongée dans le nord-est à la fin des années 1990, puis dans les régions centrales et de l'ouest de la Chine au début du 21^e siècle. Les méga-régions chinoises sont aujourd'hui devenues d'immenses pôles urbains où l'économie est florissante. Selon l'ONU, Hongkong-Shenzhen-Guangzhou est la première méga-région la plus peuplée du monde. La transition urbaine qui s'effectue en Chine pose un certain nombre de difficultés de gestion urbaine, notamment à la périphérie du centre-ville, où se concentre un grand nombre de migrants ruraux.

1.1.6 Le contexte chinois: résumé

Selon les analyses précédentes, le phénomène de « villages dans la ville » apparaît comme un phénomène post-rural dans le milieu urbain, dans un contexte de pays en développement, où la société chinoise se transforme avec un déséquilibre entre le développement de la ville et celui de la campagne. Adoptant la stratégie de développement de rattrapage, le système politique chinois constitue des foyers privilégiés de développement industriel/urbain. Dans une condition du manque de ressources financières, la plupart des ressources financières a été consacrée au développement industriel/urbain. Ainsi, les interventions sociales dans le milieu urbain sont plus fortes que celles dans le milieu rural. En conséquence, le développement agricole/rural a été négligé par un manque relatif de ressources financières. Bien que les « villages dans la ville » aient été assiégés par l'expansion de la ville, leur gestion administrative indique qu'ils sont demeurés des milieux ruraux au sens institutionnel. De plus, l'afflux de population de travailleurs migrants vers la ville est concentré essentiellement dans ce type de villages situés à la périphérie du noyau urbain originel. La pression sur les services

publics existants, jumelée au problème d'insuffisance des ressources financières dans ce type de quartiers deviennent de plus en plus importants. Ce problème est le point d'ancrage pour comprendre le phénomène des « villages dans la ville ».

1.2 Les manifestations du phénomène des « villages dans la ville » en Chine

Afin de mieux saisir ses diverses dimensions, quelques traits distinctifs de la configuration du phénomène des « villages dans la ville » sont décrits et, par la suite, quelques cadres explicatifs sont présentés.

1.2.1 Les caractéristiques du phénomène des « villages dans la ville »

Le « village dans la ville » en Chine se manifeste entre autres par l'important décalage dans les conditions de vie dans ces anciens noyaux villageois et le reste de la ville qui les a absorbés lors de la croissance urbaine. On peut qualifier ce phénomène de post-rural. Avec l'expansion de la ville, l'agglomération rurale d'origine se retrouve entourée de gratte-ciels, d'infrastructures de transport ou d'autres constructions modernes urbaines (Jing 1999). Cette agglomération possède alors à la fois des caractéristiques urbaines et rurales. D'une part, elle se situe dans la zone urbaine. Ses résidents travaillent essentiellement dans les industries secondaires et tertiaires. Le mode de vie des résidents est très proche de celui de la ville. D'autre part, elle conserve encore certains éléments ruraux traditionnels, dont les institutions rurales, la propriété collective du sol, le système économique collectif (Fu, 2003), la construction de maisons détachées disposées à la façon de village traditionnel (Li, 2001), les rapports sociaux primaires axés sur les liens de proximité et la famille (Li, 2002).

Le phénomène des « villages dans la ville » est identifié comme « un quartier spécial en provenance de la campagne par rapport à un quartier urbain normal » (Liu, 2003). Malgré ces différences, le « village dans la ville » évolue aussi en fonction des contextes socio-économique, démographique, politique et environnemental de la société. En fait, depuis les trente dernières années, la transition vers un type de société de plus en plus « urbain » a

engendré, de façon progressive, une modernisation des collectivités locales accompagnée d'un alourdissement des problèmes socio-économiques et environnementaux dont les racines sont la transition urbaine. Le visage des « villages dans la ville » en Chine s'est également transformé de façon significative durant cette période, qui est marquée par plusieurs caractéristiques particulières, tel que présenté dans différents travaux. Nous les regroupons en six facettes.

1.2.1.1 Les caractéristiques économiques

En fait, la fonction économique principale du « village dans la ville » est l'immobilier, la location des bâtiments et des locaux. Les revenus de location des propriétés collectives et individuelles fournissent la plus importante source de revenu pour la survie et le développement de la collectivité et ses individus (Li, 2005).

1.2.1.2 Les caractéristiques démographies

La population de villageois locaux reste stable au fil des années. Avec l'expansion des aires urbaines et la diminution ou la disparition des aires agricoles, les villageois ont perdu leurs emplois dans les activités agricoles. Cependant, au niveau des statistiques sur les registres des ménages, ils sont encore inclus dans la catégorie de population agricole. Bien que certains d'entre eux aient changé de statut, ceux-ci habitent encore dans le village ou continuent de profiter de la répartition des revenus collectifs. D'ailleurs, certains résidents ont déménagé et habitent à l'extérieur de village, tout en conservant le statut de villageois local ainsi que tous les intérêts de ce statut⁸ (Li 2005). La population locale n'est pas déplacée et leur statut leur permet même d'avoir deux enfants (si le premier enfant est une fille). Le vieillissement de la population villageoise locale est moins grave que la population dans les quartiers urbains, où s'applique strictement la politique de l'enfant unique.

⁸ Cela n'inclut pas des « femmes qui se marient avec les hommes en dehors de village » (notre traduction de: 外嫁女, voir: Chen et al., 2008: 25). Car traditionnellement, quand la fille est mariée, elle s'éloigne du village vers la maison de son mari. Alors, elle n'appartient plus au village de ses parents.

La localisation actuelle des « villages dans la ville » (en milieu urbain) et leurs logements locatifs abordables favorisent la concentration, dans ces secteurs de travailleurs migrants à faible revenu. Très souvent, la population migrante est plus nombreuse que la population locale. Ainsi, l'afflux de population migrante est une caractéristique générale des « villages dans la ville » (Li, 2005; Guldin, 1997).

1.2.1.3 Les caractéristiques sociales

Les fonctions sociales de « villages dans la ville » se manifestent comme un « nouvel espace social », duquel les groupes non-agricoles vulnérables dépendent (Lan, 2005). Yan et Wei (2005) décrivent les résidents comme étant en général des groupes socio-économiquement faibles: un taux de chômage élevé et le manque de formation/éducation, ainsi que l'absence de sécurité sociale. Les résidents sont très difficiles à intégrer dans la société urbaine risquant ainsi l'appauvrissement. Puisque le « village dans la ville » fournit des lieux d'habitation pour l'afflux de population migrante, on peut distinguer deux groupes de résidents dans le village: les villageois natifs et les travailleurs migrants. Les villageois natifs conservent des normes et des réseaux sociaux traditionnels et ils dominent les affaires communautaires (Liu et al., 2010). Bien que la population migrante soit assez importante, elle se présente rarement dans les affaires communautaires (Li, 2005).

1.2.1.4 Les caractéristiques de l'environnement urbain

Pendant la transition urbaine, avec la restructuration industrielle et l'afflux de population migrante, une situation chaotique apparaît: l'utilisation du sol s'intensifie et se diversifie. Les routes sont étroites et mal structurées. Les infrastructures municipales, telles que les dispositifs de protection contre les incendies, l'électricité, le système de collecte des ordures, etc., sont déficientes. Les problèmes d'hygiène se font aussi plus inquiétants (Tian, 1998).

La typologie résidentielle des bâtiments dans les « villages dans la ville » est différente de ce que l'on retrouve dans les villages traditionnels ou en ville. Des nouvelles maisons détachées multi-étages ont été construites avec des matériaux modernes, comme le béton, l'acier et

l'alliage d'aluminium, différents des matériaux traditionnels comme le bois, l'argile, la tuile et la brique. La densité de construction est extrêmement élevée, de sorte que les distances entre certains bâtiments sont de moins d'un mètre. La sécurité urbaine est préoccupante, car, le camion de pompier ne peut pas entrer dans certaines ruelles du village, ainsi que le ratio policier/population est de beaucoup inférieur à ce qui est mis en place dans les quartiers urbains (Wang et al., 2009). Le « village dans la ville » est un secteur défavorisé tant sur le plan de l'environnement physique qu'au niveau de la sécurité urbaine (Dai, 2002).

1.2.1.5 Les caractéristiques institutionnelles

Le « village dans la ville » se caractérise par un mode institutionnel rural, qui est différent du mode urbain. Li (2002, en ligne) a résumé ces différences en trois volets: (1) le droit au sol qui est de propriété collective dans les « villages dans la ville » et appartient à l'État dans les quartiers urbains. (2) Les coûts de la gestion du « village dans la ville » sont de la responsabilité de la collectivité, tandis qu'en quartier urbain, ils sont sous la responsabilité de l'État. (3) Le statut de « village dans la ville » permet le partage des richesses collectives, ainsi que le droit de voter dans les affaires communautaires. Alors que dans le quartier citadin, le gouvernement joue un rôle plus important dans le contrôle des affaires publiques.

1.2.1.6 Les caractéristiques culturelles

Un facteur important dans la culture traditionnelle chinoise est que les communautés rurales sont dominées par la culture du clan familial. C'est l'une des caractéristiques fondamentales de la société rurale en Chine depuis des milliers d'années. Le système de clan est composé de lieux de culte maintenus par le droit patriarcal (Mai, 2007). Les terres du clan sont les racines du sol collectif dans le village. Les maisons ancestrales (lieux du clan) sont toujours les plus importants édifices dans le village, où on met en scène des cérémonies religieuses ou bien des activités communautaires. Le registre généalogique est un symbole important qui reflète la parenté culturelle. Il donne l'identité de chacun de ses membres et présente la hiérarchie du clan. L'éthique du clan règlemente le comportement de ses membres. Le chef du clan est un juge ou une personne d'autorité dans les affaires du clan. Les terres du clan représentaient généralement de 30% à 50% des terres totales du village dans le Delta du fleuve des Perles,

avant 1950 (Qin, 1998). Wang (1991) explique que la contrainte du montant total des ressources sociales et la grande échelle de la société chinoise sont les causes les plus profondes et durables pour l'existence de la culture du clan.

L'idéologie communiste et les politiques durant l'époque des « Communes populaires » (1958-1982) ont eu un grand impact sur la culture du clan. Néanmoins, depuis les années 1980, dans les vastes zones rurales en Chine, la culture du clan, de nouveau en hausse, influence le processus de développement communautaire, en particulier dans les « villages dans la ville », où les changements socio-économiques sont rapides. Chen (2004) confirme que la pénétration de la puissance politique de clan dans les organisations villageoises devient une tendance considérable et que la plupart des entreprises dans les « villages dans la ville » portent une empreinte profonde du clan quant à l'appui pour le financement initial (provenant des membres de la famille) et de la gestion (patriarcale).

1.2.2 La formation multidimensionnelle des « villages dans la ville »

Plusieurs études identifient la formation des « villages dans la ville » sous des angles socio-économique, politique et culturel, telle l'existence de structure duale urbaine-rurale dans la société chinoise (Chen., 2008), les lacunes institutionnelles, des lois et des règlements non adaptés au processus de transformation sociale (Wang, 2005), le manque d'accès à des ressources associées à une notion élargie de besoins essentiels (tel l'eau potable, le bien-être ou l'accès à la formation et à l'éducation) (Yao, 2008), ainsi que la succession des principes et des réseaux familiaux traditionnels (Li, 2002). Ainsi, la formation des « villages dans la ville » peut s'avérer multidimensionnelle.

En fait, le « village dans la ville » ne s'avère pas un état immuable, mais constitue plutôt un phénomène à caractère évolutif. La formation des « villages dans la ville » se présente comme un processus de périurbanisation en cinq étapes:

- 1) Il se manifeste tout d'abord par une condition économique agricole en déclin, lorsque les terres cultivables sont réquisitionnées par l'État pour la construction de la ville (Tian, 1998).

- 2) Ensuite, il se manifeste par un besoin de transformation de la base économique vers des activités non-agricoles (Jing, 1999).
- 3) Ensuite, il en découle une situation d'inégalité pour les agriculteurs relativement à l'accès aux services publics, par rapport aux citoyens (Wang, 2005).
- 4) Il apparaît ensuite une situation de dégradation de l'environnement et de la qualité de vie avec le développement industriel à grande échelle et l'afflux des migrants qui en découle.
- 5) Finalement, le village est absorbé par la ville, non seulement géographiquement, mais aussi économiquement, institutionnellement et culturellement, et ce pour assurer l'environnement habitable et le bien-être de la population résidente (Liu, 2010).

Pendant le processus de la formation de « villages dans la ville », les principaux acteurs sont le gouvernement de la ville, la communauté villageoise des agriculteurs natifs. Nous devons apporter quelques précisions sur trois aspects: le gouvernement de la ville, la communauté villageoise et les résidents villageois natifs en tant qu'individus.

1.2.2.1 Le gouvernement de la ville

Sur le plan du gouvernement de la ville, le caractère multidimensionnel de la formation des « villages dans la ville » peut être associé à ce que Brennan et Buchanan (2006) ont prôné que le gouvernement soit considéré comme un malveillant de la maximisation des profits plutôt qu'un bienveillant fournisseur de biens publics.

Premièrement, pendant l'étalement urbain, l'objectif principal du gouvernement de la ville est la maximisation de l'exploitation des terres agricoles et de ses bénéfices. La « Loi sur la gestion des terres »⁹ confère le monopole du pouvoir au gouvernement de la ville (représentant de l'État) quant à l'expropriation des terres agricoles collectives, conformément

⁹ Voir: « Land Administration Law of the People's Republic of China (2004) », article 47: « In expropriating land, compensation should be made according to the original purposes of the land expropriated. »

au prix de l'utilisation du sol à des fins agricoles. Pendant la réalisation du transfert de ces terres à l'utilisation non-agricole, le gouvernement de la ville obtient des gains considérables. Selon la recherche de Ge et al. (2004: 12-19), dans le processus actuel d'expropriation des terres agricoles collectives, le gouvernement de la ville s'est approprié de la plupart des gains, soit 60% - 70% du profit du transfert des terres (de agricole à non-agricole). Quant à la communauté villageoise collective, elle a gagné 25% - 30% de la part, alors que l'ensemble des agriculteurs locaux n'ont obtenu que 5% - 10%. Ces gains privilégient le rééquilibrage du budget au niveau des municipalités que nous avons mentionnées au point 1.1.4.2.

Deuxièmement, pour minimiser les coûts de la construction et de la gestion urbaine, le gouvernement de la ville continue à suivre le système d'autogestion dans le village. Cela permet au gouvernement de la ville d'éviter de payer le coût des infrastructures municipales et les frais de l'administration du village ainsi que les dépenses de protection sociale des villageois (Liu, 2010). Par conséquent, le rythme du développement des villages est en retard par rapport aux secteurs urbains avoisinants.

Troisièmement, alors que les « villages dans la ville » deviennent des secteurs défavorisés, dans lesquels le gouvernement doit intervenir dans leur revitalisation, les initiatives municipales sont très prudentes au niveau des dépenses publiques. Ces dernières soulignent le renforcement de la capacité de l'autofinancement de la collectivité villageoise. Nous expliquerons plus en détails ce point de vue dans le chapitre III de ce mémoire.

Ainsi, au fil des années, pendant le processus de la formation des « villages dans la ville », on peut constater que l'arrangement institutionnel du gouvernement de la ville est un des facteurs importants qui favorise l'émergence du phénomène de « villages dans la ville ». En présence d'un déséquilibre dans le budget municipal, le gouvernement de la ville privilégie le développement des secteurs urbains pour maximiser les profits de l'expropriation des terres agricoles collectives et pour minimiser la responsabilité de fournir des services publics dans les villages.

1.2.2.2 La communauté villageoise native

Représentant la communauté villageoise native, le comité villageois (ou l'entreprise communautaire) possède la propriété foncière des terres collectives, le droit de disposition et les avantages correspondant à la « Loi constitutionnelle »¹⁰. Cependant, ces droits ont été limités dans le « Code civil »¹¹ et dans la « Loi sur la gestion des terres »¹². Pour sa part, Ho (2010) indique que cette ambiguïté des droits de propriété collective du milieu rural n'est pas due à une faiblesse des lois et des règlements; au contraire, elle est définie par une stratégie dissimulée de l'État pour assurer le contrôle du territoire, particulièrement le contrôle du droit de l'utilisation du sol à des fins non-agricoles. Dans cet agencement du système, l'expropriation de terres collectives par l'État est la voie légale importante pour l'échange des terres collectives. C'est-à-dire que l'expropriation donne une chance à la communauté villageoise collective de profiter de la hausse de la valeur foncière. Alors, la collaboration avec la municipalité et les villageois devient le meilleur choix pour maximiser ce profit (Li, 2009). Selon Liu (2010), cette idée permet de concevoir la communauté villageoise collective comme « un rôle de commissionnaire entre l'État et les villageois individus ». Elle peut s'avérer en deux aspects:

- 1) Lorsque les terres collectives sont expropriées par la municipalité, la communauté villageoise native doit être subordonnée à la « direction » de la municipalité pour l'expropriation et la compensation des terres collectives, ainsi que pour l'utilisation du sol après l'expropriation.
- 2) Confrontée à des difficultés financières en milieu rural (que nous avons mentionnées au point 1.1.4.2), la communauté villageoise native tente de maintenir l'économie collective et le tissu social pour permettre certaines mobilisations pour adopter les changements socio-économiques dans le village.

¹⁰ Voir: « Amendment to the Constitution of the People's Republic of China (1988) », article 2: « No organization or individual may appropriate, buy, sell or otherwise engage in the transfer of land by unlawful means. The right to the use of land may be transferred according to law. »

¹¹ Voir: « General Principles of the Civil Law of the People's Republic of China (1986), article 80 » Land may not be sold, leased, mortgaged or illegally transferred by any other means. »

¹² Voir: « Land Administration Law of the People's Republic of China (2004) », article 2: « The state may make expropriation or requisition on land according to law for public interests, but shall give compensations accordingly. »

Pendant l'expropriation du sol, la communauté villageoise conserve certains terrains non-agricoles¹³ pour le développement économique collectif du village. Selon Liu (2010), la formation des « villages dans la ville » s'accompagne de l'évolution de l'économie dans les villages. Au début, la compensation permet la mise en place d'industries légères de type ateliers. Avec l'augmentation de la valeur des terres et la restructuration économique, la communauté villageoise abandonne le développement d'ateliers pour se concentrer sur la construction et la location de bâtiments à des fins industrielles, d'entreposage, de développement hôtelier, de logement, etc. Ainsi, le développement économique de la collectivité dépend du loyer et des frais de gestion de ces propriétés. La majorité des bénéficiaires de l'entreprise communautaire lui permet d'assurer une certaine sécurité financière de base au village et ses villageois. L'entreprise communautaire est non seulement responsable des infrastructures du village, elle offre également à ses membres des dividendes participant ainsi à leur bien-être économique.

Cependant, les bénéfices de ces activités restent limités, limités par les difficultés financières en général des milieux ruraux. Rappelons qu'il y a toujours eu un écart important dans le développement économique avec le milieu urbain (Chen, 2008). De plus, dans le cadre de la gestion autonome du village, la façon d'utiliser le sol privilégie la maximisation du profit par l'utilisation intensive du sol (Li, 2009). Ainsi, l'absence de planification à long terme et le manque d'investissements dans les infrastructures municipales causent de la confusion dans l'utilisation du sol et fragilisent l'environnement villageois. L'aménagement municipal dans ce type de quartiers se marginalise par rapport aux secteurs environnants qui sont gérés et financés directement par le gouvernement de la ville.

¹³ Certaines conditions (par exemple, le villageois collectif met en place des entreprises ou des co-entreprises avec des partenaires, ainsi que le transfert de la faillite) permettent de transformer l'utilisation du sol agricole à non-agricole pour leurs terres collectives. Voir: « Land Administration Law of the People's Republic of China (2004) » article 43, article 60 et 63.

1.2.2.3 Les individus

Sur le plan individuel, le caractère multidimensionnel de la formation des « villages dans la ville » peut être associé à ce que Li (2009: 97) appelle une « condition de vie individuelle contraignante due à la perte des terres arables ». Cette condition serait de trois ordres:

- 1) Le carence des avoirs: L'agriculteur sans travail, la précarité de l'emploi dans les secteurs secondaire ou tertiaire, le manque de la couverture sociale (Liu, 2010); l'indemnisation trop faible pour les agriculteurs afin de maintenir leur niveau de vie de base (Xia et al., 2005); l'habitat insalubre (Yan, 2004).
- 2) Les défauts du mécanisme d'expression de l'intérêt des agriculteurs: la marginalité dans la prise de décision politique dans l'Assemblée populaire nationale (APN)¹⁴, le rôle des organisations autonomes du village est limité sous la pression en provenance du système administratif, le système de représentation ne peut pas résoudre efficacement leurs problèmes et, enfin, le manque d'impartialité face aux agriculteurs dans la pratique judiciaire du réexamen administratif du village et le contentieux administratif sous l'intervention du pouvoir d'État (Li, 2009).
- 3) Le manque de savoir: taux élevés d'analphabètes ou de faible scolarisation (Li, 2003).

Cette idée d'un cumul progressif de déficits multiples permet de concevoir les villageois natifs comme un groupe marginal dans la société de la ville. Néanmoins, dans un contexte d'arrivée de nombreux travailleurs migrants, les villageois en difficulté ont trouvé des opportunités de profiter de leurs terres résidentielles, pour construire plus de logements et louer des espaces commerciaux (Liu, 2010). Avec la compensation de l'expropriation du sol, les villageois ont pu investir dans ces constructions. Dans le but essentiel de maximiser le profit d'utilisation des espaces, la densité de construction sur les terres résidentielles est très élevée. Le changement des habitations en logements de haute densité est souvent toléré par la communauté villageoise, du fait que c'est une façon pratique pour se sortir de la pauvreté

¹⁴ Au niveau de l'APN nationale, le nombre de représentants des quartiers ruraux est un quart de celui des quartiers citadins. En d'autres termes, quatre bulletins de vote de paysans équivalent à un bulletin de vote de citadins.

et d'assurer un revenu minimal (Li, 2009). Cependant, l'augmentation de la densité de la population n'est pas accompagnée par une augmentation des services publics¹⁵. Cela conduit à la dégradation des conditions de vie.

1.2.3 Le phénomène des « villages dans la ville »: résumé

La caractéristique générale des « villages dans la ville » est marquée par une expression territoriale de l'étalement de la région urbaine, associée aux régions rurales en déclin sur le plan socio-économique. Certaines observations empiriques permettent de comprendre les « villages dans la ville » comme étant des produits de la structure duale urbaine-rurale évoluant simultanément sur les plans économiques, démographiques, sociaux, environnementaux, institutionnels et culturels. Les « villages dans la ville » ne semblent pas avoir profité de la croissance économique urbaine. Après l'expropriation des terres agricoles par la ville, les « villages dans la ville » deviennent des quartiers sensibles, la communauté villageoise native demeure exclue de la société urbaine et les anciens agriculteurs deviennent un groupe à risque d'appauvrissement nécessitant des actions de développement économique.

¹⁵ Les services publics, tel que le ratio policier/population et le ratio médecin/ population, etc. sont basés sur la population des ménages locaux enregistrés, qui n'incluent pas la population de travailleurs migrants.

CHAPITRE II

CADRE D'ANALYSE, OBJECTIFS ET QUESTION DE RECHERCHE

Alors, parmi les stratégies de développement visant à lutter contre la dégradation des conditions de vie dans les « villages dans la ville », figure le développement économique communautaire (DÉC). C'est ainsi que le DÉC est étudié dans le présent chapitre dans le but de savoir s'il s'applique dans le contexte des « villages dans la ville » et s'il a constitué une approche efficace pour les différents acteurs. Dans le contexte de la réforme chinoise, les pratiques d'intervention sociale concernant les communautés de villageois locaux des « villages dans la ville » chinois ont amené la création de nouvelles politiques et programmes visant la revitalisation de ce type de quartiers. Ces interventions auraient pu à leur tour favoriser l'augmentation de la capacité d'agir de la communauté et des individus dans les « villages dans la ville ».

Le cadre conceptuel adopté ici propose d'examiner six composantes clés en matière de DÉC: l'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires (Laval et Favreau, 1991; Yao, 2008), l'employabilité (Fontan, 1990), la création d'entreprises et d'emplois (Banque Mondiale, 2002; Fontan et Lévesque, 1992), la revitalisation urbaine (Fontan et Lévesque, 1992), les alliances et le partenariat (Gagnon et Klein 1991; Jacobs, 1998), et, enfin, la participation citoyenne (Fontan et Lévesque 1992 ; Tremblay et al., 2009). Par la suite, l'état des connaissances sur le DÉC dans les « villages dans la ville » en Chine sera présenté. Ce chapitre se terminera par un exposé des objectifs, des questions et des hypothèses de cette recherche.

2.1. Le développement économique communautaire (DÉC)

Dans un contexte d'urbanisation massive et rapide pendant une trentaine d'années, environ la moitié de la population chinoise vit en zone urbaine. Cette croissance n'est pas seulement

présente dans la région urbaine traditionnelle, mais également dans la région agricole traditionnelle, qui se transforme en région périurbaine. Pendant cette transformation, une série de « villages dans la ville » s'est formée. L'accélération de l'urbanisation fait prendre conscience de l'augmentation du nombre de personnes qui sont victimes de marginalité économique et sociale et surtout de l'écart grandissant des ressources à partager entre les différents groupes sociaux. Or, l'approche de développement économique communautaire vise justement à répondre à ces problèmes.

C'est pourquoi, nous allons aborder les éléments de définition du DÉC ainsi que les dimensions des stratégies de DÉC. Par la suite, nous allons mettre en lumière six composantes clés en matière de DÉC applicable au contexte chinois.

2.1.1 Les éléments de définition de DÉC

Dans la littérature européenne et nord-américaine consultée, nous retrouvons que le développement économique communautaire (DÉC) est l'objet de plusieurs définitions.

La notion de « développement »

Pour le concept du développement, on se réfère à la définition classique proposée par Perroux (1961), comme: « l'ensemble des transformations des structures économiques, sociales, institutionnelles et démographiques qui accompagnent la croissance, la rendent durable et, en général, améliorent les conditions de vie de la population ». De ces dimensions économique, sociale, politique, culturelle, spatiale et durable, la notion de « développement » est souvent interprétée comme un processus de transformation qui associe la croissance à une évolution à long terme. Ainsi, Rist (2007) affirme que, le « développement » est « [...] constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence, qui pour assurer la reproduction sociale obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises (biens et de services) destinées, à travers l'échange, à la demande solvable.» Bien que l'Assemblée Générale des Nations Unies (1962) ait précisé dans le Rapport du Secrétaire Général que, « le

développement n'est pas simplement synonyme de croissance économique; c'est une croissance économique accompagnée de transformations », la croissance économique reste encore dans « le noyau dur » de débat du développement (Zaoual, 2002).

La notion de « développement économique »

La définition du « développement économique » par Galbraith est une des plus connues: « le développement économique consiste un élargissement des possibilités de réussite à ceux qui ont le désir d'échapper à l'équilibre de la pauvreté de masse et ses cultures ». Il s'agit d'une évolution positive dans les changements structurels et des mentalités de la société toute entière.

La notion de « communauté »

Au centre du « développement économique communautaire », on retrouve la notion de « communauté » qui a été définie par Ferdinand Tönnies. Sa réflexion sur la société allemande à la fin du 19^e siècle montre qu'une communauté est un groupement humain fondé sur les liens organiques entre ses membres (Tönnies 1944).

Figueira-McDonough (2001) indique que, à travers la première moitié du 20^e siècle, la notion de la communauté est une unité, dont la solidarité entre les membres assure un équilibre. Il adopte plus spécifiquement le concept de « communauté de responsabilité limitée », basée sur des intérêts qu'ils soient économiques, sociaux ou politiques, et sur le maintien des règles de fonctionnement. Selon lui, les membres de la communauté forment une entité, avec certaines caractéristiques communes : géographiques, économiques, sociales et politiques.

La notion de « développement communautaire »

Christenson et Robinson (1981:16) définissent le « développement communautaire » comme: « [...] un groupe de personnes travaillant ensemble sur l'engagement d'une action sociale pour améliorer leurs chances dans la vie ». En ce sens, ils rejoignent Ferguson et Dickens

(1999) qui considèrent le développement communautaire comme un processus de construction des actifs communautaires. Ces actifs sont sous cinq formes différentes: (1) le capital physique tel que les bâtiments et les infrastructures; (2) le capital intellectuel et humain soit les compétences et les connaissances; (3) le capital social, incluant les normes, les compréhensions partagées, la confiance, et d'autres facteurs qui rendent les relations faisables et productives; (4) le capital financier et, (5) le capital politique, qui fournissent la capacité d'exercer une influence politique.

Adoptant un discours du renforcement de la capacité communautaire, Chaskin et al. (2001: 7) considèrent la capacité communautaire comme l'interaction du « capital humain », des « ressources organisationnelles » et du « capital social » dans une communauté. Elle peut être utilisée pour promouvoir les intérêts de la communauté. Selon lui, il existe quatre stratégies de renforcement des capacités communautaires: (1) le développement du leadership; (2) le développement organisationnel; (3) l'organisation communautaire et (4) la collaboration entre les organisations.

La notion de « développement économique communautaire (DÉC) »

Shragge (2006) indique que la notion de « développement économique communautaire (DÉC) » a été exposée dans l'administration de l'Empire britannique dans les années 1930. Selon Milhaud (1961), les réalisations spontanées de développement économique communautaire ont été observées par les Nations Unies dès la fin de la guerre dans des régions rurales de pays économiquement sous-développés. C'est à partir des années 1950 que l'expression « développement économique communautaire (DÉC) » est utilisée par différents gouvernements, la Banque mondiale ainsi que d'autres organisations internationales pour identifier différentes pratiques de développement et leurs résultats. Cette approche du développement est fondée à la fois sur les solidarités locales et les initiatives à l'échelle de la communauté en elle-même.

Visant l'insertion sociale des exclus par l'économie, Favreau et Lévesque (1996) s'intéressent au développement économique communautaire (DÉC). Ils indiquent que les projets relevant du DÉC ont comme finalité le renouvellement des pratiques sociales et de l'État-providence et s'imposent comme un modèle alternatif de développement socio-économique face aux inévitables crises. Ainsi, le DÉC est une approche globale de revitalisation économique et sociale des collectivités locales qui conjugue les quatre dimensions suivantes:

- (1) la dimension économique: le déploiement d'un ensemble d'activités de production et de vente de biens et de services;
- (2) la dimension locale: la mise en valeur des ressources locales sur un territoire donné, dans le cadre d'une démarche partenariale où les principales composantes de la communauté s'y engagent (secteur communautaire, secteur privé, institutions publiques locales), démarche qui anime également la mise à contribution de ressources externes en fonction de la communauté;
- (3) la dimension sociale et politique: la revitalisation économique et sociale d'un territoire (emploi, logement, formation, santé et services sociaux...) et la réappropriation par la population résidente de son devenir économique et social (empowerment et gouvernance locale);
- (4) la dimension communautaire: la communauté comme point de départ et comme point d'arrivée en tant qu'espace du « vivre ensemble » et le communautaire en tant que dispositif associatif premier de revitalisation.

Le DÉC prend aussi l'autre appellation: « développement économique local (DÉL) » (Doucet et Favreau, 1997), qui caractérise une vision spécifique de l'importance du territoire. Le « développement économique local » est une stratégie d'organisation communautaire qui mise sur un travail au sein de populations partageant un même espace géographique et tente de décrire une situation unique de la responsabilisation totale des populations à la base dans la conception et la mise en œuvre des actions de développement. Doucet et Favreau (1997) définissent le développement économique local selon cinq axes. Le DÉL:

- (1) Favorise la résolution des problèmes sociaux par un auto-développement économique et social des communautés locales;
- (2) Fait porter l'attention des autorités locales, régionales et nationales sur les problèmes les plus criants liés à l'emploi, au manque d'infrastructures économiques et de services de base;
- (3) Soutient la mise sur pied, sur le plan organisationnel, d'entreprises communautaires, de coopératives et de groupes d'entraide dans les principaux secteurs de la vie des communautés concernées (logement, emploi, services sociaux, environnement...);
- (4) C'est un travail de partenariat des principaux acteurs de la communauté locale, c'est-à-dire les organisations populaires et communautaires de même que les syndicats, mais aussi les paroisses et l'élite locale;
- (5) Construit des structures autonomes à partir d'un effort local soutenu financièrement, au moins en partie, par l'État et par des sources privées ou volontaires. Mentionnons, comme exemple type, une corporation de développement communautaire.

Les lectures nous montrent aussi que le DÉC se présente sous différentes formes: la « promotion de croissance » (Boothroyd et Davis, 1993: 230-240), l'« établissement de réseaux régionaux » (Dodge, 1990: 354-366) ou le « développement économique local durable » (Jepson et Haines 2003: 45-54). Malgré cette convergence des visions, le concept de DÉC et les pratiques qui s'y rattachent se caractérisent par la multiplicité des discours et des programmes, tour à tour complémentaires. Dans ce mémoire, nous allons appliquer le concept de DÉC, car il s'adapte aux situations d'une communauté précise (les villageois natifs) dans un milieu (le « village dans la ville »), où coexiste différentes communautés (par exemple, aux natifs s'ajoutent les travailleurs migrants).

Puisque la notion de développement est globale et inclut autant les dimensions sociales, culturelles, environnementales qu'économiques, les résultats liés au développement économique communautaire sont donc en lien avec l'ensemble de ces dimensions et non pas

seulement avec la dimension économique. Par exemple, la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFAC, 2008: en ligne) définit le DÉC comme:

« Un processus multidimensionnel, démocratique et coopératif dont le but est de renforcer la capacité des communautés, d'établir et soutenir une économie locale viable et durable. Le DÉC accroît la disposition des communautés à planifier, réagir et de s'adapter aux changements économiques et favorise l'intégration d'objectifs à la fois économiques, sociaux et environnementaux. »

Cette définition du développement économique communautaire souligne le processus de prise en charge par la communauté des institutions et une volonté d'instituer un changement social global.

2.1.2 Les approches stratégiques du DÉC

L'histoire des approches stratégiques du DÉC, d'après Fall et al. (2004), montre que les moteurs du développement mondial émanent substantiellement de l'urbanisation, de l'industrialisation et de l'économie de marché. Pour les pays développés, le modèle d'« industrialisation capitaliste » de développement pendant l'époque de 1830 à 1975, est construit sur la base d'échanges commerciaux et du progrès technique, sur la base de conquêtes armées des marchés et sur celui de la colonisation, ainsi que sur la destruction de l'environnement. Ensuite, les changements structurels sociaux et les ruptures significatives apportées aux programmes sociaux ont mené au modèle de « démocratie partenariale » de DÉC, qui souligne l'insertion de l'économie dans la société à partir des ses dynamismes propres (Fall et al. 2004). Ce modèle préliminaire de DÉC vise à contrer des problématiques sociales comme la paupérisation, la marginalisation et la pollution de l'environnement. Toutefois, Polèse(1996) indique que le mécanisme DÉC risque aussi de voir renaître l'égoïsme des régions, qui conduira au démantèlement progressif des solidarités nationales.

Pour la plupart des pays d'Amérique latine, dans un cadre d'urbanisation sans industrialisation (Bairoch, 1997), le modèle « libéral » de développement macroscopique a causé un modèle « dépendantiste » du DÉC. Le DÉC des pays d'Amérique latine dépend à la fois du développement commercial, technologique et financier des pays développés. Il se manifeste par une grande capacité de mobilisation, qui a des caractéristiques d'associations mutuelles et coopératives, ainsi que par la création de petites entreprises et commerces. Mais, il manque la solidarité dans ces sociétés polarisées (Fall et al., 2004). Plus précisément, il s'agit de l'absence d'un État animateur et gestionnaire de changements sociaux (Favreau, et Fréchette, 1997).

Pour les autres pays en développement, notamment en Asie du sud-est, dans un cadre de politiques centralisatrices, une forte intervention de l'État pour l'insertion dans l'économie mondiale a conduit au modèle « social-étatiste » du DÉC, dont le service public est érigé en rempart du développement des acquis sociaux. Cependant, ce modèle montre un rapport hiérarchique entre l'État et les secteurs associatifs, qui conduit à l'incapacité gestionnaire des administrations centrales, surtout des lacunes démocratiques d'un service public central avec ses travers bureaucratiques (Fall et al., 2004).

Selon nos lectures, les approches de DÉC se présentent sous deux formes: la stratégie générale et la tactique spécifique. Au niveau de la stratégie générale, dont souligne l'art de coordonner et d'orienter les actions pour atteindre un objectif, les approches principales ci-dessous ont été largement utilisées dans les pratiques de DÉC à travers le monde:

- Basé sur la démarche d'organisation communautaire, le modèle de Doré (1985) rend compte de quatre catégories d'orientation normative, comme: l'« intégration », l'« appropriation », la « pression » et la « politisation ».
- Examiné le contexte historique et philosophique du changement social, Hanna et Robinson (1994) ont distingué leur modèle de l'« autonomisation des communautés » avec le changement social « traditionnel », d'« action directe » et « transformative ».

- Rothman (1995) a énoncées son modèle de l'action communautaire en trois aspects: le « développement local », la « planification sociale » et l'« action sociale ». Ce modèle est repris par Doucet et Favreau (1997), en laissant l'analyse ouverte aux diverses perspectives stratégique établies en fonction des impératifs du terrain.
- Inspirée de la théorie de la structuration de Giddens (1990) et s'appuyant sur l'étude de cas, Cook et Comeau (2006) permet de définir et de valider un modèle d'intervention sociopolitique que l'on peut regrouper en trois types: « interprétatif », « institutionnel » et « organisationnel ».
- Lavoie et Panet-Raymond (2011) ont identifié aussi leur modèle qui repose sur la capacité à anticiper la réponse des personnes, des décideurs, des organisations, des entreprises ou ordres de gouvernement visés par le(s) objectif(s) que le groupe souhaite atteindre. Ce modèle s'effectue en fonction de trois perspectives: de « consensuelle », de « conflictuelle » et de « négociation ».

Au niveau de la tactique spécifique, certains outils de DÉC ont été appliqués dans diverses régions du monde. Checkoway (1995) a identifié un ensemble de six outils de DÉC: « mobilisation de masse », « action sociale », « participation citoyenne », « défense de droits », « éducation populaire » et « développement de services locaux ». Gambl et Weil (2009) ont présenté pour leur part un ensemble de huit outils de pratiques de DÉC: « organisation du voisinage et de la communauté », « organisation de communautés fonctionnelles », « développement social, économique et communautaire », « planning social », « développement de programmes et liaison communautaire », « action sociale et politique », « coalitions » et « consolidation des mouvements sociaux ». Jacobs (1998) est particulièrement intéressé au partenariat « Bureau-politique », dont les secteurs publics et privés partagent les risques, identifient des intérêts communs et développent une vision partagée de changement. Ainsi, Favreau (2004) mise sur l'« économie populaire » réellement existante pour le développement, tandis que Laval et Favreau (1991) présentent leurs considérations sur l'ajustement structurel pour favoriser un développement durable du changement.

Dans le but de préciser la discussion ci-dessus, nous retrouvons deux approches stratégiques qui pourraient caractériser les pratiques de DÉC: l'approche « par le haut (Top-down) » et l'approche « par le bas (Bottom-up) ». L'approche stratégique du développement « par le haut (Top-down) » inclut le concept de « planification globale » (notre traduction de: Comprehensive Plan) décrit par Kelly (2009). Dans les faits, la planification globale se concentre fortement sur l'environnement physique et la desserte en infrastructures publiques que ce soit pour favoriser le développement économique ou le développement social et communautaire. Il s'agit d'un cadre d'intervention déterminé par le gouvernement local, soucieux d'améliorer l'environnement physique de la communauté et le niveau du développement de la vie sociale, économique, environnementale et écologique. Ainsi, les interventions peuvent toucher des aspects comme l'utilisation du sol, le contrôle du processus d'urbanisation, la fourniture de services publics et des infrastructures, les espaces ouverts ou la localisation et la distribution de logement. Les interventions peuvent toutefois être moins physiques comme dans le cadre de la planification de l'emploi. Cette approche fournit un environnement associant la prise de décision par le haut et la participation des habitants.

De l'autre côté, l'approche stratégique du développement « par le bas (Bottom-up) » du DÉC, s'accompagne de la décentralisation du pouvoir d'État et l'accent est mis sur l'autosuffisance économique de la communauté. Dans cette perspective, Simon (2010: 143-162) propose une « stratégie d'entretien », soit de protéger les ressources de base (notamment le sol, l'emploi et les capitaux) de la communauté que ne sont pas déjà appropriées par les entreprises privées. Cette approche stratégique fait face aux contraintes de droits de propriété du sol en s'appropriant collectivement. La communauté fait ainsi face à deux types de contraintes:

- (1) la restriction du transfert du droit de propriété: la contrainte de vente ou d'aliénation de la propriété permet néanmoins de s'assurer que les propriétaires sont toujours des membres actifs ou potentiels de la communauté;
- (2) la restriction d'accumulation individuelle: la contrainte de l'accumulation du capital a tiré des droits de propriété de chacun des membres permet néanmoins d'assurer une répartition équitable des bénéfices entre les membres de la communauté.

En somme, ces restrictions protègent la communauté en tant que bénéficiaire du développement économique. Cependant, elles limitent la monétarisation ou la réalisation à court terme de profits provenant des droits de propriété collective¹⁶. De cette façon, les membres de la communauté auront considéré la propriété comme un investissement à long terme, tout en freinant les dangers de la spéculation. De plus, au niveau organisationnel, cet arrangement de nouvelles formes de droits de propriété englobe les efforts des organisations sans but lucratif, des coopératives, des organisations religieuses, des sociétés commerciales et des organismes publics. Pour Simon (2010), cette forme de droits de propriété permet d'encourager la participation civique, combinant la mobilisation politique locale avec l'initiative entrepreneuriale ainsi que la responsabilisation électorale avec la concurrence du marché. Cette notion de stratégie de maintenance renvoie au rôle traditionnel des institutions locales dans la régulation pour atténuer les effets négatifs externes du développement et de la spéculation foncière afin de soutenir la fourniture des biens publics, comme les routes, la police et les écoles.

Depuis les années 1990, une combinaison de ces deux approches stratégiques nommées précédemment a été pratiquée de plus en plus souvent dans les projets de DÉC. Il reste que cette approche stratégique existe depuis les années 1950. Ses caractéristiques, selon Simon (2010) et Figueira-McDonough (2001) se définissent comme suit:

- (1) La croissance du capital immobilier des communautés est un aspect important du développement communautaire, mais serait insuffisant.
- (2) L'implication des autorités étatiques et locales a souvent joué un rôle décisif. La stratégie gouvernementale du développement communautaire vise les intérêts à long terme de la communauté et fait l'objet de planification, incluant les projets à court terme.

¹⁶ La transaction de propriété collective doit être soumise au consentement collectif de la grande majorité. Dans la pratique, ce n'est pas facile à réaliser (Liu, 2010).

- (3) Que ce soit sur le plan individuel ou organisationnel, la participation du public dans la planification et la mise en œuvre d'un projet est la clé de l'obtention d'un soutien politique et de l'atteinte des objectifs.
- (4) Les revendications politiques d'aide aux groupes vulnérables s'appuient sur une planification minutieuse ainsi que sur une collaboration étroite des différents acteurs. En réalité, les exemples d'un tel succès sont rares.
- (5) Le succès de l'économie communautaire demande que le projet puisse fournir, dans une proximité géographique: de l'emploi, de la formation, des mécanismes de création d'emplois, des renseignements sur l'emploi, des services de gestion de suivi et de l'élimination de toutes les formes de discrimination.

En résumé, selon nos lectures, les approches de DÉC se caractérisent par un ensemble de principes communs, notamment:

- (1) l'arrimage des objectifs économiques, sociaux, politiques culturels, spatiales et durables;
- (2) l'ajustement des rôles des pouvoirs publics de tous les piliers des gouvernements, des collectivités et des individus;
- (3) mise en valeur des ressources du milieu et l'affermissement des capacités des individus et des collectivités locales;
- (4) l'établissement des réseaux de partenariat;
- (5) l'amélioration de la citoyenneté et de l'identité de la communauté.

2.1.3 Les pratiques de DÉC en Chine

Les expériences de DÉC en Chine sont peu connues des chercheurs occidentaux. Les lectures chinoises nous montrent que le DÉC en Chine a ses particularités. Comme Feng (2009, en ligne), Li et al. (1987) et Zhao (2002) l'indiquent, les expériences de DÉC en Chine sont d'abord apparues en milieu rural et remontent à la fin des années 1910. Elles sont étroitement liées à la reconstruction socio-économique après la désintégration des dynasties féodales,

lorsque le Mouvement de nouvelle culture du 4 mai (notre traduction de: 五四新文化运动) a importé de nombreux concepts issus de l'anthropologie et de la sociologie occidentale dans les pratiques d'amélioration en milieu rural chinois, particulièrement dans le domaine des coopératives économiques, de la construction rurale et de l'éducation. Cette phase initiale de DÉC s'est poursuivie jusqu'au début des années 1950.

De la fin des années 1950 jusqu'au début des années 1980, l'État monopolise presque la totalité des ressources importantes. Selon Sun (2004), ces ressources comprennent non seulement les ressources naturelles, mais aussi les modes de production et des opportunités de développement (dont la plus importante est une main d'œuvre abondante) et l'information. Parmi la suprématie des intérêts du pays sous la stratégie de rattrapage que nous avons mentionnée au point 1.1.4.3, la société totalitaire conduit le pouvoir du pays à pénétrer dans tous les aspects de la vie sociale. Toutes les forces sociales indépendantes du pays ont été inhibées ou ont été intégrées dans les institutions du pays. Le gouvernement dirigeait les activités de DÉC « par le haut », dans le cadre de l'économie planifiée. Dans le milieu urbain, l'« Unité de travail (工作单位) »¹⁷ jouait un rôle majeur tant sur les plans économiques que sociaux. L'« Unité de travail » fournissait les services publics pour ses travailleurs (par exemple, la pension de retraite, les soins médicaux, les logements abordables, la cuisine commune, la garderie, l'école, etc.). Une grande unité peut s'apparenter à une communauté autonome. Pour les chômeurs urbains, c'est le comité citoyen qui organise une assistance de base temporaire ou à long terme. Tandis que dans le milieu rural, les « Communes populaires » dominant presque toutes les activités de DÉC. Durant cette période, deux expériences chinoises ont été reconnues: (1) la construction d'ouvrages pour la conservation de l'eau pour les terres agricoles, soulignaient l'augmentation de la production alimentaire

¹⁷ « Unité de travail (notre traduction de: 工作单位) » désigne collectivement l'une des agences dans laquelle on travaille, comme les entreprises, les écoles, les institutions et les autres organismes indépendants. Avant la réforme, l'« Unité de travail » organise l'ensemble des activités professionnelles, politiques et de production. Elle fournit un emploi à vie et un logement, souvent situé à proximité du lieu de production, ainsi que des soins médicaux, une retraite, des garderies et des écoles pour les plus grandes d'entre elles. Elles étaient responsables aussi de la gestion des fiches individuelles qui répertoriaient les informations principales concernant un individu (état civil, origines raciales, activité professionnelle mais aussi délits).

(An, 2003); (2) sous le système médical coopératif, les « Infirmiers ruraux (赤脚医生) »¹⁸ se concentraient sur la réduction de la mortalité infantile et l'éradication des maladies infectieuses (Yang, 2006).

À partir des années 1980, dans un cadre de la réforme socio-économique, le démantèlement du système de « Communes populaires » en milieu rural et du système de l'« Unité de travail » en milieu urbain, ont eu un grand impact sur les services sociaux de base. Le rétablissement d'un système complet du service social (par exemple, la sécurité sociale, les infrastructures municipales et les services de formation/éducation, etc.), vient interpeller les gouvernements afin de prioriser les intérêts locaux sur les intérêts de l'État central. Ainsi, une nouvelle conception du DÉC chinois se met en place, dans la plupart des politiques et des programmes de revitalisation des « villages dans la ville », qui passe d'une approche « par le haut (Top-down) » à une approche « par le bas (Bottom-up) ». Les actions communautaires locales sont de plus en plus visibles.

2.1.4 Les initiatives de DÉC dans les « villages dans la ville »

Les trente dernières années témoignent d'un nombre important d'initiatives de DÉC en Chine. Toutefois, nous nous concentrerons sur celles provenant de « villages dans la ville ». Il ne faut pas oublier que dans le cadre administratif d'enregistrement des ménages actuels en Chine (que nous avons mentionné au point 1.1.4.3), le gouvernement local fournit seulement les services publics à la population dont son domicile est enregistré sur le territoire. Simultanément, la population locale possède le droit d'élire des représentants du gouvernement local. Pour les résidents non enregistrés, car provenant de l'extérieur de ce territoire, ce sont les gouvernements de leur territoire d'enregistrement qui fournissent les

¹⁸ Les « Infirmiers ruraux (赤脚医生) » sont des agriculteurs qui recevaient une formation médicale minimale (environ 6 mois). Leur mission était de diffuser des règles d'hygiène, faire de la médecine préventive et traiter les maladies les plus communes, afin d'apporter les soins médicaux au milieu rural, dans le cas d'absence de médecins et d'infirmières régulières. Ils se sont multipliés dans les années 1970 pour diminuer dans les années 1980 avec le démantèlement de « Communes populaires », et enfin, ont été remplacés par les médecins enregistrés.

services publics¹⁹. Par exemple, pour les travailleurs migrants qui viennent de la ville de Chongqing, c'est le gouvernement de Chongqing qui fournit leur service public, bien qu'ils habitent depuis plus de six mois à la ville de Guangzhou. Très souvent les enfants de travailleurs migrants vont habiter chez leurs grands parents à Chongqing pour entrer dans l'école publique, lorsque leurs parents travaillent à Guangzhou. Selon les politiques existantes, peu d'attention est accordée à la population de travailleurs migrants. Dans notre recherche, nous nous intéressons aux résidents villageois natifs, pour qui les services publics sont gérés par les comités villageois locaux.

La possibilité de mettre fin à la dégradation des conditions de vie dans les « villages dans la ville » repose en grande partie sur les politiques publiques, sur la capacité de mobilisation de l'ensemble des acteurs socio-économiques et sur la population elle-même. Pour favoriser le DÉC de la communauté native des « villages dans la ville », il est essentiel de reconnaître la contribution de cette communauté et des individus ciblés quant à leurs capacités d'assurer leur propre développement de façon durable et équitable. Ce regroupement communautaire peut, non seulement résister au plan d'aménagement du territoire avancé par les villes, mais surtout proposer un plan de relance locale qui pourrait permettre le passage d'une économie agricole à une économie non-agricole.

Comme en témoignent les pratiques des interventions en matière DÉC, la ville de Guangzhou a mis en œuvre des actions pour rencontrer les grands besoins des communautés villageoises des « villages dans la ville » depuis les années 1980. C'est la ville de Guangzhou qui assume la direction de la démarche, en mobilisant des organismes des secteurs institutionnels et communautaires ainsi que des entreprises conjointes. Les villageois locaux y occupent une large place dans la conception et la mise en œuvre des projets. La finalité économique prend un aspect à la faveur d'une attention particulière envers la transformation du mode économique et de l'aménagement du territoire.

¹⁹ Voir les documents du gouvernement central: 中华人民共和国主席令 (一届 91 次会议), 国发 [1997] 20 号, 国发 [2001] 6 号.

Il existe un déséquilibre dans le développement entre les « villages dans la ville » et leur environnement urbain. Plusieurs intervenantes et intervenants en service social ont participé à la mise en place de certaines initiatives de DÉC en Chine et participent toujours au maintien de celles-ci et à la mise en œuvre de leurs plans d'action. Sur le plan stratégique, le DÉC propose un développement simultané sur les plans économique et social en empruntant une voie d'insertion par l'économie dans un cadre territorial. Il accorde ainsi la priorité au développement économique d'un territoire qui privilégie la promotion de la croissance, l'établissement de réseaux régionaux et le développement économique local durable.

Sur l'aspect des pratiques, c'est au niveau le plus bas des organisations institutionnelles que les voies de DÉC sont privilégiées. Les initiatives de DÉC constituent, de façon générale, des lieux permettant aux populations de participer aux décisions de la prise en charge de certaines ressources de leur communauté.

2.1.5 Les six composantes clés en matière de DÉC

De ces lectures, nous pouvons dégager et adapter six composantes clés en matière de DÉC applicables, à notre avis, au contexte chinois. Ces caractéristiques sont: (1) l'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires, (2) l'employabilité, (3) la création d'entreprises et d'emplois, (4) la revitalisation urbaine, (5) l'alliance et le partenariat et, enfin, (6) la participation citoyenne.

2.1.5.1 L'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires

Cette composante porte sur des mesures permettant la restructuration des entreprises collectives existantes. Dans un contexte du régime assez centralisé en Chine, le comité agricole apparaît comme une unité économique collective dans la communauté rurale. Pour répondre à la question d'appartenance de la propriété collective dans l'environnement économique urbain, cette unité économique collective se convertit en entreprise qui procède par actions, détenues par les actionnaires, qui sont les actionnaires individuels (les villageois) et collectifs (les coopératives de production en provenance de la « brigade de production » et

des « équipes de production »). Yao (2008) précise que la fonction économique quitte le comité agricole pour devenir une entité économique communautaire. Cette dernière s'occupe du développement du secteur agricole et non-agricole, des investissements et de la rentabilité financière de l'entreprise communautaire, ainsi que de la durabilité de l'entité de village, etc.

2.1.5.2 L'employabilité

Cette composante touche aux mesures de développement de programmes qui favorisent l'insertion des villageois sur le marché du travail. Les interventions peuvent comprendre la mise en place de programmes de formation de la main d'oeuvre, la création d'entreprises d'insertion, la mise en place de politiques d'embauche, etc. (Fontan, 1990). Cette composante touche la compétence individuelle et l'accès à des services sociaux, dont les politiques d'assistance destinées aux individus ne pouvant être intégrés sur le marché de l'emploi, etc.

2.1.5.3 La création d'entreprises et d'emplois

Une des caractéristiques du DÉC est de chercher à stimuler la croissance économique. Les mesures adoptées portent, d'un côté, sur la création de nouvelles entreprises, et de l'autre, sur la sauvegarde de l'emploi. La plupart des interventions mise sur le développement de petites entreprises en fournissant aide financière, aide technique, formation au démarrage d'entreprises et à la gestion d'entreprises existantes, des mesures favorisant le regroupement d'entrepreneurs et de commerçants dans des associations ainsi que l'aménagement d'espaces industriels et commerciaux (Fontan et Lévesque, 1992).

2.1.5.4 La revitalisation urbaine

La revitalisation urbaine, selon Fontan et Lévesque (1992: 62), est définie comme:

« La revitalisation d'une zone en difficulté exige une stratégie d'aménagement du territoire, un plan d'action. Ce plan d'action fait l'analyse des problèmes, identifie les besoins, pose un diagnostic, détermine les champs d'intervention, identifie les moyens et la stratégie d'action et,

entreprind le long travail de lobby auprès des institutions et organismes en place pour faire bouger les grands décideurs et libérer des ressources. »

Dans cette composante, nous regroupons donc les initiatives reliées à l'utilisation du sol et à la mise en place d'infrastructures physiques. Ces initiatives visent non seulement à doter la communauté des ressources physiques adéquates à son développement en termes d'aménagement de l'espace, de services publics et de logements; elles visent aussi le renforcement de la puissance économique collective et de l'augmentation du revenu. Les actions peuvent viser l'utilisation du sol, l'amélioration de la qualité d'air, de l'eau et du sol, ainsi que le développement durable, etc.

2.1.5.5 Les alliances et les partenariats

Cette composante porte sur la mesure du développement et de coordination de nouvelles alliances, de nouveaux partenariats. Il s'agit d'un « recentrage des rapports autour du territoire et l'instauration de partenariats locaux » (Gagnon et Klein, 1991: 239). Il concerne le développement des réseaux complexes, incluant entre le secteur public et le secteur privé, de façon formelle ou non, dans l'élaboration de stratégies politiques communes et dans le partage des risques pour le développement économique (Jacobs, 1998). Ainsi, cette composante touche les acteurs institutionnels appartenant à différentes échelles territoriales (du national au local), des acteurs privés et les comités de citoyens. Il s'agirait en Chine de la coordination interne des activités liées au village, incluant le partage des responsabilités, la répartition des tâches et des avantages mutuels, ainsi que la coopération et la coordination entre programmes et organisations connexes, etc.

2.1.5.6 La participation citoyenne

La composante de la participation citoyenne porte essentiellement sur des activités de concertation entre des acteurs des communautés villageoises sur les choix à effectuer concernant des aspects de DÉC. Comme Fontan et Lévesque (1992) l'indiquent, la participation citoyenne porte sur l'informations complètes, la prise de décision et la

participation à la planification des responsabilités. Ces initiatives orchestrent un DÉC de « par le bas (Bottom-up) », lequel repose sur tout le travail de conception et de réalisation du plan de relance sur la participation de la communauté aux démarches de travail (Tremblay et al., 2009).

2.2. Les objectifs, la question et l'hypothèse de recherche

2.2.1 Les objectifs

Il s'agit d'une recherche exploratoire ayant pour but d'étudier les mécanismes de développement dans les quartiers périurbains de méga-régions pendant leur transition du rural à l'urbain. L'objectif principal de cette recherche est de comprendre les pratiques de développement qui prennent place dans les « villages dans la ville ». Plus spécifiquement, nous souhaitons identifier les pratiques de DÉC dans les villages ciblés, pendant la transition urbaine. Le DÉC serait l'instrument par lequel les individus et les communautés agraires ont acquis un certain contrôle sur leurs ressources économiques. Ainsi, nous tenterons d'amorcer une véritable prise de conscience de la richesse que le DÉC dans les « villages dans la ville » constitue.

2.2.2 La question de recherche

Afin d'explorer le cheminement du DÉC dans les « villages dans la ville », nous posons la question spécifique de recherche suivante:

- Dans quelle mesure les six composantes-clés du DÉC s'appliquent dans le contexte du développement des « villages dans la ville » ?

Cette recherche tente de répondre à cette question par un examen de la mise en place et des opérations de diverses initiatives associées à du DÉC dans les « villages dans la ville » en Chine, plus particulièrement dans certains villages ciblés.

Notre recherche se base sur le DÉC des « villages dans la ville » en Chine. Nous prenons la notion de DÉC de Favreau et Lévesque (1996) pour référence, simultanément, pour s'adapter à la situation chinoise, à des fins de clarification, nous définissons le DÉC comme suit:

- Le développement économique communautaire est une stratégie ainsi qu'un processus de développement socio-économique culturel et environnemental d'une communauté en transition, qui se concentre sur la dynamique durable de l'économie contrôlée par le milieu, dans le but de favoriser la capacité globale de ladite communauté, par la valorisation des ressources communautaires existantes et potentielles.

2.2.3 L'hypothèse de recherche

Avant de formuler notre hypothèse, soulignons que chaque « village dans la ville » possède sa propre dynamique. Bien que chaque cas puisse être considéré unique, il existe des caractéristiques communes dans les « villages dans la ville ». Ainsi, nous pouvons formuler notre hypothèse:

- Pendant la transition de villages s'intégrant véritablement dans la ville, il y a des programmes d'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires, des projets d'améliorer l'employabilité des villageois, des activités de création d'opportunités pour des affaires et des emplois, des programmes de revitalisation urbaine, des activités facilitant l'établissement d'alliances et de partenariats, ainsi que des initiatives de participation citoyenne des villageois. Ces actions, activités, programmes auraient des caractéristiques s'apparentant aux composantes clés du DÉC.

Mieux comprendre le DÉC à travers les composantes clés permettra de mieux connaître les éléments et les enjeux de chaque facette du DÉC dans un contexte de transition urbaine chinoise. Ce faisant, l'analyse pourra aider les intervenants communautaires à évaluer la pertinence d'une participation aux activités et aux organisations associées au DÉC et, si la

réponse est positive, cette étude pourra éclairer leurs choix de voies et d'approches de DÉC dans leur action pour l'amélioration des conditions de vie dans les « villages dans la ville ».

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Cette partie présente la stratégie méthodologique dans l'étude des processus de transformations des « villages dans la ville ». Premièrement, nous avons choisi une stratégie méthodologique qui repose sur une approche d'étude de cas multiples. Les cas choisis pour la recherche sur les « villages dans la ville » sont situés dans le contexte de la ville de Guangzhou, dans la méga-région de Hongkong-Shenzhen-Guangzhou. Deuxièmement, nous appliquons une démarche qualitative pour mieux comprendre le développement des « villages dans la ville ». Les outils spécifiques utilisés sont: l'analyse documentaire et des relevés de terrain. À cela se sont ajoutées l'utilisation de données statistiques et l'observation.

3.1 L'étude de cas multiples

Le but de la recherche, comme indiqué antérieurement, est de comprendre le phénomène des « villages dans la ville », dans un contexte de l'évolution urbaine chinoise et dans une perspective de DÉC. En ce sens, la recherche appliquera l'approche de l'étude de cas multiples. Ce choix répond d'une part aux exigences liées à la recherche et, d'autre part, à la disponibilité de l'information.

L'approche de l'étude de cas, selon Simons (2009: 21) dans son ouvrage de « Case Study: Research in Practice », est définie comme:

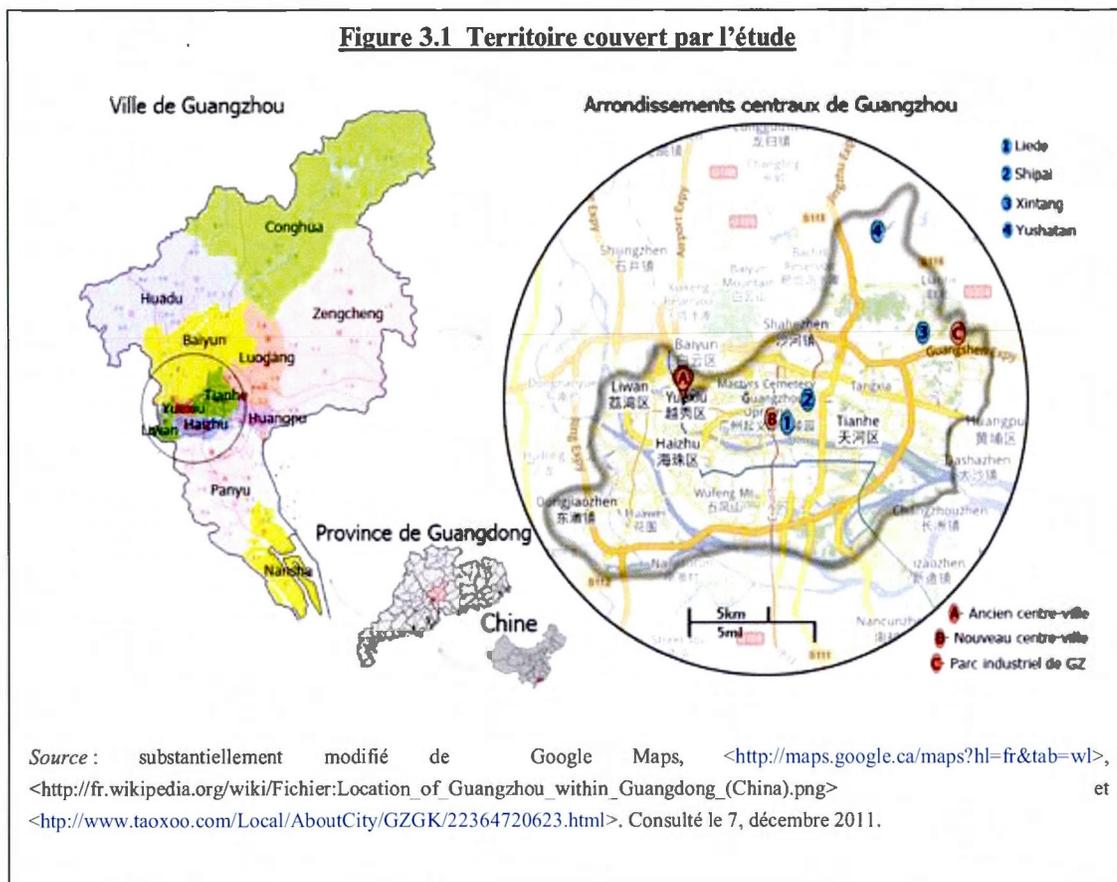
« Case study is an in-depth exploration from multiple perspectives of the complexity and uniqueness of a particular project, policy, institution, programme or system in a "real life" context. It is research-based, inclusive of different methods and is evidence-led. »

Cette approche a été largement utilisée dans la recherche en sciences sociales sur les pays en développement. Roy (2003: 168) cite Bradshaw et Wallace en affirmant:

« L'étude de cas a été très utile pour comprendre certaines problématiques liées aux pays en voie de développement. Les théories occidentales traditionnelles se sont avérées plus ou moins efficaces pour expliquer certains phénomènes, dont le développement (ou le retard) économique et social de ces sociétés. »

Dans notre recherche, nous choisissons l'approche de l'étude de cas, parce que la Chine est un pays en développement et cette approche s'adapte très bien à nos objectifs d'explorer et de décrire certaines caractéristiques du phénomène des « villages dans la ville », ainsi que de découvrir des situations insoupçonnées ou difficiles à mesurer. De plus, cette approche, qui concerne l'utilisation d'un ensemble de sources diverses, y compris éventuellement des outils qualitatifs et quantitatifs, répond à la disponibilité de l'information. Étant donné que nous choisissons plusieurs « villages dans la ville » afin d'approfondir notre connaissance, l'étude de cas est du type que Yin nomme « multiple », dont plusieurs cas sont étudiés pour former une « compréhension collective » de questions de recherche (Yin, 1989). Les critères de sélection des villages ciblés par l'étude sont basés sur la disponibilité de l'information sur les « villages dans la ville ». Parmi ceux-ci, notons l'émergence d'une dynamique de développement économique local, de changements politiques et sociaux, ainsi que l'urbanisation de ces milieux. Les quatre cas choisis semblaient représenter quatre secteurs différents dans le Plan de l'utilisation du sol de la ville de Guangzhou. Les approches de développement varient selon les localisations des villages. Selon ces critères, Liede (猎德), Shipai (石牌), Xintang (新塘) et Yushatan (渔沙坦) ont été ciblés. Ces quatre villages appartiennent à l'arrondissement de Tianhe, où l'urbanisation est la plus dynamique dans la ville de Guangzhou.

3.1.1 Le territoire couvert par l'étude



Le territoire couvert correspond à la grande région métropolitaine de Guangzhou. Dans la figure 2.1, on peut identifier les quatre « villages dans la ville » ciblés :

- 1) Village de Liede (猎德): situé dans un secteur mixte résidentiel/commercial du nouveau centre-ville, Liede est témoin de l'identification d'ouvrages à démolir et de reconstruction dans l'objectif de collecter des fonds par la vente de terrains commerciaux. Pour la carte du village de Liede, voir l'annexe A, dans le page 133.

- 2) Village de Shipai (石牌): situé dans un secteur commercial près du nouveau centre-ville, Shipai ne dispose plus d'espace pour l'expansion. Un marché spontané de produits pour la vie quotidienne s'y est développé. Pour la carte du village de Shipai, voir l'annexe B, dans le page 134.
- 3) Village de Xintang (新塘): situé dans un secteur industriel de la banlieue mi-éloignée, Xingang se trouve dans le centre de Cité Intelligente. On y trouve des parcs industriels. La majorité des terres agricoles ont été expropriées par la municipalité. La ville de Guangzhou est en train d'investir des fonds pour la revitalisation de ce village. Pour la carte du village de Xintang, voir l'annexe C, dans le page 135.
- 4) Village de Yushatan (渔沙坦): situé dans un secteur agricole et éco-touristique de la banlieue éloignée. On peut y trouver des champs cultivés, le réservoir et les étangs. Yushatan est dynamique et diversifié. Les ateliers des produits alimentaires, les petites usines, ou le marché des déballages sont plus en plus prospères. Les villageois se hâtent de construire plus de bâtiments à louer pour les nouveaux arrivants de travailleurs migrants. Pour la carte du village de Yushatan, voir l'annexe D, dans le page 136.

3.1.2 La période couverte par l'étude

Les « villages dans la ville » sont apparus en Chine, lorsque ce pays le plus peuplé du monde voit son rythme d'urbanisation s'accélérer depuis la réforme de 1978. Il est donc nécessaire de couvrir principalement la période de 1978 à 2011, afin de mieux expliquer ce phénomène. Simultanément, cette période permet d'analyser les différentes étapes d'évolution de ces villages et ainsi d'évaluer avec plus de précision les transformations opérées, les objectifs de revitalisation visés et les résultats, la mise en œuvre des interventions, des impacts sur le milieu et des rapports entre les acteurs.

3.2 La démarche qualitative

Dans le cadre de cette recherche, la démarche qualitative, comprenant l'utilisation de différents outils, a été privilégiée. Nous considérons que l'application d'outils divers permet

d'examiner nos hypothèses de départ, en toute rigueur. Ainsi, un ensemble d'indicateurs est construit:

- 1) à partir des données disponibles (provenant du travail en archives et l'utilisation de données statistiques, ainsi que relevés de terrain jumelés à de l'observation participante);
- 2) avec une dimension triangulaire afin de valider les informations.

Dans la démarche qualitative, nous avons utilisé différents outils de collecte d'information afin d'obtenir les données nécessaires à notre analyse. Le point de départ de la recherche empirique se base sur l'analyse documentaire. Notre approche qualitative inclut aussi les relevés de terrain jumelés à l'observation participante comme une approche complémentaire.

En prenant en considération que les communautés actuelles des « villages dans la ville » sont encore relativement fermées en Chine, nous avons décidé de ne pas procéder à des entretiens auprès de la population, bien que cet outil soit très utile en études urbaines. Il faut préciser que, en ce qui concerne le contact avec des organisations étrangères (telles que l'UQÀM ou l'INRS), selon les « Mesures de gestion de l'enquête étrangère »²⁰, l'obtention des autorisations gouvernementales nécessaires représente une procédure officielle assez complexe pour les enquêtes par questionnaires ou par entretiens. C'est pourquoi nous avons privilégié l'observation participante comme un outil complémentaire. L'expérience d'avoir vécu dans un des villages ciblés et le fait de parler couramment le mandarin ainsi que le cantonais nous aident à nous insérer dans les villages ciblés et à prendre part à la vie de ces communautés.

3.2.1 L'analyse documentaire

L'analyse documentaire est basée sur notre travail en archives réalisé en cinq étapes, comme suit: (1) préciser l'objectif de la recherche en archives; (2) énoncer les mots clés; (3) explorer

²⁰ Pour les détails, voir National Bureau of Statistics of China.2004. « Mesures de gestion de l'enquête étrangère ». En ligne. <http://www.stats.gov.cn/was40/gtjj_detail.jsp?searchword=%A1%B6%C9%E6%CD%E2%B5%F7%B2%E9%B9%DC%C0%ED%B0%EC%B7%A8%A1%B7&channelid=6697&record=8>. Consulté le 26 mars 2011.

les bases de données; (4) identifier des catégories d'information à collecter, et (5) extraire les informations pertinentes des documents.

Objectif

Premièrement, la recherche documentaire permettra d'avoir une compréhension générale du phénomène des « villages dans la ville ». Deuxièmement, le travail en archives constitue un moyen de recueillir de l'information sur la pratique de DÉC des « villages dans la ville » en Chine, plus précisément sur les quatre villages ciblés pour l'étude. Cette recherche devrait permettre de trouver certaines informations essentielles à la compréhension des dynamiques des quatre villages ciblés en transition d'urbanisation. Ces éléments peuvent être endogènes aux villages, mais aussi exogènes aux villages, qui s'inscrivent dans le contexte socio-économique de la ville de Guangzhou en Chine. Troisièmement, l'utilisation de données statistiques permet de dresser les portraits démographiques, socioéconomiques et économiques des cas choisis. Finalement, les données collectées sur l'histoire et les étapes successives de leurs pratiques de DÉC sont les principaux supports qui servent à produire les premières analyses pour valider nos hypothèses de départ.

Mots clés

Une liste de mots clés a été conçue pour chacun des aspects de la recherche en archives: sujets principaux et sous-sujets (voir le tableau 3.1). La plupart des bases de données étant chinoises, ce sont surtout les mots clés chinois qui ont été utilisés. De plus, puisque la notion de « village dans la ville » est spécifique, il a été nécessaire d'utiliser de nombreux synonymes ou notions apparentées pour couvrir le plus large champ conceptuel possible. Certains mots clés se rapprochent du « 城中村 (village dans la ville) », entendu comme « 城乡结合部 (milieu rural-urbain) », alors que d'autres traduisent la notion comme un « village urbain ».

Tableau 3.1 Liste des mots clés

Sujets principaux				
Village dans la ville Village in the city Village urbain Urbain village 城中村	Milieu rural-urbain Banlieue Périphérie 城乡结合部	Communauté Community Quartier 社区 村委会	Ville City Ville de Guangzhou 广州市	Urbanisation Évolution Transition Transformation 城市化
Sous-sujets				
Villageois Paysan 农民 村民	Citadin Citoyen 市民	Migrant 移民	Travailleur migrant 民工 农民工	Col blanc Col bleu 白领 蓝领
Régime dualiste 城乡二元体制	Dualisme 二元论	Ségrégation 社会隔离	Société 社会组织	Politique 政策
Restructuration 调整	Économique 经济	Réforme 改革	Social 社会的	Socio-économique 社会经济
Espace urbaine 城市空间	Bidonville 贫民窟	Informel 非正式的	Croissance urbaine 城市发展	Limitation d'espace 空间限制
Coût de la vie 生活水平	Pauvreté 贫困	Scolarité 教育水平	Population 人口	Cultures ancestrales 宗族
Environnement urbain 城市环境	Aménagement 布置	Infrastructure 基础设施	Service publique 公共服务	hygiène publique 公共卫生

Base de données

Les données utilisées sont des données publiques ou encore des données provenant de certaines enquêtes des médias locaux. Ces données concernent surtout les questions de logements et des services publics. Les données du recensement proviennent du 5e recensement général de la population de 2000 et du 6e recensement général de la population de 2010 pour les données démographiques. Elles permettent d'établir un profil de la population, des conditions de vie et du logement pour les villages ciblés et les districts dans lesquels ceux-ci se localisent (Données d'enquêtes sectorielles de Ministères et de médias).

Le processus de recherche en archives (auprès de la Bibliothèque de Guangzhou et de la Bibliothèque de l'UQÀM, ainsi que de la Bibliothèque et Archives Nationale Québec) s'est déroulé en deux étapes. Dans un premier temps, les bases de données (voir l'annexe E, dans page 137) ont été explorées pour la période 2000 à 2011. Cependant, pour la dimension de « Régime dualiste », une seconde étape de recherche a été nécessaire en raison du nombre très limité de publications recensées. Les mêmes banques de données ont donc été interrogées

de nouveau, pour la période 1950 à 2000, ce qui a permis d'augmenter le nombre de publications traitant de DÉC des « villages dans la ville » en Chine.

Catégories et extraits d'information

Dans cette recherche, nous identifions des catégories d'information à collecter et avons extrait les informations pertinentes des documents, à l'aide d'un logiciel d'analyse (NVivo). Les informations recueillies ont pu être catégorisées dans les rubriques du dossier de collecte des données pour faciliter la poursuite de la collecte des données par d'autres outils.

3.2.2 L'observation participante et les relevés de terrain

L'observation participante, selon Bogdan et Taylor (1975: 45), consiste en:

« [...] une recherche caractérisée par une période d'interactions sociales intenses entre le chercheur et les sujets, dans le milieu de ces derniers. Au cours de cette période, des données sont systématiquement collectées [...]. Les observateurs s'immergent personnellement dans la vie des gens. Ils partagent leurs expériences. »

L'intérêt de cette technique de collecte de données est de permettre à l'observateur d'acquérir une connaissance « d'habitant » en tentant d'identifier les motivations des habitants dans leur quotidien. Dans cette recherche, le but de l'observation participante a été de valider les analyses déjà produites sur le phénomène, d'avoir une vision plus proche des activités se déroulant dans les « villages dans la ville ». C'est le cas, par exemple, des efforts de la population pour accéder aux services sociaux de base. L'outil d'observation participante consiste en des sessions d'observation participante (réalisées de 2010 à 2011 durant environ quatre semaines par cas), en tant que résidente ou touriste. Les observations participantes ont porté sur les différentes composantes de l'acte d'habiter, de fréquenter, de consommer dans les « villages dans la ville » et du comportement des habitants/visiteurs/consommateurs dans les espaces publics.

Durant les périodes d'observation, nous avons également procédé à la prise de photographies, ce qui a permis de découvrir des détails qui auraient pu échapper au premier coup d'œil (Laplantine, 1996: 79-80). De plus, certains documents locaux tels que les tracs publicitaires ou autres ont été utilisés pour soutenir et illustrer l'interprétation de la cueillette de données.

Les séances d'observation participantes se sont déroulées en trois étapes:

- 1) Avant l'observation, nous avons noté les conditions d'accès aux villages ciblés, le lieu et le temps dans lesquels se sont déroulées les situations observées.
- 2) Sur place, nous avons perçu et observé des faits « significatifs », c'est-à-dire tel que défini par notre guides d'observation/ analyse/évaluation (voir les annexes F et G dans les pages 139-145). Nous avons pris des photos (environ 50 par cas), pour garder un souvenir de la situation. Ces photos permettent d'aider la mémoire et d'illustrer des pratiques. Nous avons aussi pris des notes. Ces notes permettent de garder des traces de leur utilisation et certaines traces de la « culture ».
- 3) Après l'observation, nous avons analysé les données recueillies. Une fois sortis du terrain, nous sommes revenus sur les observations pour les compléter et les affiner. Ensuite, nous avons traduit les notes en narration permettant d'expliquer l'événement. Elles opèrent une distinction entre la description des phénomènes (lieux, comportements, objets), les paroles des personnes et les impressions des acteurs du chercheur. Ainsi, elles permettent, lors de l'analyse, de retrouver l'atmosphère des lieux et des moments observés (Savoie-Zajc, 2004).

En ce qui concerne la compilation des données collectées par l'observation, son contenu se veut le plus complet et exhaustif possible. Ces observations s'ajoutaient aux « relevés de terrain » et complétaient ainsi l'analyse de l'environnement physique au niveau des activités commerciales, de l'offre en logements, de l'aménagement urbain, des points d'attraction, etc. Les « relevés de terrain » ont contribué d'une manière spécifique à la collecte des données. Ils ont permis d'obtenir des données qui peuvent parfois échapper aux chercheurs ou ne peuvent pas être évoqués lors des activités participantes. C'est pourquoi nos relevés de terrain visaient à:

- décrire le paysage;

- identifier les caractéristiques de l'utilisation de sol;
- identifier les particularités de l'aménagement des espaces publics;
- évaluer la proximité des services publics;
- évaluer la desserte en infrastructures publiques.

Dans le cas d'observations avec les « relevés de terrain », une grille d'observation/analyse et relevés de terrain (voir l'annexe F dans les pages 139-142) et un guide d'évaluation (voir l'annexe G dans les pages 143-145) ont été élaborés au préalable.

3.2.3 La validité et la fidélité

Selon Van der Maren, la validité et la fidélité de l'étude de cas reposent en grande partie sur la constitution multimodale des données, la valeur des données et les chercheurs. Ceux-ci s'assurent que les informations se distinguent par leur fidélité (vraisemblance), leur validité (pertinence) et leur transférabilité (représentativité) (Van der Maren, 2004).

Différents outils qualitatifs, qui incluent l'analyse documentaires, l'utilisation de données statistiques, l'observation participante et les relevés de terrain, ont aidé à compléter notre recherche. Une grille d'observation/relevés de terrain (voir l'annexe F dans les pages 139-142), accompagnée d'un guide d'évaluation (voir l'annexe G dans les pages 143-145) des activités de DÉC, a été construite. Le grille d'observation/relevés de terrain s'inspire de la problématique théorique que nous avons présentée dans le chapitre I, sur les plans économiques, démographiques, sociaux, environnementaux, institutionnels et culturels. Le guide d'évaluation s'inspire des six composantes retenues telles que mentionnées dans le chapitre II, qui sont les suivantes: l'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires, l'employabilité, la création d'entreprises et d'emplois, la revitalisation urbaine, l'alliance et le partenariat, et, enfin, la participation citoyenne. Chaque composante est décomposée en dix caractéristiques, ou indicateurs. Chaque caractéristique est estimée par son niveau de présence, de nul à fort, comme suit:

- Nul: Le projet ne vise pas à s'attaquer à cette problématique mais ne devrait pas avoir de conséquences néfastes sur cette problématique.
- Faible: Le projet ne vise pas cette problématique mais devrait avoir un impact positif sur cette problématique.
- Moyen: Le projet veut s'attaquer à cette problématique.
- Fort: Le projet s'attaque à cette problématique de façon particulière et vise un résultat positif marquant pour cela.

Avant de procéder à l'enquête sur le terrain, nous avons fait un pré-test ce qui a permis d'apporter quelques ajustements aux grilles de collecte des données. Ce pré-test a eu lieu en juin 2010. Un deuxième pré-test a été fait en juillet et août 2011 afin de tester les grilles modifiées.

Puisque les quatre villages ciblés sont situés dans la ville de Guangzhou, lors de l'analyse des données, les généralisations devront être faites avec grande prudence. De là l'intérêt d'appuyer cette recherche sur la validité conceptuelle plutôt que sur les généralisations.

CHAPITRE IV

LES « VILLAGES DANS LA VILLE » À L'ÉTUDE

Dans ce chapitre, nous présentons brièvement la ville de Guangzhou, en mettant l'emphasis sur l'évolution urbaine et la forme urbaine des « villages dans la ville ». Ensuite, nous décrirons les villages ciblés à travers le portrait de leur population, de leur évolution urbaine.

4.1 Guangzhou: La présentation des secteurs analysés

4.1.1 La brève histoire de la ville de Guangzhou

La ville de Guangzhou (aussi appelée Canton) est la capitale de la province de Guangdong, située sur les berges du delta du fleuve des Perles (Zhujiang). La municipalité de Guangzhou est l'autorité compétente de 10 arrondissements, 2 comtés, 131 quartiers, 34 bourgs, 1474 comités citadins et 1142 comités villageois, sur une superficie totale de 7434,4 kilomètres carrés (BSVG, 2011). En 2010, la ville de Guangzhou comptait 12,70 millions de population, avec de taux de croissance annuel de 2,48% depuis 10 ans. La densité de la population est 17081 Hab. /Km² (BSVG, 2011a).

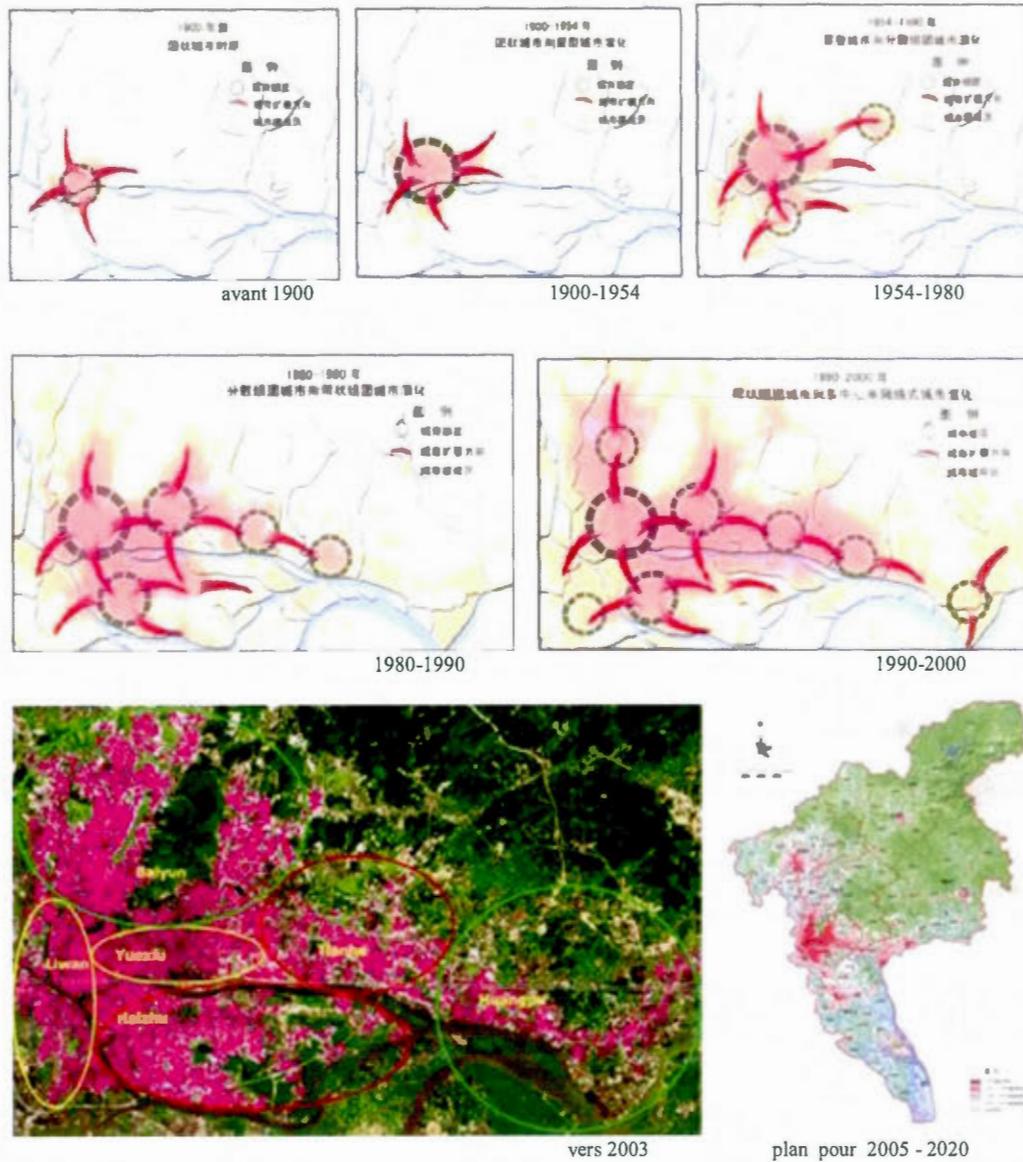
L'histoire de la ville de Guangzhou commence par l'érection d'une base militaire en 214 av. J.-C., sous la dynastie de Qin. Par la suite, cette ville devient rapidement un pôle économique. Ses premiers développements commerciaux prospèrent sous la dynastie des Han de l'Est (25-220 apr. J.-C.). La ville de Guangzhou était alors le centre politique, économique et culturel du sud de la Chine. Sous les dynasties de Sui et Tang (581-907), le commerce de la ville était déjà très florissant et le port maritime de Huangpu (devenu un district de l'est de Guangzhou) était considéré comme le point de départ de la Route maritime de la soie. Au cours de la période de fermeture du pays sous les dynasties Ming et Qing (1368-1912), Guangzhou avait le monopole sur toute la Chine pour les échanges commerciaux avec les pays étrangers,

jusqu'à la fin de la première guerre de l'Opium (1842), date où l'Empire de Qing a dû ouvrir ses frontières (Zhou, 2005). Plus tard, pendant la période maoïste, c'était encore à Guangzhou qu'a été créée la Foire d'exportation des produits nationaux chinois (la Foire de Canton). Depuis 1957 et durant deux décennies, la ville a été la seule plate-forme de contacts entre les acheteurs étrangers et les producteurs chinois (Jastrabsky, 2006). Guangzhou a été l'une des premières villes à s'ouvrir aux investissements étrangers dès la fin des années 1970 (Vogel, 1989). Le PIB a progressé de 14 % par an en moyenne entre 1979 et 2009. Le PIB par habitant en 2009 a atteint 89082 yuans (environ 12726 de dollar américain) (BSVG, 2011).

L'ouverture au marché extérieur n'a pas seulement entraîné l'émigration de Cantonais à travers le monde. Pendant les trente dernières années, la méga-région de Hongkong-Shenzhen-Guangzhou, en pleine expansion économique, a attiré un grand nombre de migrants, venus des autres régions chinoises. La concentration de la population favorise ainsi l'accélération de la croissance de l'aire métropolitaine de la ville de Guangzhou. La figure 4.1 montre l'évolution de la forme urbaine de Guangzhou, d'abord en suivant un mouvement concentrique du centre vers l'extérieur, ensuite le long du cours du fleuve vers l'est. Selon le Bureau d'administration des ressources en terres et du logement de la municipalité de Guangzhou, entre 1996 et 2005, la croissance moyenne annuelle des terres en construction est environ de 41,07 kilomètres carrés. En 2005, la superficie de terrain bâti est 1494,53 kilomètres carrés, ce qui représente 20,51% de la superficie totale du territoire de la ville de Guangzhou²¹.

²¹ Selon Bureau du sol et du logement de Guangzhou. 2010. 《广州市土地利用总体规划 (2006-2020 年) (Plan de l'utilisation du sol de la ville de Guangzhou 2006-2020)》, pp.4-5.

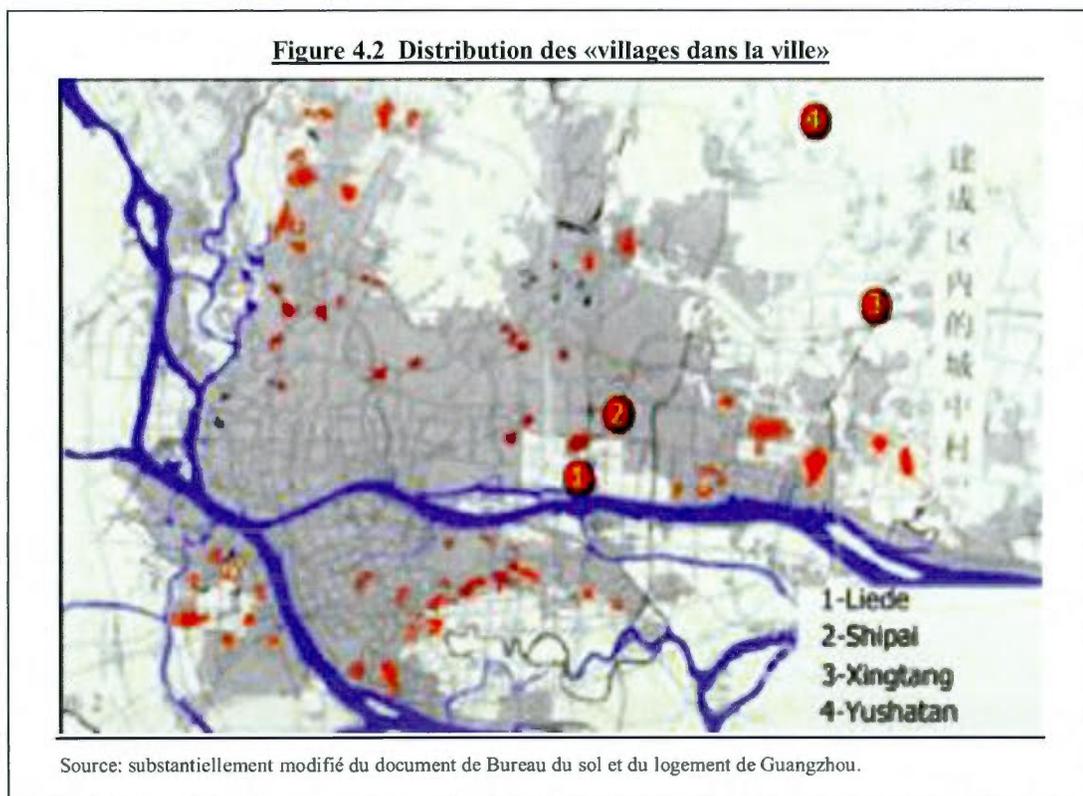
Figure 4.1 Évolution de la forme urbaine du centre ville de Guangzhou



Source: substantiellement modifié de Swerts et Pumain (2010 : 13),
<http://image.cnki.net/imagepath/a/scta0510/dlx200503/dlx200503016/0001.jpg>, et
<http://images2.winfang.com/member/business/files/2009/9/16/20099161058178942930.jpg>.

4.1.2 L'émergence des « villages dans la ville » à Guangzhou

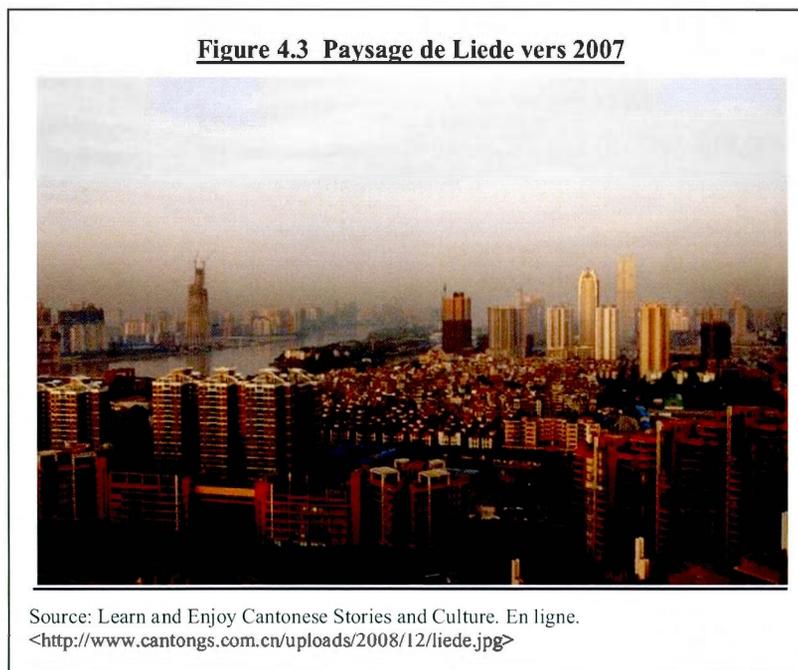
La croissance rapide de la région urbaine de la ville de Guangzhou s'est faite en empiétant sur l'ancienne zone rurale de la périphérie. En 2001, les quartiers centraux de l'arrondissement de Tianhe, de Huangpu, de Haizhu, de Liwan, de Baiyun et de Yuexiu comprenaient 138 villages indigènes, distribués sur une superficie de 386 kilomètres carrés. Ces villages représentaient environ 11,6% de l'aire résidentielle totale, avec une population estimée entre 1 et 2 millions de personnes. Comme les limites de la ville continuent à se développer, la superficie construite de ces villages représente 22,7% de la superficie construite de la ville de Guangzhou (Yan et Wei, 2005). La figure 4.2 présente la distribution de ce type de villages dans la première couronne de la banlieue de Guangzhou.



4.1.3 Le portrait des villages ciblés

4.1.3.1 Le village de Liede

Le village de Liede fait partie du nouveau quartier central des affaires de Guangzhou qu'on appelle la Nouvelle Cité du Fleuve des Perles (珠江新城)²² (voir figure 4.3). C'est à partir de l'an 1980 que le village prend ses origines en s'inspirant du nom du courant du fleuve, qui



passait à cet endroit et joignait le fleuve des Perles. L'urbanisation de ce village commence en 1955, lorsque la rue Liede et l'usine de traitement des déchets de Guangzhou ont été construites. Au cours des 60 dernières années, plusieurs ports de transit de matériaux de construction, des usines de pâtures, de boissons et de fabrication de souliers se sont établis dans le territoire de ce village. En 1986, tout en conservant son statut, le village est intégré à l'arrondissement de Tianhe, sous l'administration de la ville de Guangzhou. En 1994, tous les terrains cultivés de ce village ont été expropriés par la municipalité pour la construction d'un nouveau centre-ville. Par la suite, l'aire expropriée connaît une urbanisation de grande envergure et deviendra le site le plus « moderne » de Guangzhou, où se concentrent les immeubles de grande hauteur, le musée de la province de Guangdong et le grand théâtre

²² La « Nouvelle Cité du Fleuve des Perles (珠江新城) » se situe sur le nouvel axe central de Guangzhou, au sud de l'avenue de Huangpu, au nord du fleuve des Perles, à l'ouest de l'avenue Huanan. Sa superficie est environ 6,6 km². Elle est positionnée comme le quartier central financier et commercial de la ville de Guangzhou. Ce centre d'affaires concentrerait 300 mille d'emplois et accueillerait 180 mille de résidents (GUPDSRI, 2010: en ligne).

lyrique de Guangzhou. En 2002, l'aire résidentielle du village originel forme un des « comités de citoyens » du quartier de Liede (CVLDTVG, 2005).

Le territoire sous la responsabilité de l'administration de ce village diminue au fil des ans. En 1949, il est de 3416 Mu²³ (environ 228 Ha) et se retrouve à 820 Mu (environ 55 Ha, parmi lesquels 31 Ha sont l'aire résidentielle et 24 Ha sont l'aire réservée au développement communautaire des villageois) en 2004. À ce moment le comité compte 4741 habitants enregistrés locaux (1647 ménages) et environ 30000 migrants. La densité de la population est 12487 Hab. /Km² (CVLDTVG, 2005).

Liede produit des fruits (par exemples, l'orange, la banane, etc.) en abondance. Les champs de fruits occupaient plus de la moitié

des terres agricoles avant le début des années 1990 (voir figure 4.4). Suite aux expropriations, les conditions d'emploi de ces villageois sont devenues précaires. Selon un rapport de

Figure 4.4 Évolution du territoire de Liede



1991



2001



2011

Source : CVLDTVG (2005: 42, 45) et Google Map 2011.

²³ « Mu(亩) » est une unité de superficie chinoise, qui équivaut à 0,0667 hectare.

recherche de Zheng et Xiao en 2001, parmi les villageois natifs de Liede, environ 81% de la population active est au chômage ou sans emploi²⁴. Leur vie dépend essentiellement des bénéfices provenant des entreprises collectives, qui ont pris la responsabilité de nourrir leurs membres en l'absence de services sociaux. De plus, les villageois natifs mettent souvent une partie de leurs maisons en location. Ainsi, le revenu des ménages provient à 74,8% de la participation aux bénéfices d'entreprises collectives et à 25,1% de la location de leurs propres propriétés (Zheng et Xiao 2002).

Afin de faire place au nouveau centre-ville de Guangzhou les anciens bâtiments du village de Liede sont démolis progressivement depuis 2007. À l'heure actuelle, ce secteur est en train de se reconstruire.

4.1.3.2 Le village de Shipai



²⁴ En 2001, 3,76% de la population active de la ville de Guangzhou est au chômage ou sans emploi (BSVG: 2002).

Selon la recherche de Zheng (2006), le village administratif de Shipai a été fondé en 1273 et est situé à 3 kilomètres à l'est de l'ancienne ville de Guangzhou. L'urbanisation de ce village a commencé en 1925, lorsque la rue Zhongshan a été construite. Au cours des 60 dernières années, plusieurs universités et cégeps se sont établis dans le territoire de ce village. En 1987, le village, tout en conservant son statut, est intégré à l'arrondissement de Tianhe sous l'administration de la ville de Guangzhou. En 1995, tous les terrains cultivés de ce village ont été expropriés par la ville pour la construction de centres commerciaux, de condos, etc. (voir figure 4.5). Ces expropriations entraînent une diminution de la superficie des limites administratives du village au fil des ans (voir figure 4.6). À partir de l'année 1912, elle est de 14 Km², et de seulement 1 Km² en l'an 2000. Cette même année, le comité compte 9317 habitants enregistrés (2994 ménages) et environ 42000 migrants. La densité de la population est 51181 Hab. /Km² (CVSDTV, 2003). Depuis 2000, la population de Shipai est relativement stable. À l'heure actuelle, Shipai fait partie du nouveau centre-ville de Guangzhou au sens large. L'économie de cette région est prospère, attirant les investissements du secteur privé. Puisque la location dans l'ancien village de Shipai est relativement moins coûteuse que dans les

Figure 4.6 Évolution du territoire de Shipai



Source : substantiellement modifié de CVSDTV (2003: III)

seulement 1 Km² en l'an 2000. Cette même année, le comité compte 9317 habitants enregistrés (2994 ménages) et environ 42000 migrants. La densité de la population est 51181 Hab. /Km² (CVSDTV, 2003). Depuis 2000, la population de Shipai est relativement stable. À l'heure actuelle, Shipai fait partie du nouveau centre-ville de Guangzhou au sens large. L'économie de cette région est prospère, attirant les investissements du secteur privé. Puisque la location dans l'ancien village de Shipai est relativement moins coûteuse que dans les

quartiers avoisinants, on y retrouve des résidents à faible revenu et un marché spontané de produits pour la vie quotidienne (Yao, 2008).

4.1.3.3 Le village de Xintang

Figure 4.7 Paysage de Xintang vers 2006



Source : CVXDTVG (2006: XII)

Le village de Xintang est situé au nord-est du centre-ville de Guangzhou (voir figure 4.7). Ce village remonte au 15^e siècle, lorsque les immigrants d'une guerre civile chinoise se sont installés dans cet endroit. Le territoire de l'administration de ce village diminue au fil des ans. À partir de l'année 1949, il est de 7,79 Km² et se retrouve à 4,29 Km² (parmi lesquels 0,68 Km² est l'aire résidentielle) en 2000. Le comité compte 3011 habitants enregistrés locaux (780 ménages) et environ 12000 migrants. La densité de la population augmente de 168 Hab. / Km² à 3500 Hab. / Km² en même temps. La croissance de la population annuelle est d'environ 1,65% (CVXDTVG, 2006).

Le village de Xintang a conservé le mode de production agricole jusqu'à la fin des années 1980. Les produits étaient variés, incluant les fruits, le riz, les légumes, le porc et le poulet. Depuis 1966, le village de Xintang applique « un village deux systèmes ». Une moitié (secteur est) du village Xintang s'intègre dans la Xintang Ferme de Fruits d'État de Guangzhou (广州国营新塘果园), et applique le « système de la propriété du peuple tout entier

(全民所有制) », dont les travailleurs suivent les critères du bien-être d'« Unité de travail »²⁵ dans la ville. L'autre moitié (secteur ouest), conserve le « système de la propriété collective (集体所有制) » et assume l'entière responsabilité des profits et des pertes (CVXDTV, 2006). Avec plus de soutien pour ce qui est du capital et des aspects techniques que sous le « système de la propriété du peuple tout entier (全民所有制) », le développement économique du secteur a été relativement rapide avant les années 1980. Depuis les années 1990, la situation géographique de Xintang près de l'autoroute de Guangzhou à Shenzhen attire l'implantation de plusieurs industries dans les secteurs de la haute technologie et de la biochimie. La Xintang Ferme de Fruits d'État de Guangzhou (广州国营新塘果园) a arrêté presque toutes ses activités agricoles et a vendu ses terres non-résidentielles pour construire la Cité Scientifique de Guangzhou (广州科学城)²⁶. Dans la partie collective, les villageois ont construit un parc industriel à louer. La Cité Scientifique de Guangzhou concentre les entreprises importantes entre autres dans la conception de logiciels, de la biochimie et de la logistique, tandis que le campus industriel villageois concentre des petites entreprises dans des domaines variés. Sous le « système de la propriété collective (集体所有制) », le secteur ouest joue bien sa flexibilité pour saisir les opportunités du marché. Son développement économique a maintenant dépassé celui du secteur est.

4.1.3.4 Le village de Yushatan

Le village de Yushatan est localisé dans la région montagneuse, au nord-est de la ville de Guangzhou. Le village est entouré de douze « villages naturels »²⁷, qui se répartissent le long

²⁵ Voir la note 17: « Unité de travail (notre traduction de: 工作单位) », dans le page 44.

²⁶ La « Cité Scientifique de Guangzhou (notre traduction de: 广州科学城) » est située à l'est de la rue Daguan, au nord de Route Guangshan, à l'ouest de l'autoroute de 2e Anneau, au sud de l'autoroute Guangshen, avec une superficie totale d'environ 45 km². Elle est positionnée comme un parc industriel de haute technologie à Guangzhou qui fournirait 230 mille d'emplois et accueillerait 150 mille de résidents (MU, 2010: en ligne).

²⁷ En Chine, il y a deux types de villages: le village naturel et le village administratif. Le village naturel se réfère à l'agglomération physique dans le milieu rural. Le village administratif est l'échelon de base de la structure hiérarchique administrative, avec l'autorité du comité de village. La taille moyenne du village administratif est d'environ 250 ménages et 1000 résidents. Dans de nombreux endroits, les limites d'un village naturel et celles d'un village administratif se superposent. Toutefois, dans d'autres cas, un village administratif peut être composé de plusieurs villages naturels, ou bien, un

de vallée. De 1959 à 1994, le village de Yushatan a été sous l'administration de la Ferme d'État d'Élevage de Guangzhou (广州市畜牧场). Tous les paysans de Yushatan étaient devenus les employés de cette ferme. Par la suite, le village s'est désolidarisé de la ferme d'État, sous l'administration de bourg de Shahe. En 2005, le village de Yushatan devient un des comités de citoyens du quartier de Fenghuang sous l'administration de l'arrondissement de Tianhe. Les villageois se présentent comme des actionnaires de Xingda Industrie Ltée (盛达实业有限公司).

Figure 4.8 Paysage de Yushatan vers 2011



Source :

<http://v3.cache7.c.bigcache.googleapis.com/static.panoramio.com/photos/original/22152258.jpg?redirect_counter=2>

Le territoire de ce village était de 12,39 Km², dont 537 Mu (environ 36 Ha) a été exproprié par la ville de Guangzhou au fil des années. En 1998, le champ cultivé occupe 2213 Mu (environ 148 Ha), 13100 mu (environ 874 Ha) sont occupés par la montagne et 300 Mu (environ 20 Ha) sont occupées par le réservoir et l'étang. Pour le reste (environ 161 Ha), cela correspond à l'aire résidentielle et au développement collectif (CVYDTVG, 2005). Le paysage du village conserve encore des éléments ruraux (voir figure 4.8): des potagers, de

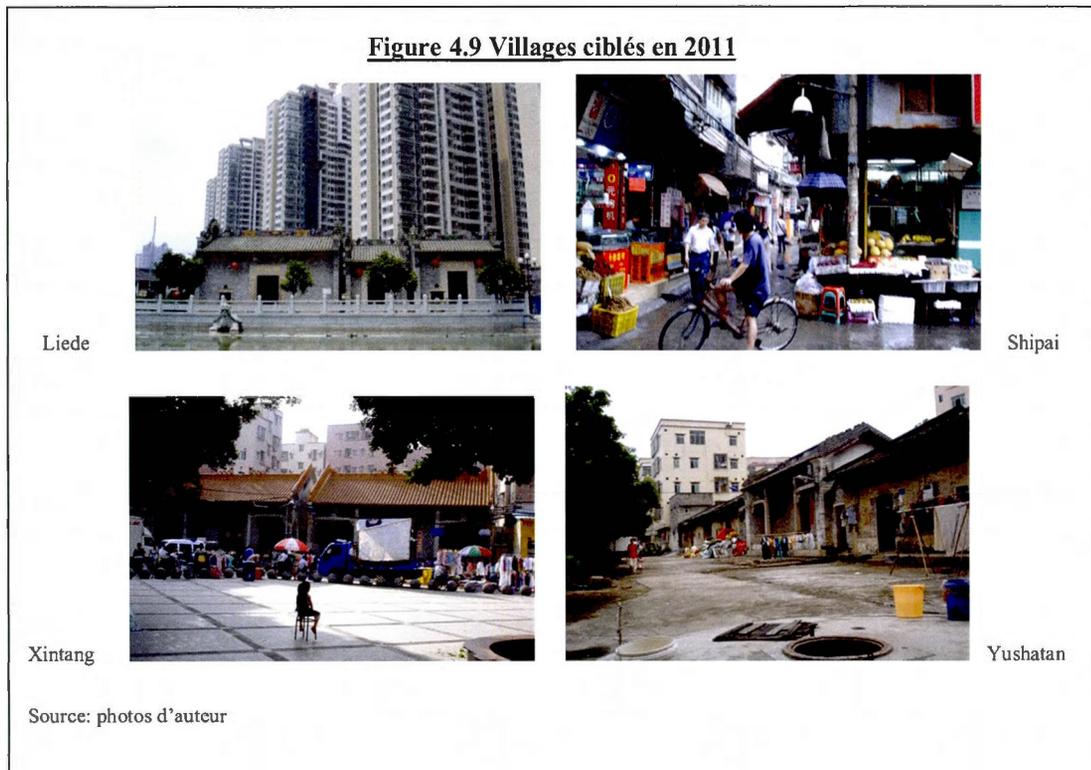
village naturel est divisé en plus d'un village administratif. Le village mentionné dans notre recherche, sauf indication contraire, se réfère au village administratif.

nombreux d'arbres, des réservoirs et des bâtiments en briques non-cuites, etc. Bien qu'une autoroute traverse le champ de ce village, il n'existe pas de sortie sur son territoire. L'économie agricole est encore assez forte dans ce secteur. A l'heure actuelle, le village fait partie de la Base de légumes de la ville de Guangzhou (菜篮子基地). Les produits agricoles incluent le riz, la patate, le maïs, le thé et la canne à sucre. De plus, deux cégeps professionnels, des appartements pour étudiants et quelques usines de meubles, des imprimeries et des usines plastique, etc. se sont installés depuis les années 1980. D'ailleurs, grâce à la conservation du paysage naturel, la région autour du réservoir est devenue un site récréatif et touristique, qui attire particulièrement les cyclistes de la ville de Guangzhou. En 2003, la population du village de Yushatan compte 3296 habitants enregistrés (912 ménages) et environ 5000 migrants en l'an 2004 (CVYDTV, 2005). La majorité de la population locale parle la langue de Kejia (客家)²⁸, résultat d'un mouvement migratoire du nord-est de Guangdong, il y a environ 300 ans.

4.2 La présence des composantes de l'approche de DÉC s'appliquant aux villages ciblés

Dans cette section, nous présenterons notre évaluation du degré de présence des six composantes de DÉC dans les quatre cas étudiés: Liede, Shipai, Xintang et Yushatan (voir figure 4.9). Ces composantes ont été élaborées à partir de la recherche documentaire portant sur l'évaluation des expériences de DÉC. Ensuite, nous avons évalué l'ensemble de la composante en justifiant le degré de présence attribué pour chacune des caractéristiques (voir voir l'annexe G dans les pages 143-145 et le chapitre III dans les pages 53-63). Nous avons procédé de la même façon pour chacun des cas. À la fin, nous traiterons de façon synthétique le degré de présence des six composantes de DÉC dans les villages étudiés.

²⁸ C'est un dialecte chinois parlé par un sous-groupe de Chinois Han, qui n'est pas mutuellement intelligible avec le mandarin, ainsi que la plupart des dialectes importants de la langue chinoise (par exemple le cantonais, le minnan, etc.).



4.2.1 L'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires

Sous le régime centralisé chinois, la fonction du comité villageois comprend trois types d'acteurs aux missions différentes: (1) l'agent du Parti Communiste Chinois qui se présente comme le leader des mouvements sociaux ; (2) l'agent gouvernemental responsable des interventions gouvernementales et (3) une unité économique qui organise toutes les activités collectives villageoises²⁹. Au niveau économique, cela pose la question d'appartenance du sol, particulièrement lorsque le comité reçoit des compensations pour l'expropriation de la terre collective. Rappelons que la Chine pratique le régime de la propriété collective en milieu

²⁹Pendant la période de « Commune populaire », c'est la « Brigade de production » (la forme originelle de comité villageois) qui prend la décision d'envoyer les villageois faire des travaux particuliers dans les champs. Elle organise la vente des produits ainsi que le paiement pour les agriculteurs. Depuis l'application du « Système de responsabilités du contrat de ménage » en 1982, le comité villageois signe le contrat de louer le terrain collectif avec chaque ménage villageois. De plus, il opère par lui-même les entreprises collectives du village.

rural. Alors, qui peut disposer de la propriété collective (par exemple le terrain)? Le village administratif, le village naturel³⁰ ou bien le Parti communiste? Dans les faits, afin d'orienter la transformation des activités agraires pour s'adapter aux circonstances de la transition urbaine, le comité villageois se convertit en entreprise communautaire, qui procède par actions détenues par les actionnaires villageois (Wen 2003:12-16). La forme de cette entreprise se situe au niveau varié selon le cas. Elle peut être une société à responsabilité illimitée, ou une société à responsabilité limitée, ou encore, un conglomérat de plusieurs sociétés à responsabilité limitée³¹.

L'ajustement structurel s'inscrit dans un cadre de décentralisation du pouvoir d'État. Pendant la transformation, l'entreprise communautaire conserve la cellule du Parti communiste. C'est-à-dire que l'agent du Parti demeure en poste mais il a consciemment réduit son intervention dans les activités économiques. En ce qui concerne l'agent gouvernemental, ses responsabilités ont été transférées au bureau administratif du quartier³². Ainsi, l'objectif du programme de regroupement des entreprises collectives communautaires est de remplacer le système de gestion rurale par un système de gestion urbaine (Jing 1999). Plus précisément, à travers l'ajustement, le village pratique la mise en œuvre de la gestion d'entreprise pour l'économie de village, applique la gestion institutionnelle de quartier citadin sur la population non-agricoles et leur lieu de résidence. Ainsi l'ajustement permet la réalisation de l'intégration urbaine-rurale au niveau du système politic (Lan 2005). C'est un ajustement qui accentue la quantification des propriétés collectives. Il facilite l'intégration du comité villageois dans l'environnement urbain. Ces initiatives institutionnelles s'inscrivent dans les programmes progressifs de la réforme constitutionnelle du « système d'actions sur le capital (股份制) »³³ depuis 1987, et par la suite, de la « rétractation du comité villageois et de la

³⁰ Voir la note 27, dans les pages 73-74.

³¹ Pour une société à responsabilité illimitée, il faut avoir au moins 2 actionnaires et au moins 3 millions de Yuans d'actifs d'enregistrement. Les actifs totaux d'un conglomérat doit atteindre plus que RMB 100 millions de yuans (l'actif de l'entreprise de noyau doit atteindre plus que 50 millions de yuans). De plus, la société doit posséder plus que dix filiales (Liu et Liu, 2000).

³² L'autorité supérieure dirige aussi plusieurs comités citadins avoisinants.

³³ Cette réforme s'inspire des expériences de gestion du système des entreprises pour se conformer avec le « droit des sociétés » de la Chine. Mais, pour conserver sa propre valeur de communauté, les

restructuration du système de village (撤村改制) »³⁴ de Guangzhou de 1997 à 2005³⁵. Les acteurs à la base de l'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires incluent les comités villageois et leurs sous-commissions, ainsi que les villageois individus et l'arrondissement de Tianhe. D'ailleurs, dans certains villages, il concerne aussi les Fermes d'État, qui retirent progressivement leurs activités dans les villages. Le tableau 4.1 nous présente la situation globale dans les quatre villages ciblés en 2001.

Tableau 4.1 Situation économique dans les quatre villages ciblés (2001)

(unité: 10 mille yuan)

Village	Liede	Shipai	Xintang	Yushatan
Actifs nets d'entreprises communautaires	71949	38824	5879	2706
Revenus nets d'entreprises communautaires	4932	12912	2003	1897
Dividendes en actions d'entreprises communautaires	4551	3346	608	176
Contribution fiscale d'entreprise communautaire	971	1193	42	31
Revenu annuel par personne (yuan)	10767	14043	7467	6711

Source: Calculer de Chi et Zheng (2003: 83-96), Zheng (2006: 140-141), (CVXDTVG, 2006: 279), et (CVYDTVG, 2005: 119).

Note : pour le taux de change entre le Dollar américain et le Renminbi de différentes années, voir l'annexe I dans le page 148.

Le cas de Liede (degré de présence: fort)

L'économie agricole était importante dans le village de Liede, qui avait fourni plus que deux tiers des bénéfices de l'économie du village. Toutefois, cette situation a connu à une fin abrupte dans le milieu des années 1990, à cause de l'expropriation de toutes les terres cultivées du village pour la construction du nouveau centre-ville de Guangzhou.

Depuis 1984, le comité agricole de Liede a établi trois entreprises communautaires et trois entreprises à capitaux mixtes avec des investisseurs taiwanais. Les sphères d'activité

droits d'actionnaires sont limités aux partages des dividendes. Ils ne peuvent ni transmettre la propriété ni la léguer.

³⁴ Cette restructuration intègre la gestion de comité villageois dans le système de gestion urbaine.

³⁵ Voir le document de: 中发 [1984] 1号, 粤府 [1990]48号, 穗天委 [1991] 018号, 穗天委 [1994]015号, 穗天委 [2001] 07号, 穗办 (2002) 17号, 广东省人民政府令 (第 109号).

industrielle incluent le papier, la chaussure et la boisson. En 1991, la mise en place de la Société Économique en Coopération par Actions de Liede (猎德股份合作经济联社) s'inscrivait dans le programme du « système d'actions sur le capital (股份制) », dirigé directement par le gouvernement de l'arrondissement de Tianhe. La Charte de la Société a été révisée après la réunion générale des actionnaires de 1993. En 1997, elle devient plus complète. Depuis le milieu des années 1990, le comité agricole ne gère plus les entreprises directement, mais il apparaît plutôt comme l'agent de gestion immobilière. Les catégories d'espaces à louer couvrent divers domaines: le logement, le bureau, le commerce, le magasin-entrepôt, le marché des produits pour la vie quotidienne, etc. À la fin des années 1990, les projets de construction dans le village ont été bloqués par la planification du nouveau centre-ville par la municipalité. La société s'efforce de travailler avec les banques, pour le paiement de la compensation de l'expropriation du sol collectif dans le secteur financier. Après 2000, avec l'amélioration constante de la construction du nouveau centre-ville, le revenu de location des propriétés de la société continue de s'améliorer et a apporté des bénéfices stables pour la société (CVLDTV, 2005).

Le projet de réforme constitutionnelle du village de Liede a été approuvé par le gouvernement de l'arrondissement de Tianhe en 2002. Cette entreprise, dont le nom est le Liede Développement Économique Ltée. (猎德经济发展有限公司), regroupe toutes les entreprises du village de Liede. Les six entreprises sont devenues des succursales de la nouvelle société. De plus, toutes les activités de commerce dans le village se sont inscrites sous le nom de cette société. Cela favorise le développement de petites entreprises dont les activités étaient autrefois considérées comme « informelles »³⁶ (CVLDTV, 2005). Le total des recettes de la société était 4 millions de yuans (environ 800 mille de dollars américains) en 1991 et a augmenté à 25 millions de yuans (environ 3 millions de dollars américains) en

³⁶ Les activités « informelles » pourraient référer: (1) aux activités qui ne disposent pas d'enregistrement de commerce et ne paient pas des impôts; (2) aux propriétés, dans lesquelles les activités ne disposent pas de certificat d'immobilier, ou dont l'utilisation du local est incompatible; (3) aux véhicules (particulièrement le tricycle et la motocyclette), dont les activités ne disposent pas de permis.

2002, ainsi que 33 millions de yuans (environ 4 millions de dollars américains)³⁷ en 2004 (CVLDTVG, 2005).

Le tableau 4.2 nous présente la situation globale de l'économie du village de Liede en transformation. Elle nous montre une démarche de transformation des activités du secteur primaire aux secteurs secondaire et tertiaire. L'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires dans le village de Liede a permis l'adéquation d'une entité économique avec la quantification de la propriété. Il a amélioré la capacité à mener à bien la création d'entreprises et a assuré la rentabilité financière des entreprises, du moins de façon relative, comparée à sa situation précédente. Il favorise aussi la durabilité de l'entité de village. Ces projets s'attaquent à la transformation de l'économie du village de façon particulière et visent un résultat positif marquant pour s'adapter aux circonstances de la transition urbaine.

Tableau 4.2 Recettes et bénéfices de Liede (1985-2004)

(unité: yuan)

Année	Total des recettes			Total des bénéfices		
	Total	Secteur agricole	Secteur non-agricole	Total	Secteur agricole	Secteur non-agricole
1985	5 315 232	3 726 012	1 589 220	4 831 659	3 568 142	1 263 517
1990	12 369 933	8 240 196	4 129 737	11 195 195	7 572 730	3 622 465
1995	4 408 468		4 408 468	2 680 300		2 680 300
2000	979 749		979 749	502907		502907
2004	33 556 872		33 556 872	1 156 243		1 156 243

Source : Calculer de (CVLDTVG, 2005:243- 253).

Note : pour le taux de change entre le Dollar américain et le Renminbi de différentes années, voir l'annexe I dans le page 148.

³⁷ Pour le taux de change entre le Dollar américain et le Renminbi de différentes années, voir l'annexe I dans le page 148.

Le cas de Shipai (degré de présence: fort)

En 1987, le total des recettes générées collectivement à Shipai est 20 millions de yuans (environ 5,4 millions de dollars américains). C'est la première fois que les recettes non-agricoles du village ont dépassé les recettes agricoles. En 1988, la Société de coopération de Shipai a été établie par les 27 sous-commissions villageoises. Les actifs viennent essentiellement de la compensation reçue pour l'expropriation du sol collectif du village et de l'apport en capital des villageois. Ces actifs se présentent sous forme d'argent ou de biens immobiliers. Les actionnaires comprennent 27 actionnaires collectifs (en provenance des coopératives de production) et 8521 actionnaires individuels (les villageois) en 1995(CVSDTVG, 2003). Au fil des ans, la sphère d'activités a privilégié le domaine de l'immobilier. Les modes d'exploitation incluent : (1) le BOT (Build-Operate-Transfer), c'est-à-dire la participation des partenaires construisant des propriétés sur leurs terrains réservés, et après les avoir exploitées pendant un certain nombre d'années, les transfèrent à l'entreprise collective; (2) le travail avec des partenaires sur leurs terrains réservés et le partage des propriétés après l'achèvement des constructions; (3) l'action en tant que promoteur, en utilisant leurs propres ressources. Dans ce dernier cas, les fonds de cette société communautaire se concentrent dans l'immobilier. Les catégories d'investissements immobiliers couvrent divers domaines: le logement locatif, le parc scientifique et technologique, l'hôtel de luxe, la station d'essence, le centre d'achat des produits informatiques, le marché des produits pour la vie quotidienne, etc. Afin de faciliter la gestion professionnelle, il faut séparer les droits de propriété et les droits de gestion. Ainsi, le Sanjun Conglomérat (三骏企业集团公司) est établi en 1997 pour la gestion unifiée de toutes les activités collectives de Shipai. En 2001, la société gère un total de 370000 mètres carrés d'espace, la plus grande partie de cette surface est à louer (Zheng, 2006). Le total des recettes de la société était de 26 millions de yuans (environ 7 millions de dollars américains) en 1988 et a augmenté à 194 millions de yuans (environ 23 millions de dollars américains) en 1997, ainsi que 205 millions de yuans (environ 25 millions de dollars américains)³⁸ en 2000 (CVSDTVG, 2003).

³⁸ Pour le taux de change entre le Dollar américain et le Renminbi de différentes années, voir l'annexe I dans le page 148.

Tableau 4.3 Recettes de Shipai (1985-2000)

(unité: dix mille yuans)

Année	Total des recettes
1985	1427,6
1990	3501,7
1995	18586,3
2000	20465,0

Source : (CVSDTVG, 2003:126).

Note : pour le taux de change entre le Dollar américain et le Renminbi de différentes années, voir l'annexe I dans le page 148.

Le tableau 4.3 nous présente la situation globale de l'économie du village de Shipai. En général, l'exploitation de l'entreprise est très prudente, par exemple, elle évite l'endettement. De plus, elle ne veut pas risquer d'étendre ses activités à l'extérieur du territoire de l'ancien village.

L'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires dans le village de Shipai a assuré l'adéquation d'une entité économique avec la quantification³⁹ de la propriété. Il a amélioré la capacité à mener à bien l'exécution d'entreprises et a assuré la rentabilité financière des entreprises. De plus, il favorise la viabilité financière des entreprises et le drainage d'investissements, ainsi, la durabilité de l'entité du village de Shipai. Ces projets s'attaquent à la transformation des activités du secteur agricole aux secteurs non-agricoles, de façon particulière et vise un résultat positif marquant pour s'adapter aux circonstances de la transition urbaine.

³⁹ Ça veut dire, l'évaluation des valeurs pour les propriétés collectives. Puisque un marché de la propriété collective n'a pas encore se formé en Chine (voir aussi la note 51, dans le page 100), au niveau pratique, la valeur de la propriété collective arrive à un consensus de la communauté villageoise par voie de négociation. Cette évaluation est la fondation pour exploiter ensemble des entreprises collectives et répartir des bénéfices.

Le cas de Xintang (degré de présence: moyen)

En 1993, dans le secteur ouest du village de Xintang, qui applique le système de la propriété collective, la Société de Coopération Economique de Xintang (新塘经济合作联社) a été établie par quatre sous-commissions. En 2002, après plusieurs réajustements, elle devient le Xintang Développement Économique Ltée. (新塘经济发展有限公司). La charte de la société est révisée à chaque deux années par la réunion générale des actionnaires. Comme le noyau des affaires de cette société a changé pour l'immobilier, son nom devient Guangzhou Yijun Développement Immobilier Ltée. (广州亿骏置业发展有限公司) en 2005. Le principal profit de cette entreprise provient de la location des locaux d'usine, de l'aire commerciale ainsi que des ateliers de briques, de tressage, de traitement des produits alimentaires et de garage, etc. (CVXDTV, 2006).

En ce qui concerne le secteur est, dans les années 1990, les entreprises d'État chinoises ont fait face à une réforme pour améliorer le profit. Plusieurs entreprises ont alors fermé et leurs travailleurs ont perdu leurs emplois. Dans le cadre de la réforme d'entreprises d'État, les anciens villageois du village de Xintang, qui s'étaient intégrés dans la Xintang Ferme de Fruits d'État de Guangzhou, deviennent un groupe spécial. À cause de leur origine de paysanne, le gouvernement de la ville de Guangzhou ne veut plus être responsable de cette population, ce qui pose un problème quant à leur sécurité d'emploi. Alors, le Guangzhou Xinhe Développement Économique Ltée. (广州市新合经济发展有限公司) a été constitué à l'intérieur de cette entreprise d'état en 1999 pour intégrer particulièrement cette population d'anciens villageois. Les principaux capitaux proviennent à 50% de la vente de terrain de la Cité des sciences de Guangzhou. La plupart des terres invendues du secteur est du village a également été transférée à cette société. La mise en opération de Guangzhou Xinhe Développement Économique Ltée. (广州市新合经济发展有限公司) se réfère au Xintang Développement Économique Ltée. (新塘经济发展有限公司) dans le secteur est. (CVXDTV, 2006: 339-346).

Tableau 4.4 Actifs et des recettes de Xintang (1985-2000)

(unité: dix mille yuans)

Année	Total des actifs			Total des recettes		
	Total	Secteur est	Secteur ouest	Total	Secteur est	Secteur ouest
1985	105	57	48	104	21	83
1990	401	215	186	569	71	498
1995	11748	948	10800	1899	312	1587
2000	19626	30256	16600	3220 ⁴⁰	428	2792

Source : (CVXDTV, 2006: 178).

Note : pour le taux de change entre le Dollar américain et le Renminbi de différentes années, voir l'annexe I dans le page 148.

Les projets d'ajustement veulent s'attaquer à la transformation des activités du secteur primaire aux secteurs secondaire et tertiaire, pour s'adapter aux circonstances de la transition urbaine. Bien que certaines propriétés dans le secteur ouest fassent partie encore des propriétés d'État, qui conduit le processus du changement un peu compliqué⁴⁰, l'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires dans le village de Xintang est avancé. La capacité à mener à bien la création d'entreprises s'améliore, particulièrement dans le secteur ouest, où les recettes d'entreprises communautaires ont considérablement augmenté (voir le tableau 4.4).

Le cas de Yushatan (degré de présence: moyen)

De 1958 à 1994, le village de Yushatan est sous l'administration de la Ferme d'État d'Élevage de Guangzhou (广州市畜牧场) qui possède certaines entités économiques. En 1987, la Société de Développement Économique de Yushatan (渔沙坦经济发展公司) a été établie

⁴⁰ En raison que le gouvernement hésite si les changements conduiraient à la perte de biens de l'État, les procédures de gestion des actifs appartenant à l'État sont assez complexe à l'heure actuelle.

pour développer l'économie du domaine non-agricole du village. En 1992, l'association économique a été établie par les 12 sous-commissions du comité villageois dans chaque village naturel. La Combinatoire de l'Association Économique Coopérative de Yushatan (渔沙坦经济合作联社) a été établie en même temps par le comité villageois. Lorsque la ferme d'État a arrêté ses activités agricoles en 1995, cette combinatoire devient la Combinatoire de l'Association Économique Coopérative par Actions de Yushatan (渔沙坦股份合作经济联社), qui possède une personnalité juridique avec des droits de propriété clairs. En 2005, ce dernier devient Shengda Industrie Ltée. (盛达实业有限公司) (CVXDTV, 2006). La source du profit de cette entreprise collective est diversifiée. Elle est en provenance de la plantation, de la pêche, de l'opération des usines et de la location des propriétés collectives, etc. En 2004, le total des recettes du village est 95 millions de yuans (environ 11,5 millions de dollars américains), parmi lequel, 87 millions de yuans (environ 10,5 millions de dollars américains) sont en provenance de secteur non-agricole (CVXDTV, 2006).

Tableau 4.5 Recettes de Yushatan (1994-2004)

(unité: dix mille yuans)

Année	Total des recettes
1994	2037
1995	3843
2000	7378
2004	9522

Source : (CVYDTV, 2005: 115-116).

Note : pour le taux de change entre le Dollar américain et le Renminbi de différentes années, voir l'annexe I dans le page 148.

Le tableau 4.5 nous présente la situation globale de l'économie du village de Yushatan. Bien que le point de départ pour le développement économique soit relativement bas, les performances des recettes ont montré une bonne tendance. Les dynamiques des entreprises sont divisées. La création d'entreprises est en augmentation. Les interventions d'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires favorisent la durabilité du village, car, les projets d'ajustement veulent s'attaquer à la transformation des activités du secteur primaire vers les secteurs secondaire et tertiaire, afin de s'adapter à la transition urbaine.

4.2.2 L'employabilité

Après les années 1980, la Chine a mis en place une éducation obligatoire de neuf ans, soit, six ans d'école primaire (qui commence à l'âge de sept ans) et trois ans d'école secondaire du premier cycle (初中). Le deuxième cycle de l'école secondaire est de trois ans, et inclut principalement l'école secondaire supérieure (高中) et l'école professionnelle secondaire (职中). Le premier cycle universitaire est de deux ans (大专) à cinq ans (本科), le deuxième cycle universitaire est de deux ans (研究生) à six ans (博士后).

Depuis les années 1990, le diplôme d'études secondaires est une exigence de base pour l'emploi en milieu urbain. Dans les milieux ruraux, un village administratif possède normalement une école primaire publique. Dans les années 1950 à 1980, certaines écoles primaires ont, dans certains cas, rattaché deux ou trois années de l'école secondaire du premier cycle (初中) au niveau primaire afin de faciliter l'accès à l'éducation. L'école secondaire complète, qui comprend cinq ou six années, est souvent située dans le bourg, qui est assez loin des villages et il y avait peu de transport en commun pour s'y rendre avant les années 1980. Fu (2005) a constaté que les opportunités d'éducation primaire sont relativement faibles dans les régions rurales comparées aux régions urbaines depuis les années 1950. De plus, en milieu rural, plusieurs considèrent que les travaux agricoles n'exigent pas un niveau de scolarité élevé. C'est pourquoi, de nombreuses familles préféreraient que leurs enfants restent dans le village, comme main-d'œuvre supplémentaire. Le niveau de scolarité est souvent en deçà de l'école secondaire, particulièrement pour les gens qui ont plus de 40 ans. Ainsi, l'employabilité villageoise est limitée par le niveau de scolarité faible. Le tableau 4.6 présente le niveau de scolarité des villages ciblés par rapport à la ville de Guangzhou vers l'an 2000.

Tableau 4.6 Niveaux de scolarité des villages ciblés

Village/Ville	Catégorie	Universitaire et collégial	Secondaire	Primaire	analphabétisme	Total
Liede (2004)	Nombre (personne)	335	2409	1569	428	4741
	Pourcentage (%)	7,07	50,81	33,09	9,03	100
Shipai (1999)	Nombre (personne)	206	3624	1427	2020	7277
	Pourcentage (%)	2,83	49,80	19,61	27,76	100
Xintang (2000)	Nombre (personne)	371	1854	638	37	2900
	Pourcentage (%)	12,79	63,93	22,00	1,28	100
Yushatan (2004)	Nombre (personne)	125	1873	788	175	2961
	Pourcentage (%)	4,22	63,26	26,61	5,91	100
Guangzhou (2000)	Nombre (personne)	926345	5717756	2382017	337042	9363160
	Pourcentage (%)	9,89	61,07	25,44	3,60	100

Source: (CVLDTVG, 2005:66), (CVSDTV, 2003:28), (CVXDTV, 2006: 46) et (CVYDTV, 2005: 31) et (BSVG, 2001).

Le cas de Liede (degré de présence: moyen)

Depuis l'an 1310, il y eu des Sishu (私塾, l'école primaire chinoise traditionnelle) dans le village de Liede, qui donnent des cours d'alphabétisation et d'arithmétique. Dans les années 1950, trois projets d'alphabétisation et un projet de formation de plantation d'arbres de fruits ont été implantés dans le village. Le Projet d'amélioration des compétences des villageois (村民素质教育) a été fondé en 1998. Il a aidé des villageois locaux, de moins de 40 ans, à atteindre le niveau de l'école secondaire. Comme entreprise d'insertion, Liede Développement Économique Co., Ltée. donne des bourses d'excellence pour les étudiants et octroie par la suite, la priorité à leur recrutement. Au cours des cinq années de la durée de vie de ce projet, 400 personnes sur 481 ont terminé leurs études secondaires. D'ailleurs, ce fonds encourage aussi les villageois à suivre des formations professionnelles et universitaires (CVLDTVG, 2005). En 2004, le taux d'analphabétisme du village de Liede était de 9,0%.

26,94% des gens possèdent un diplôme au minimum d'études secondaires⁴¹ (CVLDTV, 2005).

Bien que les chiffres soient inférieurs à la moyenne de la ville de Guangzhou, particulièrement pour le taux d'analphabétisme, ces projets veulent s'attaquer à l'amélioration de l'employabilité des villageois. L'intervention d'assistance destinée aux individus sous qualifiés favorise l'amélioration des compétences individuelles et permet de franchir l'obstacle principale au maintien de l'emploi individuel.

Le cas de Shipai (degré de présence: moyen)

Depuis 1644, il y eu trois Sishu (私塾) et un Shuyuan (书院, l'école secondaire chinoise traditionnelle) dans le village de Shipai. En 1928, une école primaire moderne⁴² a été établie dans le village. En 1931, l'Université de Sunyixian a été fondée sur le territoire de Shipai. Au fil des années, plusieurs universités et collèges de la ville de Guangzhou se sont installés à Shipai. Ces universités et cégeps engagent les professeurs et les étudiants dans le Projet de la Région Expérimentale de l'Éducation Rurale en 1937, ainsi que dans les projets d'alphabétisation dans les années 1950 à 1965 et 1999 à 2000 (CVSDTV, 2003). Entre 1966 et 1998, aucun projet d'alphabétisation n'a été mis en place dans le village de Shipai. Le taux d'analphabétisme du village de Shipai reste élevé. En fait, il est de l'ordre de 27,1%. En 2000, seulement 20,2% de gens possèdent un diplôme d'études secondaires ou plus (CVSDTV, 2003).

Bien que les chiffres soient de beaucoup supérieur à la moyenne de la ville de Guangzhou, particulièrement pour le taux d'analphabétisme, les projets d'alphabétisation veulent s'attaquer à l'amélioration des compétences des villageois. L'intervention d'assistance destinée aux individus peu ou pas qualifiés est en augmentation ce qui favorise l'amélioration

⁴¹ En 2000, le taux d'analphabétisme de la ville de Guangzhou est 2,32%. 29,75% des gens possèdent un diplôme d'études secondaires et plus. En 2010, le taux d'analphabétisme de la ville de Guangzhou est 0,95. 42,15% des gens possèdent un diplôme d'études secondaires et plus (notre calcul selon BSVG: 2011a).

⁴² C'est l'école qui introduit le concept moderne d'éducation occidentale.

des compétences individuelles et permet de franchir l'obstacle principal au maintien de l'emploi individuel.

Le cas de Xintang (degré de présence: fort)

Selon « l'histoire de Xintang »⁴³, une école primaire chinoise s'y trouve dès le début des années 1910. Une école primaire moderne a été établie en 1932, grâce à un don privé d'un villageois de Xintang. Depuis 1951, l'école devient publique. La mise en opération de l'école attire l'attention des gouvernements locaux. La Xintang Ferme de Fruits d'État de Guangzhou assume les coûts d'opération de l'école et soutient les projets d'alphabétisation au niveau primaire. Dans le village de Xintang, les projets d'alphabétisation se poursuivent même pendant la période de la Révolution Culturelle. Dans les années 1980, l'éducation permanente de ce village a été étendue à l'école secondaire du premier cycle (初中). Depuis les années 1990, la ferme d'État et la Société de Coopération Économique de Xintang ont instauré conjointement une bourse d'étude de 400 yuans à 3000 yuans, qui couvre tous les frais de scolarité pour les études secondaires ou plus. Ils ont également donné un autobus scolaire. Le transport des étudiants leur permet plus facilement de terminer leur école secondaire. De plus, avant qu'elle se retire du domaine agraire, cette ferme d'État a organisé des formations professionnelles (par exemple, des cours de comptabilité générale et de management général pour aider ses travailleurs à s'adapter au marché d'emplois extérieur de la ferme). Au tournant du 21^e siècle, Le Projet d'amélioration des compétences des villageois (村民素质教育) dans le village de Xintang est principalement dans le but d'obtenir un diplôme d'études secondaires. Ce projet met l'accent sur les adultes de moins de 40 ans. Le comité villageois fournit une allocation de 10 yuans par jour pour les villageois qui participent à ce projet. (CVXDTVVG, 2006).

Le village de Xintang profite de la situation de « un village deux systèmes » et de la persistance des projets d'alphabétisation. Le niveau d'éducation de la population du village

⁴³ Voir: Comité du village de Xintang du district de Tianhe à la ville de Guangzhou (CVXDTVVG) (dir.) (notre traduction de: 广州市天河区新塘村民委员会). 2006. « L'histoire de Xintang (notre traduction de: 新塘村志) ». Guangzhou, Imprimerie du bureau de ferme d'État de Guangdong (notre traduction de: 广东省农垦总局印刷厂), pp. 211-223.

de Xintang est supérieur à celui des autres villages ciblés. Le taux d'analphabétisme du village de Yushatan est de 4,92%, tandis que 39,19% des gens possèdent un diplôme d'études secondaires ou plus en 2000 (CVXDTV, 2006).

Le pourcentage des gens qui possèdent un diplôme d'études secondaires dans le village de Xintang est plus élevé que la moyenne de la ville de Guangzhou. De plus, les formations professionnelles développent les ressources appropriées à différentes situations personnelles et contribuent à la construction des choix individuels. L'autobus scolaire favorise aussi l'accès à l'école secondaire. Alors, les projets améliorent les compétences des villageois de façon particulière et visent un résultat positif marquant dans le village de Xintang.

Le cas de Yushatan (degré de présence: moyen)

Le budget pour l'éducation permanente est limité dans le village de Yushatan, à cause de sa pauvreté. À l'époque de la « commune populaire », la Ferme d'État d'Élevage de Guangzhou (广州市畜牧场) a accueilli beaucoup de jeunes travailleurs diplômés de l'école secondaire (知识青年), qui provenaient du milieu urbain de Guangzhou⁴⁴. La Ligue de la Jeunesse Communiste (共青团) de cette ferme a joué un rôle actif dans plusieurs projets d'alphabetisation pour adultes, implantés dans le village dans les années 1950 et 1960. À l'heure du repos, les membres de la Ligue aident des villageois à apprendre à lire en petits groupes. Depuis la fin des années 1980, le village de Yushatan commence à recevoir les fonds d'éducation qui viennent de la ville de Guangzhou, de la Ferme d'État d'Élevage de Guangzhou (广州市畜牧场) et d'autres organisations. Au début, ces fonds étaient dédiés à la construction de l'école et à l'éducation des enfants. Par la suite, l'accent a été mis sur l'assistance aux individus peu ou pas qualifiés. De 1999 à 2002, dans le Projet d'Améliorer les Compétences des Villageois (村民素质教育), 250 villageois (parmi lesquels on retrouve

⁴⁴ Depuis la fin des années 1950, les villes chinoises ne peuvent pas fournir suffisamment d'emplois et des possibilités d'apprentissage à l'université pour des jeunes instruits. Ainsi, le gouvernement commence à les envoyer progressivement dans la campagne (知识青年上山下乡). Ce mouvement de déplacement de la population en milieu rural a atteint son apogée à la fin des années 1960 et a commencé à baisser dans les années 1970 et a arrêté en 1978. Depuis, la plupart des jeunes instruits sont retournés en ville dans les années 1980.

140 hommes et 110 femmes) de 16 à 40 ans entreprennent des études à temps plein. D'ailleurs, le comité villageois a envoyé plusieurs cadres du village pour la formation de gestion aux collègues, parmi lesquels quatre cadres ont complété leurs études. Le taux d'analphabétisme du village de Yushatan descend jusqu'à 6,09% en 2004. Cependant, seulement 23,01% de gens possèdent un diplôme d'études secondaires ou plus (CVYDTVG, 2005).

Bien que ces chiffres soient encore inférieurs à la moyenne de la ville de Guangzhou, les projets d'alphabétisation veulent s'attaquer à l'amélioration des compétences des villageois. De plus, la formation des cadres favorise l'élaboration d'un plan d'intervention individualisé. L'intervention d'assistance destinée à la population peu ou pas qualifiée est en augmentation, ce qui favorise l'amélioration des compétences individuelles et permet de franchir l'obstacle principal au maintien de l'emploi individuel.

4.2.3 La création d'entreprises et d'emplois

La croissance de la ville conduit à la diminution de la superficie des terres cultivables et des emplois agricoles au niveau local. Cependant, elle crée de nouvelles opportunités d'affaires et des emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire. Il apparaît donc indispensable que les intervenants en service public participent au renforcement de l'autonomie de l'entreprise communautaire et à l'accroissement de son capital et de ses activités entrepreneuriales dans l'environnement économique de la ville. La facilitation de la création d'entreprises et d'emplois dans le village devrait faciliter son intégration dans l'économie de la ville pendant la transition urbaine. La création d'entreprises des « villages dans la ville » correspond à la volonté des gouvernements locaux de rendre le climat des affaires plus invitant grâce à des mesures fiscales touchant l'investissement foncier ainsi que des mesures du maintien des emplois, particulièrement pour les positions des secteurs secondaire et tertiaire. C'est un levier indispensable pour l'amélioration des conditions de travail des employés et le développement d'entreprises.

Le cas de Liede (degré de présence: moyen)

Dans le village de Liede, les interventions ciblant la création d'entreprises et de richesses portent principalement sur l'aide aux entreprises de petite taille. Ce sont normalement des entreprises de commerces et de services. Ces entreprises peuvent s'inscrire sous le nom d'entreprises appartenant au comité villageois, où elles peuvent recevoir des services aux coûts moindres que ceux rencontrés sur le marché. Il s'agit de services de gestion/administration, de comptabilité, de fiscalité, de formation, etc. Depuis 1994, toutes les terres agricoles du village de Liede ont été expropriées. Alors, les activités du secteur tertiaire dans le village sont en croissance avec la floraison des petites entreprises. Il y avait environ 100 petites entreprises, dont la taille de l'entreprise est inférieure à cinq personnes. Elles se sont établies dans le village, comme restaurants, épiceries, coiffeurs, déménageurs, etc. La création d'emplois se fait dans ces entreprises établies. Les dernières données indiquent que ces entreprises ont offert environ 200 emplois pour la communauté (CVLDTV, 2005).

Une autre façon de générer des emplois est par la création de nouvelles activités agricoles en dehors du village. Suite à la diminution de la superficie des terres agricoles du village de Liede, afin de continuer leur mode de production, certains agriculteurs sont allés plus loin, dans la grande banlieue de Guangzhou pour louer des terres. Afin de faciliter cette nouvelle tendance, l'arrondissement de Tianhe a élaboré en 1995 des « Mesures de soutien visant au développement agricole par la location de terres en dehors de la localité (notre traduction de: 关于实施扶持农村发展易地农业若干措施的通知) ». Ces mesures assurent un soutien financier et technique au développement agricole. À la fin de l'année 2004, environ une vingtaine de ménages du village de Liede ont loué 1356 Mu (environ 90 Ha) de terrain au nord-est de Guangzhou, où le zonage est agricole. Ils sont principalement engagés dans la production des fruits, de porc et de poisson (CVLDTV, 2005).

Depuis les années 2000, la municipalité applique des politiques de limitation de circulation des camions et des motocyclettes, et l'interdiction complète des motocyclettes, des vélos

électriques et des tricycles dans les zones urbaines⁴⁵. Ces mesures ont porté un coup sérieux aux petites entreprises de transport et manutention du village. D'ailleurs, en raison de l'étalement urbain, les terres de la grande banlieue sont devenues rares et chères, la location des terres agricoles a rencontré des difficultés de renouvellement de bail. De plus, le projet important de la revitalisation urbaine depuis 2007 a conduit à la délocalisation des entreprises industrielles. Ainsi, certains villageois se sont retrouvés au chômage. Bien que les résultats soient nettement insuffisants en regard des besoins, ces projets veulent s'attaquer à la création d'entreprises et d'emplois. Le comité villageois a développé un processus pratique d'enregistrement d'entreprise, qui fiscalement, favorise l'investissement et le développement de l'emploi dans la localité.

Le cas de Shipai (degré de présence: moyen)

Au début des années 1980, lorsque le gouvernement de la ville de Guangzhou a procédé progressivement à une expropriation des terres du village de Shipai, la création d'emplois était également un objectif du gouvernement de la ville. Comme condition d'expropriation des terrains villageois, l'entreprise ou l'institution devait fournir un certain nombre d'emplois accessibles aux villageois⁴⁶. Par contre, il y a eu en réalité une inadéquation flagrante entre le discours et l'application des décisions. Très souvent, une fois que l'entreprise ou l'institution a eu terminé tous les processus d'expropriation, elle réussit à trouver des excuses pour refuser d'accomplir son engagement initial. Cette situation a eu pour effet qu'à l'heure actuelle, sauf pour les retraités dans les années 1980, les villageois ont quitté leurs emplois dans la ville et sont retournés dans le village (Zheng, 2006: 116-119).

Cette approche ne fonctionne donc pas bien dans la pratique. C'est le cas notamment pour l'Hôtel de Shipai (石牌酒店). Après avoir consulté les autorités, le comité villageois a obtenu les droits de propriété d'un des bâtiments sur le terrain exproprié, qui est devenu l'Hôtel de

⁴⁵ Voir les documents du gouvernement municipal: 穗府 [2011] 29 号, 穗公 [2010] 269 号, 穗府 [2010] 27 号, 穗公 [2007] 277 号, 穗公 [2006] 343 号, 穗府 [2004] 11 号, 穗公交 [2002] 596 号 et 穗公 [2002] 109 号.

⁴⁶ Selon la politique de cette époque, l'entreprise ou l'institution qui bénéficie de l'expropriation des terres doit fournir 1,5 emplois / Mu(亩) pour les villageois.

Shipai. Au début, cet hôtel a créé une centaine d'emplois pour les villageois. Cependant, après quelques années d'opération, force a été de constater une forte mobilité du personnel sauf pour les gestionnaires qui sont restés stables. Le nombre de travailleurs villageois dans l'hôtel diminue peu à peu.

Une autre façon de générer des emplois se fait par la création de nouvelles entreprises sur le terrain conservé pour le développement du village. Selon « La politique du terrain conservé pour le développement économique du village », le village de Shipai permet de conserver 5% - 8% de terrains expropriés, soit 450 Mu (environ 30 Ha). L'entreprise collective de village de Shipai: Sanjun Conglomérat (三骏企业集团公司) a fourni environ 1100 emplois, parmi lesquels environ 700 pour les villageois natifs. En fait, bien que la croissance des actifs et des recettes des entreprises communautaires soient assez considérables, depuis la fin des années 1980, les emplois non-agricoles du village sont demeurés stables, à environ 700 emplois. Cela démontre que les emplois qui ont été fournis par l'économie basée sur la location immobilière sont limités (Zheng, 2006).

Selon l'enquête de Wen et Li (2004), le prix moyen du loyer de l'espace de commerce du village de Shipai est d'environ 50% seulement de celui des secteurs environnants. C'est abordable pour les petites entreprises, particulièrement celles offrant des produits et de service pour la vie quotidienne.

En ce qui concerne la location de terrains en dehors de la localité, elle a été très lucrative au village de Shipai en 1996 et en 1997. Il y avait une cinquantaine de ménages qui ont pratiqué leur profession agricole en dehors du village. Cependant, la tendance a commencé à diminuer après 1999 (CVSDTV, 2003). Depuis 2002, il reste une vingtaine de ménages, qui sont engagés dans la production de légumes, de fleurs, de fruits, du porc, du poulet, du poisson et des crevettes (Zheng, 2006).

Selon l'enquête de Zheng (2006), seulement environ 20% de la population active du village de Shipai possède un travail permanent et environ 20% sont au chômage. Les autres villageois sont principalement engagés dans les travaux temporaires, comme: le jardinage, l'installation des services publics, l'entreposage et l'entretien des véhicules, etc. Les projets de création d'entreprises et d'emplois dans le village de Shipai visent à créer de nouvelles opportunités d'affaires et des emplois dans le secteur tertiaire, à travers l'offre en espace de commerce abordable et le développement de l'emploi dans la localité, ainsi que le processus pratique d'enregistrement d'entreprises.

Le cas de Xintang (degré de présence: moyen)

Dans la dernière décennie du 20^e siècle, 4231 Mu (environ 282 Ha) de terres du village de Xintang ont été expropriés par l'État. Bien que les entreprises ou les institutions qui sont concernées par l'expropriation aient fourni un certain nombre d'emplois accessibles aux villageois, il y a encore un grand nombre de villageois au chômage. De plus, la difficulté d'exploitation de la Xintang Ferme de Fruits de l'État de Guangzhou fait en sorte que de plus en plus de ses travailleurs ont perdu leurs emplois. En 2000, 85% des anciens travailleurs agricoles sont au chômage⁴⁷. Pour les chômeurs qui étaient des travailleurs agricoles, ils ont obtenu le droit d'utiliser un terrain de 2 Mu (environ 0,13Ha) chacun pour nourrir leur famille. Les autres chômeurs dans la ferme d'État ont reçu une allocation de subsistance équivalente à 50% de l'allocation de subsistance en milieu urbain de la ville de Guangzhou⁴⁸. Suite au regroupement d'entreprises du village en 2002, la Xintang Ferme de Fruits d'État de Guangzhou a réembauché une trentaine de travailleurs. Le Xintang Développement Économique Ltée. (新塘经济发展有限公司), qui devient Guangzhou Yijun immobilière Développement Ltée. (广州亿骏置业发展有限公司), a par la suite fourni une centaine d'emplois pour les villageois. Ces emplois sont essentiellement comme agents de sécurité ou de nettoyage (CVXDTV, 2006).

⁴⁷ En 2000, 3,15% de la population active de la ville de Guangzhou est au chômage ou sans emploi (BSVG: 2001).

⁴⁸ Pour les critères de subsistance de base, voir le document de 穗计社 [2000] 23 号. En ligne. < http://www.hrsgz.gov.cn/zcfg/ldfgzh/201101/t20110113_137724.htm >.

Le parc industriel du village a été construit sur le terrain conservé et a attiré un grand nombre d'entreprises privées. Ce sont surtout des entreprises à forte intensité de main-d'œuvre. Certaines entreprises dans le domaine de l'artisanat et d'appareils de massage, dont les produits sont orientés vers l'exportation, ont offert ensemble plus de 1000 emplois. D'autres, tels que les ateliers familiaux dans le village, ont également fourni des centaines d'emplois dans le domaine de vinerie, huilerie, pâtisserie, cordonnerie et décoration. En outre, le domaine des services, tels que les restaurants, la beauté, la coiffure, les communications, l'entretien des véhicules, l'alimentation, le marché public et les dépanneurs, ont également contribué avec des centaines d'emplois (CVXDTV, 2006).

Pour la location de terrains en dehors de la localité, il y avait une dizaine de ménages de Xintang qui ont établi leur profession agricole dans la banlieue plus loin. Ils sont principalement engagés dans la production de fruits, de porc et de poisson (CVXDTV, 2006).

Bien que les entreprises de Xintang aient fourni un grand nombre d'emplois, plusieurs villageois subsistent grâce aux dividendes de l'entreprise communautaire. Néanmoins, les interventions de la création d'entreprises et d'emplois sont en augmentation, ce qui favorise la concentration de la main-d'œuvre et le développement de l'emploi dans la localité. Les interventions favorisent aussi le développement d'un processus pratique d'enregistrement d'une entreprise, ainsi que la fiscalité et le soutien financier vers l'investissement sur le terrain.

Le cas de Yushatan (degré de présence: moyen)

Durant l'époque de la commune populaire, lorsque le village de Xintang était sous l'administration de la Ferme d'État d'Élevage de Guangzhou (广州市畜牧场), un grand nombre de jeunes instruits a été accueilli. Avec ces travailleurs qualifiés, quelques ateliers de papier, d'huile et de serrure, etc. se sont établis à Xintang. Ces ateliers sont devenus une

partie de la Société de Développement Économique de Yushatan (渔沙坦经济发展公司) depuis 1987. Après que la ferme d'État ait cessé ses activités agricoles en 1995, la Combinatoire de l'Association Économique Coopérative par Actions de Yushatan (渔沙坦股份合作经济联社) l'a remplacé dans la création des nouvelles activités non-agricoles locales. Des dizaines de manufactures dans le domaine de l'engrais chimique, des pesticides, de l'imprimerie, de l'artisanat, de la décoration, du plastique et de l'acier inoxydable ont offert des centaines d'emplois pour les villageois. Les entreprises qui louent les locaux d'une usine dans le village ont contribué avec des dizaines d'emplois dans le domaine de la construction. En outre, le domaine des services, tels que les restaurants, l'alimentation, le marché public, les dépanneurs, la coiffure, la communication, l'entretien des véhicules, etc, ont également contribué avec des centaines d'emplois (CVYDTVG, 2005).

Pour la location de terrains en dehors de la localité, il y avait deux ménages de Yushatan qui ont pratiqué leur profession agricole dans la banlieue plus loin. Ils sont engagés dans la production du porc et du poisson (CVYDTVG, 2005).

Bien que les résultats soient nettement insuffisants en regard des besoins, les interventions de la création d'entreprises et d'emplois favorisent la concentration de la main-d'œuvre et le développement de l'emploi dans la localité. Les interventions favorisent aussi le développement d'un processus pratique d'enregistrement d'une entreprise, ainsi que le développement de mesures de sécurité économiques.

4.2.4 La revitalisation urbaine

Les villages naturels comportent certaines spécificités traditionnelles quant à leur forme urbaine et architecture. La superficie des lots du village est généralement de 80 m² à 100 m². Les cottages traditionnels, qui ont une petite cour et sont revêtus de briques se répartissent le long de ruelles pavées en pierre. Au deux bouts de chaque ruelle, il y a des portes antivols qui se ferment durant la nuit. Il n'y a pas de toilettes dans les maisons et les drains non-fermés

sont exposés dans les ruelles. Une place pour des activités publiques se situe dans les entrées du village, où débouchent les entrées de ruelles, et où se localisent les maison d'ancêtres et des puits. Un étang est contigu à la place, sur lequel on a construit les toilettes publiques. Cet étang recueille aussi les eaux de pluies et les eaux résiduaires des ménages; il devient la source d'eau pour contrer les incendies. C'est un système dit écologique dans le cadre de la société rurale (voir le figure 4.10).

Figure 4.10 Paysage d'un ancien village typique à la région de Guangzhou



Source: < <http://xw.ss.gov.cn/xwzx/tpxw/20100813119539.shtml>>

Dans la période des années 1980 et 1990, l'émergence de la construction désordonnée dans les villages a provoqué des problèmes de dégradation de l'environnement urbain. Les « villages dans la ville » se sont énormément dégradés pour ressembler davantage au reste des quartiers défavorisés de Guangzhou. Il est apparu important de mettre sur pied une table de travail qui s'attaquerait à la question de l'aménagement du territoire dans ces quartiers problématiques. Les résultats diffèrent selon le cas.

Le cas de Liede (degré de présence: fort)

Figure 4.11 Plan de la revitalisation du village de Liede



Source : < <http://cafe.pconline.com.cn/10866129.html>>

Le Programme de rénovation du « village dans la ville » a été créé en 2000⁴⁹. Le « Plan d'action de la transformation des vieux villages de Liede (猎德村旧村改造实施方案) » et le « Plan d'indemnisation et de réinstallation des villageois de Liede (猎德村旧村改造村民房屋拆迁补偿安置方案⁵⁰) » ont été adoptés par les villageois en 2007. Simultanément, ils ont été approuvés par la municipalité. La première phase de la réalisation (l'îlot de l'est) a été terminée en 2010.

⁴⁹ Voir les documents gouvernementaux municipaux de 穗字 [2000] 17号, 穗办 [2002] 17号 et 穗办 [2008] 10号.

⁵⁰ Voir Liede en ligne < <http://liede.cn/news/36.htm> >. Consulté le 8 mars 2011.

Le « Plan d'action de la transformation des vieux villages de Liede » s'intègre non seulement au plan d'aménagement du territoire du nouveau centre-ville de Guangzhou, qui est proposé par la municipalité avec tous les services sociaux, mais il propose aussi un plan de relance pour le village lui-même. Ainsi, la reconstruction sur 25 Ha, inclut trois groupes d'îlots (voir le figure 4.11):

- (1) Le groupe d'îlots Est composé de 37 immeubles de grande hauteur, de propriété collective pour réinstaller les villageois délogés.
- (2) Le groupe d'îlots Sud sera occupé par un hôtel cinq étoiles, source de développement économique collectif des villageois.
- (3) Pour le groupe d'îlots Ouest, grâce à l'engagement du gouvernement de la ville, ce terrain peut être réquisitionné en conformité avec la loi et mis en vente aux enchères par le gouvernement de la ville. Le zonage du sol a été changé en terrain commercial appartenant à l'État, en conformité avec la planification urbaine. Le montant de la vente est utilisé essentiellement pour financer le projet⁵¹.

Le « Plan d'indemnisation et de réinstallation des villageois de Liede (猎德村旧村改造村民房屋拆迁补偿安置方案) » touche principalement l'immobilier. Avant 1994, la reconstruction des maisons villageoises était permise sur quatre étages. Il y a deux options d'indemnisation: (1) compensation de surfaces bâties dans un nouveau bâtiment du même secteur ou (2) compensation monétaire selon l'évaluation foncière au moment de signer le contrat d'indemnisation. On prévoit que la tendance à la hausse du prix des logements fera en sorte que presque tout le monde choisira la première option, qui permettrait d'avoir un nouveau logement de valeur plus élevée après trois ans.

Pour les bâtiments ayant moins de quatre étages, l'aire de compensation dans une nouvelle construction sera la même que la surface bâtie pour la démolition. Pour les aires de plus de

⁵¹ Voir le document du gouvernement central: 中华人民共和国主席令 [1986] 第 27 号. Le terrain de droit collectif (集体土地) est possible pour la location, mais, impossible pour l'échange dans le marché immobilier. Le terrain de droit de l'État (国有土地) peut être loué et échangé sur le marché immobilier. Représentant de l'État, le gouvernement de la ville peut donner des compensations pour l'expropriation ou l'acquisition des terres de droit collectif.

quatre étages, normalement, ce sont des aires qui ne possèdent aucun permis (les constructions informelles). Cette partie de compensation s'estime par le coût de l'estimation de la construction. Il y a aussi des subventions pour les déplacements des villageois. De plus, si le nouveau logement ne peut pas être loué dans la première année après le déménagement de retour, le propriétaire peut obtenir la subvention locative.

Le coefficient d'occupation du sol était de 2,4 avant la reconstruction et 5,2 après la reconstruction (568 230m² de superficie totale sur 11 Ha d'aires de terrain). En somme, la reconstruction a permis de libérer 14 Ha de terrain, parmi lequel se trouvent 3,25 Ha réservés pour l'entreprise communautaire: Liede Développement Économique Co., Ltée. Ce dernier loue ce terrain au Hopewell Holdings Limited pour la construction d'un hôtel de cinq étoiles et d'espaces commerciaux occupant une superficie totale d'environ 240 mille mètres carrés. Ce projet de collaboration devrait attirer 1 milliard de yuans (environ 140 millions de dollars américains)⁵² d'investissement et fournir un revenu stable de location (revenu annuel de 10 millions de yuans, soit environ 1,4 millions dollars américains par année) pour l'entreprise communautaire⁵³. Le chiffre d'affaires annuel devrait doubler. En ce qui concerne le groupe d'îlots Ouest (10,75 Ha), il a été vendu aux enchères pour 4,6 milliards de yuan (environ 657 millions de dollars américains). Ces fonds permettent la construction de nouveaux logements de haute qualité pour les villageois. Sur ce terrain commercial, 568000 mètres carrés de superficie de bâtiment vont être construits par des promoteurs immobiliers. Selon l'interprétation de « Sina immobilier », la rentabilité de l'investissement est sauvée, avec un coefficient d'occupation du sol de 7,98 pour le terrain commercial⁵⁴. Pour faciliter la réalisation de ce projet, la municipalité fournit certaines mesures de congé d'impôts de construction.

En 2010, tous les villageois ont obtenu leurs nouvelles clés du logement. Dans le marché de location, le loyer mensuel moyen des nouveaux logements a augmenté de plus de 75% par

⁵² Le taux de change du RMB contre le dollar américain est environ 7,0 vers 2007.

⁵³ Voir « Sina Immobilier ». En ligne. < <http://gz.house.sina.com.cn/news/2007-12-11/3886149.html> >. Consulté le 8, mai 2011.

⁵⁴ Voir « Sina Immobilier ». En ligne. < <http://news.dichan.sina.com.cn/2009/12/18/99535.html> >. Consulté le 8, mai 2011.

rapport à l'ancien. Cela cause un problème aux résidents locataires. Puisque l'indemnisation et la réinstallation pour le locataire ne concerne qu'une période de transition de trois mois⁵⁵, tous les anciens locataires ont déménagé ailleurs pendant la reconstruction. Alors, les nouveaux logements font face au développement de nouveaux marchés de location, dont la clientèle principale a transformé des travailleurs migrants en cols blancs. Au début, le prix de location était de 10% à 15% plus bas que le prix moyen de ce secteur, il y avait encore 25% de logements vacants à louer six mois après la reconstruction du village⁵⁶. En ce moment, plusieurs agents immobiliers louent un grand nombre des logements à coût faible et font la sous-location à certaines « Unités de travail » ou aux sociétés étrangères, qui payent des loyers pour leurs employés⁵⁷.

Cette initiative de répartition des ressources foncières dans le village de Liede semble avoir été une solution gagnante, sauf pour les travailleurs migrants, qui ont été forcés de quitter le centre-ville pour s'installer ailleurs dans un logement moins cher. Le gouvernement ne fournit que des incitations limitées pour compléter la transformation d'un « village dans la ville ». L'entreprise communautaire permet d'augmenter les gains des actifs. Les villageois, sans payer n'importe quel prix, peuvent améliorer l'environnement résidentiel et la qualité de vie, ainsi qu'augmenter la valeur de leurs logements. Les promoteurs immobiliers ont accès à une excellente localisation dans le village (le secteur du nouveau centre-ville).

Les projets s'attaquent à la revitalisation urbaine de façon particulière et vise un résultat positif marquant pour assurer une bonne utilisation du sol, une meilleure qualité d'air et de l'éclairage, ainsi que l'accessibilité aux services publics. Les interventions favorisent le développement durable du village.

⁵⁵ Voir le document du gouvernement: « 中华人民共和国国务院令 第 305 号 » et « 穗国房字(2007)951 号 ».

⁵⁶ Voir « Wangyi Immobilier ». En ligne. < <http://gz.house.163.com/11/0412/07/71E3CFOR00873C6D.html> >. Consulté le 8, mai 2011.

⁵⁷ Voir « My Top Home ». En ligne. < <http://news.mytophome.com/2/2011/08/13/21972.html> >. Consulté le 8, octobre 2011.

Le cas de Shipai (degré de présence: moyen)

Depuis les années 1980, avec l'augmentation du revenu, les villageois ont commencé à rénover ou construire des logements neufs en grand nombre. Dans les mêmes rues dont la largeur est de 0.7m à 3m, le nombre d'étages pour la construction est passé de un à quatre ou six. La cour privée a disparu. La distance entre les bâtiments est souvent inférieure à un mètre (Zheng, 2006). Cette façon de construire a causé des problèmes entre autres de ventilation, d'éclairage, de protection contre les incendies et de sécurité urbaine. C'est pourquoi le gouvernement de la ville a arrêté d'émettre des permis de construction résidentielle pour les villageois dans le milieu des années 1990. Depuis 1997, soutenu par le Sanjun Conglomérat (三骏企业集团公司), le « Projet de logement abordable (安居工程) » a commencé dans le village par la construction d'immeubles résidentiels de haute densité, semblables à ce que l'on retrouve en milieu urbain (Zheng, 2006, 148-151). À heure actuelle, la plupart des villageois habitent dans ces nouveaux logements. Les anciens logements dans le village sont loués à des fins résidentielles ou commerciales (notamment pour le rez-de-chaussée). De 1984 à 1999, les rues et ruelles de Shipai ont été pavées avec du ciment, le système de drainage et d'hygiène publique ont été améliorés, des caméras et des pavillons de sécurité ont été installés. (CVSDTV, 2003). Néanmoins, ces projets ne touchent pas la transformation importante du système routier. Une bonne partie du village ne peut être couverte par le service des incendies, le camion de pompier ne pouvant pas se rendre. De plus, les anciens logements de villageois ont été transformés en logements à louer. Pour maximiser l'espace à louer, ces changements chaotiques, qui manquent de ventilation et d'éclairage, sont inquiétants.

En ce qui concerne le Programme de reconstruction du village, dont l'objectif est une revitalisation urbaine importante du village, c'est le bureau de la planification de l'arrondissement de Tianhe qui a développé le plan en détail. Comme les villageois contestent l'indemnisation et la réinstallation de l'espace commercial, qui occupe plus d'un tiers de la surface bâtie, la planification est toujours en négociation et en adaptation (GEMC, 2007).

Dans le cadre juridique actuel, il manque de soutien pour la démolition de bâtiments commerciaux sur les terres collectives. Néanmoins, les projets qui prennent place dans le village visent à revitaliser et à assurer l'utilisation du sol en pertinence, une meilleure qualité d'air et d'éclairage, ainsi que l'accessibilité aux services publics.

Le cas de Xintang (degré de présence: fort)

Pendant l'expropriation des terres agricoles, selon la politique de cette époque, le village de Xintang a pu conserver 10% de terrain pour le développement de l'économie villageoise (BTLVG. 2010: en ligne). Ainsi, avec la compensation, l'entreprise collective a augmenté ses investissements dans l'immobilier pour les entreprises du secteur secondaire et tertiaire. Les investissements se sont élevés à des dizaines de millions de Yuan pour la construction d'un parc industriel et une rue commerçante de 1,5 Km de long, ce qui en fait un nouvel axe de croissance économique (CVXDTV, 2006).

À l'époque de la commune populaire, un système d'irrigation, qui inclut des réservoirs et des canaux, ainsi que certaines routes pour tracteurs avaient été construits pour la culture des champs. Depuis les années 1980, l'eau est polluée par les grandes fermes d'élevage de vaches et de poulets. Certains réservoirs et canaux ont été remplis en raison de la construction de la Cité des sciences. La détérioration des conditions environnementales affecte non seulement la qualité de l'eau des puits pour la vie quotidienne des villageois, mais également l'eau pour l'irrigation des 800 Mu (environ 53 Ha) de champs de culture des légumes. Le projet municipal, qui a commencé en 1995, comprend la construction de chemins autour du village reliés aux routes municipales. Le projet comprend également des installations, comme les systèmes de drains et de canaux, le réseau d'électricité, le système de télécommunication, la collecte des déchets, les toilettes publiques et l'aménagement d'espaces verts. Le système d'eau potable s'est ajouté en 2001(CVXDTV, 2006).

Avec la compensation pour l'expropriation de terre, les villageois ont demandé la construction de nouvelles maisons plus confortables. Ainsi, le Projet de la construction de nouveaux villages a permis au comité du village de Xintang de planifier des nouveaux lotissements résidentiels de 96-140 m², alloués aux villageois. Les nouveaux bâtiments sont

essentiellement des immeubles de 3 à 6 étages, qui possèdent un garage intérieur et une cour. Chaque village naturel a sa nouvelle zone résidentielle planifiée: les rues sont de 6 à 8 mètres de large et les ruelles sont de 4 à 6 mètres de large permettant aux camions de pompier d'entrer dans le village. Le système d'évacuation des eaux usées est souterrain (CVXDTV, 2006).

Figure 4.12 Conception de la revitalisation urbaine de Xintang



Source: < http://www.gjjl.com/news_detail.jsp?menuno=0401&newsid=901 >

En 2010, un secteur de 63 Km², où le village de Xintang se situe, a été planifié comme une « Cité intelligente de Tianhe »⁵⁸ par le gouvernement de la ville de Guangzhou. Ainsi, le

⁵⁸ La « Cité Intelligente de Tianhe (天河智慧城) » est située au sud de la barrière écologique de Guangzhou, à l'est de la rue Guangzhou, au nord du boulevard Guangyuan et à l'ouest de rue Dagan. La superficie totale est environ 63 km². Elle concentrerait 1000 entreprises de logiciels et de services

village de Xintang a fait face à une nouvelle phase de reconstruction. Pour l'utilisation des terres de manière plus efficace, il a fallu démolir tous les bâtiments résidentiels et reconstruire des immeubles nouveaux en hauteur. La première phase de reconstruction a impliqué une aire de 780 mille m² et 2135 ménages (voir figure 4.12). Le budget du projet de réadaptation coûtera 4,7 milliards de yuans (environ 694 millions dollars américains). Les fonds de ce projet sont en provenance de fonds propres aux entreprises collectives du village de Xintang et du soutien financier du gouvernement. Après le déplacement des villageois, l'ancien village sera démoli. Le terrain sera vendu aux enchères sur le marché libre par la municipalité. 60% des revenus de la vente sera détenu par les entreprises collectives, et 40% par le gouvernement de la ville de Guangzhou (YCWB, 2010: en ligne). S'impliquant directement dans le partage des profits commerciaux, l'entreprise communautaire et le gouvernement de la ville deviennent les promoteurs immobiliers de ce projet.

En somme, ces projets de revitalisation, dans une approche de développement durable, tentent de mieux contrôler l'utilisation du sol, d'améliorer la qualité de l'air, de l'eau et du sol ainsi que d'augmenter l'accessibilité aux services publics.

Le cas de Yushatan (degré de présence: moyen)

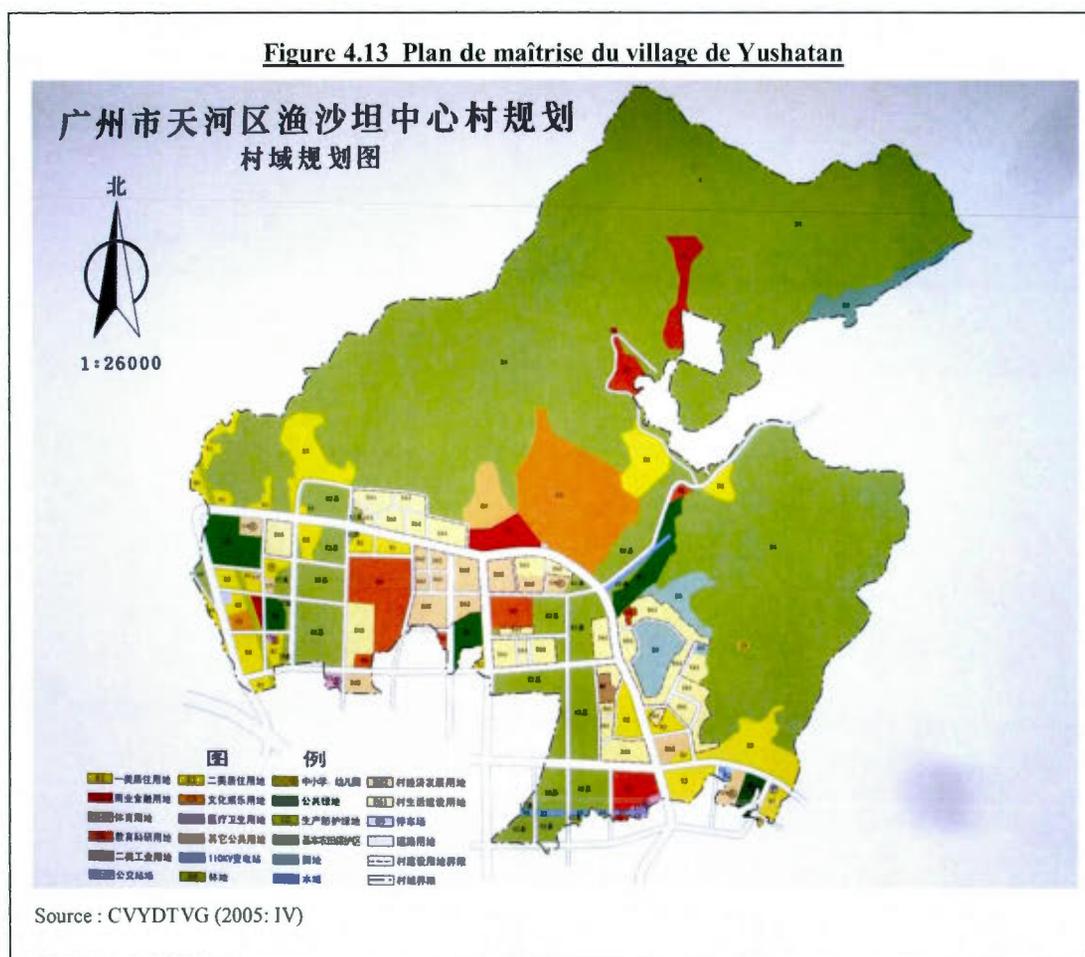
Influencée par l'administration de la Ferme d'État d'Élevage de Guangzhou (广州市畜牧场) (1959-1994), la gestion d'aménagement du territoire de Yushatan s'inspire d'expériences en milieu urbain. Depuis 1994, le comité villageois a publié des règlements relatifs à la construction de logements villageois et à l'utilisation du sol dans le village. En 1998, selon la planification urbaine globale de la ville de Guangzhou, le bureau de la planification urbaine de l'arrondissement de Tianhe a développé un « Plan de direction pour l'aménagement du village de Yushatan » (CVYDTVG, 2005).

Depuis 1994, le village de Yushatan a commencé des projets d'amélioration de l'environnement. Le Projet de construction d'infrastructures sur les terres agricoles a priorisé

d'information et 100 mille de population active. On prévoit que ce secteur pourra accueillir une population de 300 mille dans les prochains 10 ans (Liang, 2011: en ligne).

la récupération des champs de faible rendement. De 1994 à 2002, le comité villageois a investi plus de 7 millions de yuans pour construire des réservoirs, des canaux d'irrigation et des routes pour tracteurs ainsi que pour la purification de l'eau. En 2005, le village de Yushatan conserve 744 Mu (environ 50 Ha) de terres arables, qui font partie du Programme de panier de légumes (菜篮子工程) de la ville de Guangzhou⁵⁹ (CVYDTVG, 2005).

Figure 4.13 Plan de maîtrise du village de Yushatan



⁵⁹ C'est un programme d'approvisionnement alimentaire, qui est stimulé par les gouvernements. Dirigé par le macro-contrôle gouvernemental, il veille sur le « Panier alimentaire » qui offre effectivement des produits, avec la mise en œuvre de la construction de base de production et l'amélioration de la distribution des marchés.

Le « Projet de transformation de l'ancien village (旧村改造) » est basé sur les villages naturels. Depuis 1998, selon la « Correspondance à la disposition de l'urbanisme pour le village de Yushatan, Bourg de Shahe, l'arrondissement de Tianhe (notre traduction de: 关于提供天河区沙河镇渔沙坦村规划设计要点函) », le comité villageois offrait aux villageois les terrains à lotir et les installations publiques dans le territoire du village, comme les chemins de 5 m à 10 m de large, le système de collecte des déchets, la ligne d'alimentation d'eau et l'alimentation en électricité, etc. (Voir le figure 4.13.) Les villageois ont commencé à investir dans la construction de leurs propres maisons neuves ou rénovées (CVYDTV, 2005). Ce projet est toujours en cours. En 2011, les actionnaires de Shengda Industrie Ltée. (盛达实业有限公司) ont voté pour approuver le plan détaillé de la transformation du village. Les villageois vont se déplacer dans les nouveaux logements, dont le ratio de surface de plancher sera plus élevé que dans leur logement actuel, libérant de l'espace pour d'autres activités davantage liées au développement économique local.

Les interventions sur le territoire, axées sur une approche de développement durable, ont permis de remettre à leur état initial, des sites dégradés et contaminés lors de l'émergence du « village dans la ville ». Ces interventions ont permis de conserver les sites naturels et d'assurer une meilleure qualité de l'air, de l'eau et du sol, ainsi que l'accessibilité aux services publics.

4.2.5 Les alliances et les partenariats

Les organisations importantes que nous avons trouvées dans les villages ciblés sont de trois types: l'organisation socio-politique, la coopérative économique et le clan familial.

Les organisations socio-politiques datent des années 1950. Elles comprennent entre autres la branche du Parti Communiste de la Chine (中共党支部), la branche de la Ligue des Jeunes Communistes (共青团支部), la Milice (民兵), le Conseil de la Sécurité Publique (治保会) et le Conseil de la Femme (妇女会). Ces organes subsidiaires sont sous l'administration du comité villageois. La collaboration entre ces organisations s'est poursuivie et renforcée en ce qui a trait aux diverses activités sociales du village. Parmi ces organisations, la branche du Parti

Communiste de la Chine joue un rôle important dans la direction de toutes les activités de développement incluant le DÉC où il agit en tant que leader. Le financement de ces organisations socio-politiques provient principalement des fonds du comité villageois, dont le soutien financier compte sur des gouvernements de niveaux supérieurs. Les paiements de transferts des gouvernements de niveaux supérieurs garantissent essentiellement l'opération du comité et de l'enseignement obligatoire. Pour les services public en milieux ruraux, ils sont financés de deux façons selon Deng et Lu (2008): (1) en répartissant les coûts entre les villageois; (2) en exigeant aux entreprises du village de couvrir les frais. La première façon a été abolie lors de la réforme des impôts en milieu rural au début des années 2000⁶⁰. Depuis 1987, les entreprises collectives ont pris la responsabilité de financer ces organisations socio-politiques. Nous avons constaté que le rôle de ces organisations a peu à peu diminué sauf pour la question de la sécurité sociale et de l'égalité des sexes.

L'organisation économique coopérative émerge à la fin des années 1940, dans le mouvement de la coopérative agricole (农业合作化运动)⁶¹. C'est une association fondée sur le principe économique de la coopération, au départ entre les agriculteurs volontaires. Dans un cadre de village naturel, les paysans s'engagent dans des travaux collectifs, avec leurs propres moyens de production. Cela veut dire que la propriété individuelle de ces moyens de production devient celle de la collectivité. Les activités collectives de la production agricole sont gérées par cette organisation. La rémunération des travailleurs dépend du travail qu'ils ont fourni. À l'époque de la « Communes populaires » (1958 à 1982), l'application de l'unité socio-économique et politique transforme ce regroupement volontaire en regroupement obligatoirement pour tous les villageois. Depuis les années 1980, cette organisation économique coopérative s'est transformée progressivement en entreprise communautaire de personne juridique, avec un objectif de rentabilité⁶². Après l'application du « Programme de

⁶⁰ Voir les documents du gouvernement central: 中发 [2000] 7号, 财税 [2001] 93号, 国发 [2001] 5号, 国发 [2002] 25号 et 中发 [2004] 1号.

⁶¹ De 1949 à 1956, dirigé par le Parti Communiste de la Chine, le mouvement de la coopérative agricole apparaît comme un processus de transformation de l'économie agricole individuelle, basé sur les moyens de production privée de l'économie coopérative agricole collective, basé sur les moyens de production publique.

⁶² Voir la section 4.2.1 « L'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires », dans les pages 76-85.

la rétractation du comité villageois et de la restructuration du système de village (撤村改制) » au tournant de 21^e siècle, le Conseil d'administration (董事会) d'entreprise collective devient un acteur important dans les activités villageoises. Néanmoins, il est encore sous la direction de la branche du Parti Communiste de l'entreprise qui occupe toujours son rôle de leader dans le DÉC⁶³.

Le clan familial, basé sur les liens de sang, est l'organisation de base dans la vie rurale chinoise traditionnelle. Bien que la force du clan ait été sévèrement inhibée dans la période de la « Communes populaires » (1958 à 1982), l'organisation de clan reprend sa position, avec la restauration de la famille comme unité de production en milieu rural. Les activités de cette organisation ressortent dans les affaires internes de la famille, tels que la revisitations de la généalogie, l'élaboration de codes d'éthique (familiale) et la reconstruction du lieu de clan. Certains clans ont pénétré profondément dans différentes activités et ainsi, dominé l'économie du village, et l'application de leurs valeurs familiales. Le financement de l'organisation du clan vient essentiellement du don de ses membres.

Dans les villages ciblés, en plus des organisations mentionnées ci-dessus, nous avons trouvé aussi les organisations de loisirs, culturelles et religieuses, etc.

Le cas de Liede (degré de présence: forte)

À la ville de Guangzhou, dans le Programme de rénovation du « village dans la ville », le « Projet de la transformation des vieux villages de Liede » a été le premier à mettre en œuvre une reconstruction complète du village. Il n'y avait pas encore de loi quant aux opérations de démolition sur des terrains collectifs. Cette situation a amené les gouvernements de la ville et de l'arrondissement à jouer un rôle important dans la coordination des politiques de soutien au règlement de la vente aux enchères de terrains⁶⁴, ainsi que sur les aspects de la planification urbaine, de la mise en place des infrastructures et des services publics. Par la

⁶³ La branche du Parti Communiste de l'entreprise est sous la direction de celle du quartier.

⁶⁴ Voir les documents de gouvernement municipal: 穗办 [2002]17 号 et 穗办 [2008]10 号.

détermination d'un coefficient d'occupation du sol⁶⁵, la viabilité financière du projet a été assurée. En fait, aucun financement municipal n'a été requis dans la réalisation de ce projet même si la ville s'était portée garante du projet⁶⁶.

En tant que partenaire du projet, les promoteurs immobiliers ont pris la responsabilité d'avancer des fonds afin de construire des logements pour le déplacement des villageois. De plus, leurs investissements ont ajouté une dynamique à l'économie locale ce qui a contribué, ainsi que les nouveaux logements, à l'amélioration des conditions de vie des villageois ainsi que le paysage urbain.

L'entreprise communautaire de Liede Développement Économique Ltée. (猎德经济发展有限公司) s'est chargée du plan global des transformations, qui comprend la mobilisation, l'indemnisation, la soumission des travaux et la relocalisation des villageois, etc. Coordinée avec des organisations socio-politiques, cette entreprise communautaire a mobilisé efficacement les villageois pour participer aux démarches de la revitalisation de village. La réception et la salle de réunion d'entreprise ont également été utilisées comme le centre de diffusion de l'information du village.

Le bureau administratif du quartier de Liede a établi un centre d'activités pour les personnes âgées et un centre culturel⁶⁷ pour tous les résidents du village. Ces deux centres offrent aussi des lieux pour mobiliser la population. Les lieux de clan se présentent aussi comme des « points chauds » pour la mobilisation.

Les interventions des gouvernements municipaux favorisent les alliances et les partenariats publics/privés afin d'assurer la coordination interne sur des activités liées au village. Ces interventions promeuvent le partage des responsabilités et la répartition des tâches entre

⁶⁵ Le coefficient d'occupation des sols (COS) détermine la quantité de construction admise sur une propriété foncière en fonction de sa superficie. Pour le cas de Liede, la valeur du COS sera élevée de 2,4 à 5,2 sur 11 Ha d'aires de terrain après la revitalisation urbaine.

⁶⁶ Voir < http://www.homekoo.com/kanfang/news_detail_10963.html >

⁶⁷ Dans le centre culturel, nous avons trouvé une dizaine équipes, qui concerne l'opéra cantonais, la danse, la chorale, la calligraphie, la photographie, l'art martial et le bateau dragon, etc.

différents acteurs, ainsi que la maximisation des avantages mutuels. Bien que le « Projet de la Transformation des Vieux Villages de Liede » ne soit pas encore complété, on note la transformation sur le terrain.

Le cas de Shipai (degré de présence: fort)

Après le « Programme de la rétractation du comité villageois et de la restructuration du système de village (撤村改制) » en 1997, au niveau administratif, le comité villageois du Shipai, a été remplacé par cinq comités citoyens sous l'administration du quartier de Shipai⁶⁸. Alors, le gouvernement de la ville a commencé à intégrer le territoire du village dans la gestion urbaine. Ainsi, il joue un rôle de dirigeant dans les affaires du village.

Parmi les organisations du village de Shipai, le Sanjun Conglomérat (三骏企业集团公司) a engagé des capitaux dans le DÉC. Selon Lan (2006) presque tous les membres de la communauté villageoise sont des actionnaires de l'entreprise communautaire. C'est pourquoi, les intérêts des membres de la communauté deviennent les intérêts de l'entreprise. De plus, parce que la majorité des actifs de l'entreprise communautaire vient de la compensation pour les terres collectives, ce qui explique la décision d'utiliser ces actifs pour le DÉC. Le développement communautaire a favorisé l'augmentation des valeurs immobilières et la croissance économique de l'entreprise. Ainsi, l'entreprise communautaire était volontairement impliquée dans le DÉC du village.

Les villageois considèrent le Sanjun Conglomérat (三骏企业集团公司) comme leur « propre » société. Ils vont au siège de l'entreprise pour présenter leurs demandes en services publics. Les villageois font confiance à cette entreprise communautaire qui leur a apporté la sécurité économique et l'amélioration de leurs conditions de vie. Possédant des propriétés avec un total de 30 millions de mètres carrés de surface de construction, le revenu moyen annuel de cette entreprise est plus de 200 millions de Yuans (environ 31 millions de dollars

⁶⁸ Le village de Shipai et les autres 21 comités citoyens relèvent de la compétence du quartier de Shipai.

américains)⁶⁹. 20% de ce revenu provient des dividendes versés aux villageois. L'autre 20% des revenus servent aux programmes de protection sociale des villageois. Cela inclut la prime de retraite, la santé communautaire, les bourses d'études, etc. D'ailleurs, le Sanjun Conglomérat (三骏企业集团公司) assume les coûts des services publics du village, tel que le nettoyage, la sécurité et les infrastructures publiques. (Zheng, 2006.).

Les intérêts économiques jouent un rôle clé dans la gouvernance de la communauté. Quant aux règlements organisationnels, adoptés par les actionnaires dans l'Assemblée générale, ils sont souvent rattachés à un grand nombre de contraintes et d'incitations économiques. Par exemple, selon les statuts de Sanjun Conglomérat (三骏企业集团公司), pour obtenir les dividendes, les actionnaires doivent se conformer aux lois et aux réglementations du gouvernement. Dans ces conditions, tant les prisonniers que les parents qui s'opposent à la politique de l'enfant unique n'ont pas droit au bonus communautaire. En effet, les mots « subvention », « incitation », « déduction » et « pénalité », etc., sont inscrits dans les règlements organisationnels du village de Shipai, qui concernent la gestion de logements locatifs, l'application de la politique de l'enfant unique, la participation à la course de bateau dragon et surtout, la participation aux élections communautaires (CVSDTV, 2003).

Le travail communautaire de cet ancien village s'effectue souvent avec la collaboration des organisations de l'entreprise communautaire. Par exemple, la coordination des organisations communautaires émerge de la gestion de logements locatifs. Avec la densité de population de 51181 Hab. /Km², le village de Shipai est le secteur le plus densément peuplé de la ville de Guangzhou. La plupart des habitants sont des locataires, et la mobilité résidentielle est élevée. Depuis la fin des années 1990, la location d'espaces commerciaux et de logements est l'activité la plus importante pour l'entreprise communautaire. En même temps, la location de logements est une source de revenu importante des villageois. Alors, d'une part, le service d'agence de location est en forte demande; d'autre part, le gouvernement tente de « surveiller » la population flottante. Ainsi, le Conseil de la Sécurité Publique (治保会) de

⁶⁹ Le taux de change du Renminbi contre le dollar américain est environ 6,35 à la fin d'an 2011.

Sanjun Conglomérat (三骏企业集团公司) coopèrent avec les propriétaires privés pour établir cinq pavillons de services gratuits de l'agence de location. Ces pavillons ont été installés à côté des stations de la police communautaire, dans cinq comités citoyens de l'ancien village, pour faciliter l'accessibilité. Ces pavillons offrent le service gratuit d'information sur les possibilités de location, ainsi que l'inscription des locataires. Les renseignements provenant de l'inscription des locataires sont sous surveillance d'agents de police communautaire. D'ailleurs, l'entreprise communautaire a payé pour l'installation des caméras de surveillance dans les lieux publics du village. Ces actions auraient favorisé une diminution du taux de criminalité dans le village soit de 9,8% en 2003 (Zheng, 2006).

Les interventions des gouvernements municipaux dans le village de Shipai favorisent donc les alliances et les partenariats publics/privés dans l'objectif de coordonner les activités liées au village. Ils favorisent la coopération et la coordination entre programmes et organisations connexes.

Le cas de Xintang (degré de présence: fort)

Dans le village de Xintang, le clan de la famille Jian regroupe 91,6% de la population de ce village, tandis que les 19 autres clans regroupent 8,4% de la population (CVXDTVG, 2006). Ainsi, il apparaît que la puissance du principal clan apporte des effets multiples pour la coordination des organisations. Premièrement, certaines affaires publiques sont prises en charge par le clan, lorsque la présence du gouvernement est faible. Par exemple, avec un don des membres de la famille, le clan de Jian a organisé la construction de l'école primaire moderne du village. Deuxièmement, dans un cadre de « un village deux systèmes », l'existence de liens familiaux a favorisé la coordination des organisations en provenance du système de la propriété collective (集体所有制) et celles du système de la propriété du peuple tout entier (全民所有制). Cela est important pour la promotion des installations municipales comme le réseau routier, les systèmes de drains et des canaux, etc. Troisièmement, dans la mobilisation des villageois pour la démolition du vieux village, le clan a joué un rôle de premier plan dans l'obtention des plans consensuels d'indemnisation et de réinstallation des villageois.

Cependant, avec un clan familial nettement dominant, certains groupes plus vulnérables ont été négligés. Ainsi, Zheng (2006) a constaté que la valeur traditionnelle de la préférence pour les fils dans la famille a influencé les statuts des sociétés communautaires de Xintang. Les « femmes qui se marient avec les hommes en dehors de village (notre traduction de: 外嫁女) » n'ont pas les mêmes droits de participation aux bénéfices de l'entreprise communautaire. Certaines ont crié à l'injustice au Conseil de la Femme (妇女会) du village, ou ont officiellement porté plainte. Bien que sous les interventions du gouvernement de l'arrondissement de Tianhe⁷⁰, la société a adapté certaines corrections dans ses statuts (CVXDTV, 2006), cette situation demeure encore un peu difficile au niveau de la pratique (Wang 2010, en ligne).

Les interventions des gouvernements municipaux dans le village de Xintang ont favorisé les alliances et les partenariats publics/privés de façon particulière et visent un résultat positif pour favoriser l'arrivant à la prévisibilité et à la compréhension commune et la coopération de différente spécialité, ainsi qu'assurer la coordination interne sur les activités liées au village. Les interventions promeuvent bien le partage des responsabilités et la répartition des tâches entre différents acteurs et la maximisation des avantages mutuels.

Le cas de Yushatan (degré de présence: fort)

Adaptant la gestion de façon « Top Down » par l'État, pendant l'époque de la Ferme d'Élevage de Guangzhou (1959 – 1994), les affaires publiques du village Yushatan sont influencées par le gouvernement d'arrondissement de Tianhe. Ce dernier soutient le village avec les ressources humaines et le financement, ainsi que la coordination des différentes organisations. Dans le « Projet de transformation de l'ancien village (旧村改造) », les interventions fortes des gouvernement municipaux permettent d'assurer que la plupart des constructions correspondent avec la disposition de l'urbanisme.

⁷⁰ Voir le document de l'arrondissement de Tianhe:穗天委 [2001] 07 号 et CVXDTV, 2006:319-328.

D'ailleurs, au moment de la faible présence du gouvernement dans le village de Yushatan, la création de l'école primaire du village de Yushatan a été étroitement liée aux organisations religieuses. En 1901, une école missionnaire a été établie dans le village de Yushatan par un ecclésiastique chrétien allemand. Elle est devenue une école publique en 1951. Ainsi, dans le domaine d'enseignement de l'école primaire, le village a reçu du soutien en provenance du gouvernement, de l'entreprise communautaire et de la société de la Croix-Rouge. Depuis 2001, plus de 98% des enfants d'âge scolaire peuvent aller à l'école primaire; 95% des élèves de l'école primaire peuvent être promus à l'école secondaire⁷¹(CVYDTVG, 2005: 3, 164-165).

Bien que chaque village naturel ait un clan important, aucun clan n'occupe plus de 20% de l'ensemble de la population du village administratif de Yushatan. Ainsi, le clan de famille se présente comme relativement faible au niveau de l'administration du village. L'activité et la sphère d'influence du clan sont généralement limitées à l'intérieur de douze villages naturels de Yushatan.

Tout comme dans le cas de Yushatan, les interventions des gouvernements municipaux ont favorisé les alliances et les partenariats publics/privés dans la coordination des activités dans le village. Ces interventions ont permis un partage des responsabilités et la répartition des tâches entre différents acteurs ainsi que la coopération et la coordination entre programmes et organisations connexes.

4.2.6 La participation citoyenne

Depuis les années 1980, l'application de la « commune populaire » a été remplacée par le « Système de responsabilités du contrat de ménage (notre traduction de : 家庭联产承包责任制) » en milieu rural en Chine. La rationalité et la légitimité des intérêts individuels des agriculteurs ont été reconfirmées. Ainsi, dans le cadre de réformes du système électoral chinois, l'initiative d'autonomie des villageois est mise en œuvre à travers le pays. La « Organic Law of the Villagers Committees of the People's Republic of China » a été révisée

⁷¹ La plus proche école secondaire est No. 89 Middle School of Guangzhou, située à 3 km de l'extérieur du village de Yushatan.

plusieurs fois avant son application⁷². L'initiative de la participation citoyenne des villageois apparaît selon quatre aspects: élection, prise de décision, gestion et supervision.

Le cas de Liede (degré de présence: fort)

En 1999, lorsque le gouvernement de l'arrondissement de Tianhe a voulu appliquer le « Programme de la rétractation du comité villageois et de la restructuration du système de village (撤村改制) » dans le village de Liede, tous les villageois de plus de 18 ans, ont participé au vote. Le résultat: 88,6% s'est opposé à la mise en œuvre de ce programme (RIVG 2012). On a attribué cet échec à l'échec d'établir des canaux de communication efficaces. En l'absence d'information claire, les villageois n'ont pas accordé leur confiance au fonctionnement du comité du village (Yan et al. 2004). Après les interventions du gouvernement de de l'arrondissement de Tianhe, un nouveau comité villageois a été directement élu par l'Assemblée générale des villageois. Par la suite, le comité a établi une série de mesures pour s'assurer que les divers processus de gestion sont transparents et justes. En 2002, les villageois ont consenti à ce que ce programme soit mis en œuvre dans le village (CVLDTV 2005).

Le village de Liede a adopté la voie du référendum pour la prise de décisions importantes dans le processus de reconstruction du village. La communauté villageoise participe réellement au processus de production et de réalisation du plan d'action, en mettant à profit les ressources de la communauté. D'abord, un plan d'actions est élaboré par les élites villageoises suite à des discussions avec les villageois. Ce plan d'action vise à répondre aux problèmes d'aménagement identifiés du territoire de Liede, ainsi qu'aux besoins de la communauté. Le plan d'action identifie les moyens et la stratégie d'action. Suite à la consultation publique, des corrections peuvent être apportées. Finalement, en assemblée générale, tous les représentants villageois (chaque ménage élit un représentant) ont approuvé le « Plan d'action de la transformation des vieux villages de Liede ». Le « Plan

⁷² Voir les documents du gouvernement central: 中华人民共和国主席令 [2010] 37号, 中华人民共和国主席令 [1998] 9号, 中华人民共和国村民委员会组织法 (试行) [1987]. Voir aussi le document du gouvernement provincial: 广东省第九届人民代表大会常务委员会公告 [2010] 132号.

d'indemnisation et de la réinstallation des villageois de Liede » de son côté a obtenu l'appui de 98,6% des représentants villageois⁷³.

Certains groupes culturels et de loisirs, par exemple l'équipe de Bateau dragon, l'équipe de Danse du lion et la Troupe de personnes âgées, etc. ont proposé des idées pour la modification des aires d'activités dans le futur.

Dans le village de Liede, le clan de famille Li regroupe 45,4% de la population du village. Le deuxième et troisième sièges des clans familiaux sont Liang (13,8%) et Lin (5,8%), ainsi que les autres familles regroupent 35% (CVLDTVG, 2005). Ces derniers sont relativement faibles au moment de donner leur avis. Cependant, le clan de famille Li ne peut pas toujours obtenir la confiance de tout le village. Cela conduit à l'élection triennale du comité villageois ou du conseil d'administration d'entreprise communautaire, avec comme résultat que les affaires publiques du village deviennent de plus en plus transparentes.

Les interventions dans le village de Liede favorisent donc la participation citoyenne pour développer un processus de décision démocratique et pour faire circuler l'information, ainsi que pour assurer la participation par la communauté de villageois. Ces interventions favorisent la responsabilisation et la défense des droits des individus et des groupes.

Le cas de Shipai (degré de présence: moyen)

Le « Programme de la rétractation du comité villageois et de la restructuration du système de village (撤村改制) » a démarré premièrement dans le village de Shipai en 1997, lorsque la « Organic Law of the Villagers Committees of the People's Republic of China (1998) » n'a pas encore été appliquée. Ainsi, ce programme dans le village de Shipai n'appliquait pas la formule des référendum des villageois (Lan, 2005). Cependant, les détails du plan d'action

⁷³ Voir Liede en ligne < <http://liede.cn/news/130.htm> >. Consulté le 8 mars 2011. Il y a quatre représentants qui ne sont pas d'accord avec ce plan. Par la voie juridique, ils introduiront une instance au tribunal. Finalement, ils ont été rejetés.

ont été discutés profondément au sein des clans familiaux, tous les commentaires ont été recueillis par les représentants des clans familiaux et sont retournés au Comité du Parti Communiste (党委会) pour améliorer les règlements. (CVSDTV, 2003).

Il y a 100 clans dans le village de Shipai. Trois clans occupent 75,6% de la population de ce village, parmi lesquels le clan de Chi qui regroupe 37,5% de la population, le clan de Dong 23,5% et le clan de Pan 14,6% (CVSDTV: 2003). Ces trois grands clans dominent les affaires publiques du village. Dans l'histoire du comité villageois ou le Sanjun Conglomérat (三骏企业集团公司), les membres de ces trois clans occupent la majorité des places dans le centre de la prise de décision: le Comité du Parti Communiste (党委会) et le Conseil d'administration (董事会). Cette situation s'infiltré dans les aspects de la vie sociale. Par exemple, pour la rénovation des lieux de clans, le soutien des fonds du comité ou du Sanjun Conglomérat (三骏企业集团公司) sont également équilibrés pour ces trois clans (CVSDTV, 2003).

Au niveau pratique, avant la fin des années 1990, les chefferies des clans familiaux étaient constituées des représentants membres. La notion de l'équilibre général entre les différents clans familiaux maintenait le fonctionnement des relations de pouvoir inhérentes du village. Le clan familial jouait un rôle important dans l'ordre social du village. La forme de participation citoyenne a évolué depuis les dernières dizaines d'années, les représentants des ménages deviennent de plus en plus communs dans la gestion et la mobilisation des affaires publiques. (Zheng, 2006).

Les interventions dans le village de Shipai tentent de favoriser la participation citoyenne, de développer un processus de décision démocratique et de faire circuler l'information. Ces interventions viseraient aussi à favoriser la responsabilisation et la défense des droits des individus et des groupes.

Le cas de Xintang (degré de présence: fort)

En 2010, 100% des représentants, qui assistent à l'assemblée des représentants villageois (chaque ménage élit un représentant), se mettent d'accord sur le besoin de transformation du village de Xintang. Par la suite, la planification de la nouvelle transformation du village de Xintang a été développée. Après des dizaines d'assemblées pour réviser et améliorer, le Plan de la démolition de logements dans le village de Xintang (新塘城中村旧村改造居民房屋拆迁补偿安置方案)⁷⁴ a été adopté par l'assemblée des villageois représentants. Au moment de la démolition, 91,6% des ménages avaient accepté le plan de compensation et de relocalisation. Ceux qui n'étaient pas d'accord avec ce plan désapprouvaient principalement la compensation offerte pour la constitution de l'aire commerciale. Le gouvernement local, quant à lui, a considéré que la compensation pour l'utilisation à des fins commerciales de terrains résidentiels ne pouvait toucher que le bâtiment résidentiel, conformément aux lois et règlements en vigueur. Cependant, les villageois ont demandé une indemnisation raisonnable pour l'utilisation du bâtiment à des fins commerciales (YCWB, 2010: en ligne). Ils sont en démarches légales pour protéger leurs propres intérêts⁷⁵.

En résumé, ici également les interventions ont favorisé la participation citoyenne. Ces interventions ont participé au développement d'un processus de décision démocratique, la responsabilisation et la défense des droits des individus et des groupes. D'ailleurs, la lutte des « femmes qui se marient avec les hommes en dehors de village (notre traduction de: 外嫁女) » pour le même droit de participer aux bénéfices d'entreprises communautaires (Wang 2010, en ligne)⁷⁶ favorise l'égalité des citoyens dans leur participation à la vie socio-économique.

Le cas de Yushatan (degré de présence: faible)

Avant 1994, l'« affaire publique de village » n'était pas beaucoup mise en application dans le village de Yushatan. Puisque les ressources financières des organisations du village étant limitées, le travail du comité du village se concentrait surtout à mettre en œuvre les « affaires

⁷⁴ Voir GZYW < <http://gzyw.com/meishi/yinshi/5754.html> >. Consulté le 8 mars 2011.

⁷⁵ Pour les procédures, voir « Règlement sur la gestion de démolition du logement urbain (城市房屋拆迁补偿管理条例) [2001] ». Article 16.

⁷⁶ Voir le cas de Xintang dans la section de 4.2.5, dans les pages 114-115.

publiques des gouvernements » des niveaux supérieurs. En lien avec nos observations des participants dans le village, cela a fait en sorte que les villageois n'avaient pas beaucoup d'enthousiasme pour la participation dans les affaires publiques du village. Les villageois s'intéressent à leurs propres affaires plutôt qu'aux affaires publiques. Ils considèrent qu'il est peu important de choisir quel candidat devient le chef du village, car, « la participation » a été dominée par une équipe de travail en provenance des gouvernements de niveaux « supérieurs ». Ainsi, les résultats des élections ne font pas beaucoup de sens pour les intérêts des villageois.

Depuis 1995, avec l'amélioration de la situation économique du village, les villageois ont commencé à se soucier des affaires publiques du village. Cependant, puisque le développement social-économique de Yushatan est relativement en retard par rapport aux autres villages, il existe un consensus de tous les villageois pour rattraper les villages avancés. Alors, la prise de décision se résume très souvent à reproduire des expériences réussies ailleurs. Selon nos observations, peu de villageois pensent à développer des projets uniques pour leur village.

Dans les élections du village de Yushatan de 2008 et 2011, les candidats de comité de quartier et de l'entreprise communautaire se sont soumis à l'inspection de l'organisation du parti et les résultats ont été publiés cinq jours avant les élections. Quant aux représentants des résidents/actionnaires, ils sont élus par les sous-comités/filiale d'entreprise communautaire⁷⁷.

Dans le cas du village de Yushatan, bien que les interventions ne visent pas à la participation citoyenne pour développer un processus d'élection démocratique, elles devront avoir un impact positif sur la participation aux décisions de son milieu d'appartenance et sur les circonstances favorables du travail d'équipe.

⁷⁷ Voir les nouvelles du gouvernement d'arrondissement de Tianhe : < http://fenghuang.thnet.gov.cn/v2006/fhdt/dqdt/201104/t20110402_407358.htm > et < http://fenghuang.thnet.gov.cn/v2006/fhdt/dqdt/200806/t20080602_238679.htm >. En ligne. Consulté le 7, décembre 2011.

4.2.7 La présence des composantes de l'approche de DÉC: résumé

Tableau 4.7 Degré de présence des six composantes de l'approche de DÉC

Composantes	Degré	Ajustement structurel des entreprises	Employabilité	Création d'entreprises et d'emplois	Revitalisation urbaine	Alliances et partenariats	Participation citoyenne
Liede	Fort	X			X	X	X
	Moyen		X	X			
	Faible						
	Nul						
Shipai	Fort	X					
	Moyen		X	X	X	X	X
	Faible						
	Nul						
Xintang	Fort		X		X	X	X
	Moyen	X		X			
	Faible						
	Nul						
Yushatan	Fort					X	
	Moyen	X	X	X	X		
	Faible						X
	Nul						

L'étude du DÉC dans les quatre villages illustre la mutation des villes chinoises comme Guangzhou, en ce qui a trait aux modes de planification des politiques socio-économiques et urbaines. Dans le cadre de la réforme en Chine, les autorités locales impulsent un

renouvellement dans l'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires et dans la revitalisation urbaine, affirment leur présence dans l'amélioration de l'employabilité individuelle, la création d'entreprises et d'emplois, les alliances et les partenariats ainsi que la participation citoyenne. Malgré des différences dans les stratégies d'intervention dans les « villages dans la ville », on peut dire que les problèmes rencontrés dans les communautés de villageois natifs sont la conséquence des mutations socio-économiques, politiques et urbaines, de la ville et de l'État. Les effets de ces transformations sont semblables d'un village à l'autre. Certes les effets dépendent des sites et des manifestations des problématiques urbaines, différentes compte tenu des caractéristiques socio-économiques, politiques et urbaines, mais surtout, c'est une différence de degré de présence et non de nature. Le tableau 4.7 résume le degré de présence de six composantes de DÉC dans les villages étudiés. Cette figure, de façon synthétique, permet de présenter brièvement les similitudes et les différences entre chaque cas étudié.

Les interventions d'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires sont étroitement liées à la prospérité des activités commerciales des villages ciblés. Elles ont une présence forte dans le village de Shipai et de Liede, où les interventions favorisent le développement du secteur tertiaire et la viabilité financière des entreprises, ainsi que leur rentabilité financière. Les interventions d'ajustement structurel présentent au niveau moyen dans le village de Xintang et Yushatan, où la capacité à mener à bien la création d'entreprises est en augmentation.

Dans un contexte d'application du régime dual urbain-rural, l'accessibilité à l'éducation et aux droits sociaux pour les individus provenant des milieux ruraux est relativement difficile par rapport aux citoyens. Pour corriger cette situation, les interventions d'assistance destinées à la population peu ou pas qualifiée sont en augmentation, ce qui favorise l'amélioration des compétences individuelles et permet de franchir l'obstacle principal du maintien des emplois individuels pour les villages ciblés. C'est le cas particulièrement dans le village de Xintang, où les projets mis en place ont obtenus des résultats positifs. Il est vrai que ce village profite

de l'existence de la ferme d'État qui applique efficacement des interventions d'assistance pour l'employabilité individuelle comme dans le milieu urbain.

La croissance de la ville conduit à la diminution de la superficie des terres cultivables et à l'emploi agricole local. Les interventions visant la création d'entreprises et d'emplois ont des impacts positifs. Ces interventions visent le développement d'un processus pratique d'enregistrement des entreprises, ainsi que la fiscalité et le soutien financier à l'investissement local. Ces interventions favorisent aussi le développement de l'emploi dans la localité, particulièrement dans le village de Xintang, où le développement de l'industrie à forte intensité de main-d'œuvre a favorisé la concentration de la main-d'œuvre.

Les interventions de revitalisation urbaine s'inscrivent dans la planification urbaine de la ville. Leur présence est forte dans les villages de Liede et Xintang, où ont réussi à attirer un grand nombre d'investissements, par les changements au zonage et grâce à l'accessibilité aux services publics, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de l'air, de l'eau et du sol. Bien que le programme de revitalisation urbaine se réalise lentement dans le village de Shipai, les projets qui ont eu lieu à ce jour visent les mêmes objets et objectifs : changement de zonage, amélioration de la qualité de l'air et l'éclairage. Les interventions de revitalisation urbaine sont moyennement présentes dans le village de Yushatan, et visent principalement à la remise à l'état initial des terrains dégradés et des sols contaminés suite à la croissance urbaine et la formation du « village dans la ville ».

En ce qui a trait à la dimension alliances et partenariats, sous un régime « socialiste avec des caractéristiques chinoises », la branche du Parti Communiste de la Chine a joué et joue toujours un rôle de leader dans la direction des activités de DÉC. D'ailleurs, les organisations économiques coopératives et les clans familiaux, ainsi que les organisations de loisirs, ont commencé à s'impliquer dans les affaires publiques des villages ciblés.

Les interventions touchant à la participation citoyenne sont fortement présentes dans les

villages de Liede et Xintang, où les besoins en espace pour la revitalisation passe par la démolition de logements, ce qui touche tous les villageois. Ces interventions font la promotion de la participation citoyenne à la vie économique et démocratique du village. Ces mêmes types d'activités ont cours dans les villages de Shipai, mais dans une moindre mesure. Pour le village de Yushatan, la population s'engage peu dans ce types d'activités.

CONCLUSION ET CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

5.1 Le retour sur la démarche

Le DÉC, en tant qu'approche stratégique d'intervention socio-économique auprès des communautés, a été choisi comme objet de ce travail de recherche. Les composantes clés en matière de DÉC nous semblent une grille pertinente d'analyse des différentes initiatives de développement dans les « villages dans la ville » en Chine, particulièrement les villages ciblés. La question générale de la recherche visait donc à déterminer dans quelle mesure ces six composantes clés de DÉC se retrouvent dans les interventions visant au développement dans les « villages dans la ville ».

5.2 Les conclusions et les considérations générales

Les résultats de cette recherche permettent de croire en la présence des différentes composantes ou dimensions du DÉC dans un contexte de transition de villages s'intégrant véritablement dans la ville en Chine. En réponse à la question générale de ce travail, nous avons retrouvé des programmes progressifs d'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires, des projets d'amélioration de l'employabilité des villageois, des activités de création d'opportunités pour des affaires et des emplois, des programmes de revitalisation urbaine, des alliances et des partenariats, ainsi que les initiatives de participation citoyenne des villageois, dont les caractéristiques s'apparentent au DÉC. Nous pouvons donc en conclure que les pratiques de DÉC dans les « villages dans la ville » en Chine s'apparentent aux approches théoriques de DÉC. Elles se concentrent sur les six dimensions suivantes qui sont pertinentes dans les villages ciblés:

- (1) Le plan d'ajustement structurel des entreprises collectives communautaires vise à la meilleure intégration du village dans la ville. Les interventions pour réaligner les

villages aux structures, définitions et valeurs de la société urbaine, assure les communautés villageois natifs prennent une forme de développement collective. Les entreprises communautaires, dont les actions sont détenues par les actionnaires villageois, ont contribué fortement aux efforts pour faire disparaître de clivage urbain-rural en territoire urbain. Elles assurent le bien-être de tous les villageois natifs et dans lesquels ces derniers peuvent participer aux décisions qui les concernent. En fait, ce travail de recherche permet de croire que l'entreprise communautaire, son capital et cet entrepreneuriat peuvent servir à l'intégration de l'économie communautaire dans le marché dont l'économie sera fondée sur la réciprocité et la solidarité et où les problèmes de déclin de l'économie rurale ne seront plus un obstacle insurmontable. Néanmoins, nous avons remarqué aussi, pendant la période de l'ajustement, que l'entreprise communautaire prend encore des missions de l'ancien comité villageois qui a changé. Certes, l'engagement des entreprises communautaires a renforcé les communautés villageoises en encourageant l'éclosion de programmes locaux; cependant, à notre avis, puisque l'entreprise communautaire porte le fardeau des dépenses publiques de la communauté, à long terme, cela peut affaiblir son niveau de compétitivité. La survie de l'entreprise sera interrogée, en particulier lorsque son activité principale, l'immobilier, entre dans un cycle de ralentissement. C'est-à-dit, lorsqu'on emprunte la voie du DÉC dans les « villages dans la ville » en Chine, un essentiel équilibre des dépenses publiques entre les gouvernements et les communautés collectives apparaît.

- (2) Sur le plan de l'employabilité individuelle, nous avons constaté que cet aspect est bien présent dans certaines initiatives de DÉC. Les programmes de développement de l'employabilité et de formation professionnelle visent à l'amélioration des compétences personnelles. Cependant, les programmes ont peu touché les villageois qui ont plus de 40 ans.
- (3) L'intervention sociale sur le plan de la création d'entreprises et d'emplois semble déjà faire partie des pratiques de plusieurs initiatives de DÉC. Diverses petites entreprises y sont établies, lesquelles fournissent des centaines d'emplois. Cependant, ces résultats sont nettement insuffisants en regard des besoins. Nous avons aussi remarqué que le succès du développement du village réside dans le fait qu'il a

renforcé les richesses de la propriété collective plutôt que d'augmenter le nombre d'emplois pour les villageois.

- (4) Le plan de la revitalisation urbaine fait figure de stratégie de DÉC dans sa manière de concevoir le développement, ce qui se traduit par l'amélioration de l'environnement urbain, par l'adoption d'une nouvelle approche entrepreneuriale et par l'élargissement des formes de capital à exploiter. Le cas de Liede est une situation unique: sa localisation se trouve dans le nouveau centre-ville de Guangzhou. Sa valeur foncière est assez élevée pour soutenir la rentabilité de l'entreprise participante. Néanmoins, les généralisations liant le DÉC peuvent s'avérer trompeuses si elles n'incluent pas de nuances sur la localisation de « villages dans la ville ». Le cas de Xintang montre une situation discutable: si le gouvernement de la ville s'engage comme un promoteur immobilier dans les activités de renouvellement urbain, pourrait-il influencer l'équilibre du marché immobilier?
- (5) Sur le plan des alliances et partenariats du DÉC, l'analyse et l'interprétation des données ont permis de constater une tendance à la décentralisation du pouvoir d'État. Elle contribuerait au développement d'un sentiment d'appartenance à la communauté. Des initiatives en services publics emprunteraient cette voie, soit favoriser les changements structurels préconisés pour la reconstruction des « villages dans la ville », ce qui rendrait fructueux les efforts collectifs et individuels de la communauté. Nous trouvons que les mécanismes de coordination dans le cas de Liede sont tout à fait appropriés.
- (6) Sur le plan de la participation citoyenne, l'initiative de l'auto-gouvernance de villageois favorise le DÉC dans les sociétés des « villages dans la ville ». L'entreprise communautaire joue un rôle important dans cette participation. Puisque tous les villageois natifs sont des actionnaires de l'entreprise communautaire, l'assemblée générale de cette dernière devient à la fois le relais sur le plan de la démarche de intervention et pour développer divers projets dans leur milieu avec, régulièrement, une concertation sous la forme d'une assemblée délibérative. Cette assemblée mobilise les anciens villageois natifs à la fois sur des projets et sur la validation des orientations et assure un leadership dans leur milieu. Nous avons

constaté aussi que la propagation progressive de la participation citoyenne favorise l'implication du citoyen dans les processus décisionnels pendant la transition de villages s'intégrant véritablement dans la ville. Cependant, dans une communauté patriarcale rurale, puisque l'homme joue habituellement un rôle de représentant de ménage, les opinions de la femme ont très souvent été négligées. C'est la réalité, cachée par un taux élevé de participation, que nous devons affronter.

En bref, le DÉC semble s'avérer une orientation stratégique avantageuse pour les intervenants qui cherchent à enrayer le déclin d'économie agraire et à démarrer une régénération pour le « village dans la ville ». Nous acceptons que le DÉC des « villages dans la ville » en Chine fût relativement réussi. C'est, en effet, dans les cas de Liede, de Shipai, de Xintang et de Yushatan, sur leurs plans qui se sont réalisés, que l'apport du DÉC dans sa revitalisation apparaît de plus en plus prometteur. La contribution sociale et économique des organismes et programmes villageois a constitué une part appréciable de l'ensemble. En général, le DÉC des villages dans la ville » a permis: (1) d'accentuer pour la communauté de villageois natifs, le renforcement des capacités des entreprises communautaires et des individus; (2) de coordonner des stratégies d'acteurs des gouvernements municipaux ainsi que des organisations locales et des entreprises engagées; (3) d'innover collectivement.

Enfin, les projets de DÉC des villages ciblés soulignent la nécessité d'examen de continuité de la pertinence des réalisations des projets, et ce afin d'améliorer les mécanismes de développement, ainsi que la conception et la stratégie d'approche de DÉC, appliquées sur les « villages dans la ville » en Chine à venir.

5.3 Les apports de la recherche

Dans notre recherche, nous faisons un effort de synthèse en trois langues. Les recherches sur les « villages dans la ville » sont faites en français, en anglais et en chinois. Dans ce mémoire, c'est nous qui réalisons la traduction en français pour les références d'études en chinois, dans

les cas où leur traduction anglaise n'est pas disponible à l'intérieur de la documentation chinoise.

Cette recherche a proposé une étude de cas multiples de « villages dans la ville » localisés dans la ville de Guangzhou en Chine. L'approche adoptée a reposé sur une démarche qualitative et des outils qui incluent l'analyse documentaire. Cette recherche est orientée vers la perception des interventions de DÉC de « villages dans la ville ». Elle met l'accent sur les mécanismes de développement et les dynamiques d'approche de DÉC, dans un contexte de la société chinoise en réforme depuis 1978, dont les changements politiques et sociaux sont importants et très différents des changements observés dans la société occidentale. Par ce caractère unique et exceptionnel de transformation des pratiques de DÉC dans les « villages dans la ville », ce mémoire contribuera à une meilleure compréhension scientifique de l'urbanisation chinoise contemporaine, dont les transformations sont intenses, rapides et parfois exceptionnelles. L'effet principal de ce mémoire est de démontrer que l'approche de DÉC de « villages dans la ville » en Chine est mise en œuvre évolutivement.

En somme, notre étude a constitué d'abord, une contribution originale et importante par l'exploration en détail des mécanismes de développement et des dynamiques de DÉC dans les « villages dans la ville » en Chine. Ensuite, le présent travail, enrichi par des séjours dans chacun des quatre villages ciblés, a permis de broser un portrait en arrière-plan des communautés villageois natifs de ces villages, illustrant peut-être la complexité socio-économique des villages, parmi les 138 villages indigènes à la ville de Guangzhou seul. C'est la deuxième contribution dans le contexte des débats actuels sur l'avenir des « villages dans la ville » en Chine. En fin, nous avons dégagé des travaux sur la notion d'ajustement structurel des entreprises communautaires, leur équivalent dans les pratiques chinoises de DÉC. Cela donne une meilleure connaissance, qui pourrait contribuer à l'enrichissement des stratégies de DÉC. Plus largement, la Chine est à l'évidence un laboratoire formidable, pour l'analyse des problèmes du monde contemporain. En faisant le passage du monde rural à celui d'urbain, notre recherche rénove la vision tant de la Chine que de notre planète.

5.4 Les limites de l'étude

Nous avons été confrontés à des difficultés à l'accès et à la consultation des données pendant la réalisation de cette recherche. Premièrement, le temps pour les documents « rendus publics conformément à la loi (依法公开) » est limité. Par exemple, pour les « Plans de réglementation en détail du village », il y a seulement un mois pour la consultation publique. Deuxièmement, les documents « rendus publics sur demande (依申请公开) » ne s'appliquent pas normalement à une organisation étrangère. Enfin, puisque les recensements des « villages dans la ville » à Guangzhou ont été annulés en raison de leurs annexions dans les quartiers urbains vers 2003, les données statistiques concernent normalement la période avant 2005. Les projets évoluent très rapidement sur l'ensemble des facteurs identifiés en regard de l'approche de DÉC. Probablement que plusieurs éléments d'analyse devront être mis à jour.

En raison de contraintes de temps, nous avons eu accès à quatre cas, qui ont présenté une variété de conditions des « villages dans la ville » de Guangzhou. Certes, le nombre de sujets d'enquête est insuffisant pour une généralisation à la Chine entière, mais c'est un bon commencement pour entreprendre une étude urbaine sur le phénomène des « villages dans la ville » dans un contexte spécifique chinois.

5.5 La piste de réflexion

Nous avons constaté que pendant la démarche du projet de rénovation urbaine, la population mobile (les travailleurs migrants) est exclue. Les interventions en DÉC pourraient ne pas atteindre leurs objectifs en excluant cette part non négligeable de la population résidente. Comment insérer cette population dans le DÉC de la ville de Guangzhou demeure un mystère: ce travail de recherche n'a pas pu répondre à cette interrogation, ce qui devient une autre piste de recherche pour le futur.

5.6 Le mot de la fin

Pour réussir les développements économiques d'un quartier comme un « village dans la ville » en Chine, il faut souligner l'innovation du « système de propriété collective » et l'aménagement du territoire, ainsi que l'amélioration de la condition sociale des villageois et la recherche d'équilibre entre les diverses catégories de rentabilité socio-économique.

Au terme de ce mémoire, puissent notre observation et notre conclusion enrichir les réflexions du public afin que tous les « villages dans la ville » atteignent la pérennité de leurs stratégies de développement communautaire et s'inscrivent harmonieusement dans les villes chinoises contemporaines.

ANNEXE A

Carte du village de Liede



Source: substantiellement modifié de CVLDTV (2005: III)

ANNEXE B

Carte du village de Shipai



Source: substantiellement modifié de CVSDTVG (2003: X).

ANNEXE C

Carte du village de Xintang



Source: substantiellement modifié de CVXDVTG (2006: X).

ANNEXE D

Carte du village de Yushatan



Source: substantiellement modifié de CVYDTVG (2005: III).

ANNEXE E

Bases de données

Bases de données	Thèmes ou spécificité
BAnQ	Urbain, sociale, économique, politique, archives
CAIRN	Étude sociale
CRDI	Pauvreté urbaine et environnement
CECMC	Histoire, économie, société et politique
CEFC	Politique, économie, société et culture
China Agricultural and Economic Data	Statistique rurale chinoise
China National Bureau of Statistics	Statistique de la société chinoise
Données du Fonds monétaire international	Économique
Google scholar	Société, économique, politique
IGCS	Politique, économie, société et culture
Urbadoc	Étude urbaine
Urban Studies Abstracts (EBSCO)	Étude urbaine
UNdata	Statistiques socio-économique
UPLA (阿普拉)	Étude urbaine et planification urbaine
WIKIPEIDA	Définition
Virtuose	Société, économique, politique et archives
VRM	Ville et urbanisation
World Bank WDI Database	Statistiques socio-économique
ZCOM 电子杂志	Village dans la ville
国研网	Société, économique et politique
经济观察网(Economic Observer)	Économique
Law Databases (法规数据库群)	Dispositions des lois

Bases de données (suite)

Bases de données	Thèmes ou spécificité
三农中国	Société et politique rurale
WANFANG DATA (万方数据)	Société, économique, politique et archives
社会学人类学中国网	Sociologie et anthropologie
新华网	Politique et culture
中国农村研究网 (Chinese rural studies)	Société rurale
中国社会观察网(Lookinto.CN)	Société
中国人口信息网 (CPDRC)	Population et migrant
中国网	Institutions, économie, culture et religions
中国知网(CNKI)	Société, économique, politique et archives

ANNEXE F

Grille d'analyse et relevés de terrain

Nom du village: _____ et nom de l'examineur: _____

Date d'examen: _____ et le temps de durée: ___ h ___ mm- ___ h ___ mm

Conditions météorologiques : _____

I. Les traits économiques:	Oui	Non	Observation
1.1 Aliments : épicerie, restaurants			
1.2 Boutiques de vêtements			
1.3 Boutiques de meubles			
1.4 Boutiques d'appareils électroniques et électroménagers			
1.5 Marchés des produits agricoles			
1.6 Centre d'achats			
1.7 Banques			
1.8 Hôtels			
1.9 Garage			
1.10 Services supérieurs: l'avocat et le commissionnaire de logement à louer etc.			
Commentaires:			

Guide d'analyse et relevés de terrain (suite)

2. Les traits démographiques:	Oui	Non	Observation
2.1 Population hétérogène			
2.2 Population densité élevée (par rapport avec les quartiers voisins)			
2.3 Familles monoparentales			
2.4 Ménages petits: moins que 4 personnes			
2.5 Femmes qui se marient avec l'homme en dehors de village (外嫁女)			
2.6 Analphabètes : ne pas capable de lire le panneau du nom de la rue			
2.7 Population en majorité qui fréquente la place du village: <input type="checkbox"/> Enfants /adolescent(e)s			
<input type="checkbox"/> Personnes âgées			
<input type="checkbox"/> Femmes			
<input type="checkbox"/> Hommes			
Commentaires:			

3. Les traits sociaux:	Oui	Non	Observation
3.1 Loisirs : espaces naturels et équipements extérieurs à usage social			
3.2 Services de récréation : cinémas aréas, piscines, bibliothèques et centres communautaires			
3.3 Frontières artificielles : Gated Communities			
3.4 Diversité de restaurants et de magasins spécialisés			
3.5 Identité de la population: native / migrante			
3.6 Interaction entre les groupes natifs / migrants			
3.7 Apprentissage de mandarin			
3.8 Sentiment d'unité et réussite collective			
3.9 Ambiance de coopération			
3.10 Relations de la population durables			
Commentaires:			

Guide d'analyse et relevés de terrain (suite)

4. Les traits d'environnement urbain:	Oui	Non	Observation
4.1 Services d'eau potable			
4.2 Services d'électricité et d'énergie			
4.3 Services de la collecte des ordures ménagères			
4.4 Infrastructures d'éteindre incendies : bouches d'incendies			
4.5 Éclairage adéquat			
4.6 Nuisances visuelles : lignes électriques, égout n'est pas fermé et graffiti, etc.			
4.7 Sites ou courant d'eau pollués			
4.8 Rues pour véhicules			
4.9 Pistes cyclables et trottoirs adaptés pour mobilité réduite			
4.10 Transport en commun à distance de marche: métro, autobus			
Commentaires:			

5. Les traits institutionnels:	Oui	Non	Observation
5.1 Comités citadines/ agricoles			
5.2 Institutions éducatives : garderies, écoles, collèges et universités			
5.3 Soins et équipements médicaux : pharmacie, clinique médicale, hôpital			
5.4 Maisons de soins infirmiers pour la personne âgée			
5.5 Poses d'incendie			
5.6 Poses de police			
5.7 Bureaux de poste			
5.8 Postes de recette			
5.9 Institutions religieuses			
5.10 Lieux du clan			
Commentaires:			

Guide d'analyse et relevés de terrain (suite)

6. Les traits culturels:	Oui	Non	Observation
6.1 Productions culturelles			
6.2 Activités et spectacles culturels			
6.3 Artisanat et arts de diverses cultures			
6.4 Musées, galeries d'art			
6.5 Services d'édition et de publication			
6.6 Services de communication : Internet, radio, télévision, journaux, revues			
6.7 Préservation de la culture			
6.8 Conservation de patrimoine			
6.9 Conservation des caractéristiques linguistiques			
6.10 Conflits entre groupes culturels			
Commentaires:			

ANNEXE G

Guide d'évaluation de DÉC

Nom du village: _____

Nom de l'examineur: _____

Date d'examiner: _____

Axe	Nul	Faible	Moyen	Fort
1. L'ajustement structurel des entreprises collectives communautaire				
1.1 Assurer l'adéquation d'une entité économique avec la quantification de la propriété				
1.2 Assurer la rentabilité financière d'entreprise				
1.3 Favoriser la rentabilité relative, comparée à sa situation ancienne				
1.4 Favoriser la viabilité financière d'entreprise				
1.5 Améliorer la capacité à mener à bien l'exécution d'entreprise				
1.6 Favoriser le drainage d'investissement				
1.7 Favoriser la création d'emploi local				
1.8 Favoriser le développement de secteur secondaire et tertiaire				
1.9 Favoriser le développement humain et les progrès technologiques				
1.10 Favoriser la durabilité de l'entité de village				
Évaluation globale:				
2. L'employabilité				
2.1 Développer les politiques d'assistance, destinées aux inemployables				
2.2 Développer les ressources appropriées à différentes situations personnelles				
2.3 Identifier les moyens qui permettront de franchir les obstacles au maintien de l'emploi individuel				
2.4 Fournir aux individus l'évaluation et l'établissement du profil employabilité				
2.5 Favoriser l'élaboration d'un plan d'intervention individualisé				
2.6 Favoriser l'amélioration de la compétence individuelle				
2.7 Favoriser l'utilisation du maximum de potentiel individuel				
2.8 Favoriser la construction de la responsabilité individuelle				
2.9 Contribuer à la construction des choix individuels				
2.10 Favoriser l'accès à des droits sociaux				
Évaluation globale:				

Guide d'évaluation de DÉC (suite)

Axe	Nul	Faible	Moyen	Fort
3. La création d'entreprises et d'emplois				
3.1 Développer un processus pratique d'enregistrer une entreprise sur terrain				
3.2 Offrir l'espace de commerce abordable				
3.3 Offrir le soutien financier				
3.4 Favoriser la fiscalité vers l'investissement sur terrain				
3.5 Favoriser le développement de mesures de sécurité économiques				
3.6 Favoriser la concentration de main-d'œuvre				
3.7 Améliorer les conditions de travail des employés				
3.8 Offrir un processus de formation continue qualifiante en emploi				
3.9 Développer l'emploi dans la localité				
3.10 Favoriser la création ou le maintien d'emplois durables				
Évaluation globale:				
4. La revitalisation urbaine				
4.1 Assurer l'utilisation du sol en pertinence				
4.2 Assurer une meilleure qualité d'air, d'eau et de sol				
4.3 Assurer l'accessibilité aux services publics				
4.4 Éviter des sites endommagés ou contaminés				
4.5 Favoriser l'économie d'énergie				
4.6 Éduquer à l'environnement				
4.7 Maintenir et conserver les sites naturels				
4.8 Éviter les prélèvements de flore indigène ou l'introduction d'espèces nuisibles				
4.9 Favoriser le recyclage de biens ou d'équipements				
4.10 Favoriser le développement durable				
Évaluation globale:				
5. Les alliances et les partenariats				
5.1 Promouvoir le partage des responsabilités et la répartition des tâches				
5.2 Assurer la coordination interne sur les activités liées au village				
5.3 Favoriser l'arrive à la prévisibilité et à la compréhension commune				
5.4 Maximiser les avantages mutuels				
5.5 Améliorer la distribution et la diffusion des informations				
5.6 Établir des partenariats avec des organisations à vocation similaire				
5.7 Favorise la coopération de différente spécialité				
5.8 Éviter le chevauchement inutile d'activités				
5.9 Améliorer des capacités de village				
5.10 Faciliter la coopération et la coordination entre programmes et organisations connexes				
Évaluation globale:				

Guide d'évaluation de DÉC (suite)

Axe	Nul	Faible	Moyen	Fort
6. La participation citoyenne				
6.1 Développer un processus de décision démocratique				
6.2 Échapper à la discrimination (sur une base sexiste, économique, raciale ou autre)				
6.3 Favoriser le travail d'équipe				
6.4 Participer aux décisions de son milieu d'appartenance				
6.5 Faire circuler l'information				
6.6 Assurer la participation par le comité de village				
6.7 Promouvoir l'éducation à la démocratie				
6.8 Promouvoir l'accès à la démocratie économique				
6.9 Favoriser la responsabilisation et la défense des droits des personnes et des groupes				
6.10 Favoriser l'égalité des citoyens par leur participation à la vie socio-économique				
Évaluation globale:				
<p>Note :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Nul : Le projet ne vise pas à s'attaquer à cette problématique mais ne devrait pas avoir de conséquences néfastes sur cette problématique. 2. Faible : Le projet ne vise pas cette problématique mais devrait avoir un impact positif sur cette problématique. 3. Moyen : Le projet veut s'attaquer à cette problématique. 4. Fort : Le projet s'attaque à cette problématique de façon particulière et vise un résultat positif marquant pour cela. 				
<p>Commentaires:</p>				

ANNEXE H

Chronologie chinoise

Dynasties		Période	
Xia		2205 avant J.C. -1766 avant J.C.	
Shang		1766 avant J.C. -1122 avant J.C.	
Zhou	Zhou de l'Ouest	1122 avant J.C. -770 avant J.C.	
	Zhou de l'Est	770 avant J.C. -256 avant J.C.	
	Période des Printemps et des Automnes	770 avant J.C. -476 avant J.C.	
	Royaume des Combattants	475 avant J.C. -221 avant J.C.	
Qin		221 avant J.C. -207 avant J.C.	
Han	Han de l'Ouest	206 avant J.C. - 24	
	Han de l'Est	25-220	
Période des Trois Royaumes	Wei	220-265	
	Shu	221-263	
	Wu	222-280	
Jin	Jin de l'Ouest	265-316	
	Jin de l'Est	317-420	
Dynasties du Sud et du Nord	Dynasties du Sud	Song	420-479
		Qi	479-502
		Liang	502-557
		Chen	557-589
	Dynasties de Nord	Wei de Nord	386-534
		Wei de l'Est	534-550
		Qi du Nord	550-577
		Wei de l'Ouest	535-556
		Zhou du Nord	557-580
Sui		581-618	
Tang		618-907	
Période des Cinq Dynasties	Dernier Liang	907-923	
	Dernier Tang	923-936	
	Dernier Jin	936-947	
	Dernier Han	947-950	
	Dernier Zhou	951-960	

Chronologie chinoise (suite)

Dynasties		Période
Song	Song du Nord	960-1127
	Song du Sud	1127-1280
Liao		916-1125
Jin		1115-1234
Yuan		1271-1368
Ming		1368-1644
Qing		1644-1912
Chine nationaliste		1911- 1949
République populaire de Chine		1949-

Source : substantiellement modifié de « China voyages ». En ligne. <
<http://www.voyageschine.com/guidede voyage/culture/chronologie-chinoise.htm> >. Consulté le 7, décembre 2011.

ANNEXE I

Figure de taux de change entre Dollar américain et Renminbi (1957-2011)



Source: *The Wall Street Journal* citc FactSet. en ligne. <
<http://chinese.wsj.com/gb/20111104/mkb122051.asp?source=UpFeature> >. Consulté le 7, décembre 2011.

BIBLIOGRAPHIE

- AN, Zhenyuan (安贞元). 2003. « Étude de mouvement de la commune populaire (notre traduction de: 人民公社化运动研究) ». Beijing, Centre Party Literature Press (中央文献出版社), 319 p.
- AZOULAY, Gérard. 2002. « Les théories du développement, Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités ». Presses Universitaires de Rennes, 340 p.
- BAIROCH, Paul. 1997. « Victoires et déboires III, Histoire économique et sociale du monde du 16^e siècle à nos jours ». Gallimard, Paris. 111 lp.
- BALAND, Jean-Marie et Patrick FRANCOIS. 2000. « Rent-seeking and Resource Booms ». *Journal of Development Economics*, pp.527-542. En ligne. < http://www.sciencedirect.com/science?_ob=MIimg&_imagekey=B6VBV-3YYTFBM-9-T&_cdi=5936&_user=1072191&_pii=S0304387800000675&_origin=&_coverDate=04%2F30%2F2000&_sk=999389997&view=c&wchp=dGLzVlb-zSkzk&md5=20eada1584edc8106c0b4e5078e268f9&ie=/sdarticle.pdf >. Consulté le 7, décembre 2011.
- Banque Mondiale. 2002. « Création d'entreprise ». En ligne. < <http://français.doingbusiness.org/methodology/starting-a-business>>. Consulté le 7, décembre 2011.
- BÉJOT, Gisèle. 2007. « La croissance économique et le développement ». France, Educagri Editions. 112p.
- BOEKE, J.H. 1953. « Economics and Economic Policy of Dual Societies as Exemplified by Indonesia ». New York, Institute of Pacific Relations, 324 p.
- BOGDAN, R. et TAYLOR, S.J. 1975. « Introduction to Qualitative Research Methods: A Phenomenological Approach to the Social Sciences ». John Wiley & Sons, New York, 266 p.
- BOOTHROYD, Peter et H. Craig DAVIS. 1993. « Community Economic Development: Three Approaches ». *Journal of Planning Education and Research*, vol. 12, pp. 230-240.

- BRADSHAW, York et Michael WALLANCE. 1991. « Informing Generality and Explaining Uniqueness: The Place of Case Studies in Comparative Research ». *International Journal of Comparative Sociology*, vol. 32, no 1-2, p. 154-171.
- BRENNAN, Geoffrey et James M. BUCHANAN. 2006. « The Power to Tax: Analytical Foundations of a Fiscal Constitution ». New York, Cambridge University Press. 233p.
- Bureau du territoire et du logement de la ville de Guangzhou (BTLVG). 2010. « Les politiques du terrain conservé pour le développement économique du village (notre traduction de: 村经济发展留用地有关政策) ». En ligne. < http://www.thnet.gov.cn/xxgk/TH71/201009/t20100916_4560.html >. Consulté le 7, décembre 2011.
- Bureau statistique de la ville de Guangzhou(BSVG). 2001. « Communiqué statistique du développement économique et social de Guangzhou en 2000 (notre traduction de: 2000年广州市国民经济和社会发展统计公报) ». En ligne. < http://www.gzstats.gov.cn/tjgb/qstjgb/200903/t20090325_8923.htm >. Consulté le 7, décembre 2011.
- Bureau statistique de la ville de Guangzhou(BSVG). 2002. « Communiqué statistique du développement économique et social de Guangzhou en 2001 (notre traduction de: 2001年广州市国民经济和社会发展统计公报) ». En ligne. < http://www.gzstats.gov.cn/tjgb/qstjgb/200903/t20090325_8922.htm >. Consulté le 7, décembre 2011.
- Bureau statistique de la ville de Guangzhou(BSVG). 2011. « Annuaire de statistique 2010 (notre traduction de: 统计年鉴 2010) ». En ligne. < <http://data.gzstats.gov.cn/gzStat1/chaxun/njsj.jsp> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- Bureau statistique de la ville de Guangzhou(BSVG). 2011a. « Figures majeures de la 6^e population du recensement de la ville de Guangzhou en 2010 (notre traduction de: 广州市 2010 年第六次全国人口普查主要数据公报) ». En ligne. < http://www.gzstats.gov.cn/tjgb/glpcgb/201105/t20110517_25227.htm >. Consulté le 7, décembre 2011.
- CHAN, Kam Wing. 1994. « Urbanization and Rural-Urban Migration in China since 1982: A New Baseline ». *Modern China*, vol. 20, no 3, pp. 243-281. En ligne. < <http://www.jstor.org/stable/189200> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- CHASKIN, Robert J, Prudence BROWN, Sidjor VENKATESH et Avis VIDAL. 2001. « Building Community Capacity ». Hathorne, NY, Aldine Gruyter. 268p.
- CHECKOWAY, Barry. 1995. « Six strategies of community change ». *Community Development Journal*. vol. 30, no.1, pp. 2-20.

- CHEN, Ruilian. (陈瑞连). 2008. « Break Through the Urban-rural Dual Structure: A Case Study of Guangdong (破解城乡二元结构: 基于广东的实证分析) ». Chine, Social Sciences Academic Press (社会科学文献出版社), 419 p.
- CHEN, Xun (陈勋). 2004. « Évolution de l'espace public de la culture du clan (notre traduction de: 村落家族文化公共空间的嬗变) ». Chine, *Economic and Social Development* (经济与社会发展), vol. 2, no. 3, pp.132-134.
- CHRISTENSON, James A. et Jerry W. ROBINSON. 1981. « In Search of Community Development » dans Ibid (éds), dans *Community Development in America*. Ames.Lowa, State University Press, pp.3-17.
- Comité du village de Liede du district de Tianhe à la ville de Guangzhou (CVLDTV) (dir.). (notre traduction de: 广州市天河区猎德村委会). 2005. « L'histoire de Liede (notre traduction de: 猎德村志) ». Guangzhou, Imprimerie du bureau de ferme d'État de Guangdong (notre traduction de: 广东省农垦总局印刷厂), 410p.
- Comité du village de Shipai du district de Tianhe à la ville de Guangzhou (CVSDTV) (dir.). (notre traduction de: 广州市天河区石牌村民委员会编). 2003. « L'histoire de Shipai (notre traduction de: 石牌村志) ». Guangzhou, Maison d'édition populaire de Guangdong (notre traduction de: 广东人民出版社), 249p.
- Comité du village de Xintang du district de Tianhe à la ville de Guangzhou (CVXDTV) (dir.). (notre traduction de: 广州市天河区新塘村民委员会编). 2006. « L'histoire de Xintang (notre traduction de: 新塘村志) ». Guangzhou, Imprimerie du bureau de ferme d'État de Guangdong (notre traduction de: 广东省农垦总局印刷厂), 380p.
- Comité du village de Yushatan du district de Tianhe à la ville de Guangzhou (CVYDTV) (dir.). (notre traduction de: 广州市天河区渔沙坦村民委员会编). 2005. « L'histoire de Yushatan (notre traduction de: 渔沙坦村志) ». Guangzhou, Imprimerie du bureau de ferme d'État de Guangdong (notre traduction de: 广东省农垦总局印刷厂), 288p.
- COOK, Mathieu et Yvan COMEAU. 2006. « Les stratégies d'intervention sociopolitique en organisation communautaire: une illustration empirique ». *Service social*. vol. 52, no.1, pp. 1-16. En ligne. < <http://id.erudit.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/iderudit/015951ar> >. Consulté le 28 mai 2011.
- DAI, Tangping (代堂平). 2002. « Préoccupation des problèmes de village dans la ville (notre traduction de: 关注城中村问题) ». *Société(社会)*, vol. 5, pp. 44-46.
- DENG, Hongxun (邓鸿勋) et Baipu LU (陆百甫). 2008. « Changing Binary Structure », Beijing, SSAP (China), 696p.
- DOMENACH, Jean-Luc. 2008. « Comprendre la Chine aujourd'hui ». Perrin, 321p.

- DODGE, William R. 1990. « Regional problem solving in the 1990s: Experimentation with local governance for the 21st Century ». *National Civic Review*, vol.79, no.4, pp.354-366.
- DORÉ, Gérald. 1985. « L'organisation communautaire: définition et paradigme ». *Service social*. vol. 34, no. 2-3, pp. 210-230. En ligne. < <http://www.erudit.org.proxy.bibliotheques.uqam.ca:2048/revue/ss/1985/v34/n2-3/706269ar.pdf> >. Consulté le 28, mai 2011.
- DOUCET, Laval et Louis FAVREAU (dir.). 1997. « Théorie et pratiques en organisation communautaire ». Presse de l'Université du Québec, 462 p.
- FALL, Abdou Salam et al. 2004. « Mondialisation, développement de l'intérieur et mobilisation des réseaux ». dans FALL, Abdou Salam et al. (dirs.). « Le Sud et le Nord dans la mondialisation Quelles alternatives? ». Karthala, Presses de l'Université du Québec. 385p.
- FAVREAU, Louis. 2004. « Théories et stratégies de développement au Sud: itinéraire de 1960 à aujourd'hui ». Université du Québec en Outaouais. 30p. En ligne. < http://www4.uqo.ca/observer/CoopSI/Soc_Pol/Theorie.pdf >. Consulté le 28, mai 2011.
- FAVREAU, Louis, et Lucie FRÉCHETTE. 1997. « L'organisation communautaire avec des communautés locales en Amérique latine ». Dans Doucet LAVAL et Louis FAVREAU (dirs.) « Théorie et pratiques en organisation communautaire ». Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec. pp. 415-436.
- FAVREAU, Louis et Benoît LÉVESQUE. 1996. « Développement économique et communautaire: économie sociale et intervention ». Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 230 p.
- Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFAC). 2008. « Forum des leaders ». En ligne. < http://www.fcfa.ca/index.cfm?Voir=sections&Id=7659&M=2423&Repertoire_No=-786718320 >. Consulté le 7, décembre 2011.
- FENG, Yuegen (冯月根). 2009. « Étude de la communauté chinoise en 20ème siècle (notre traduction de: 20 世纪中国社区研究) ». En ligne. < http://www.zgxcfx.com/Article_Show.asp?ArticleID=19327 >. Consulté le 7, décembre 2011.
- FERGUSON, Ronald F. et William T. DICKENS (ed.). 1999. « Urban Problems and Community Development ». Washington, D.C., Brookings Institution Press, 629p.

- FIGUEIRA-MCDONOUGH, Josefina. 2001. « Community Analysis and Praxis: Toward a Grounded Civil Society ». Philadelphia: Brunner-Routledge, 256p.
- FONTAN, Jean-Marc. 1990. « Employabilité & Développement économique communautaire ». Montréal, IFDEC. En ligne. < <http://www.ond.qam.ca/publications/telechargements/Employa-2%20doc.pdf> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- FONTAN, Jean-Marc et Andrée LÉVESQUE. 1992. « Initiation au développement économique local et au développement économique communautaire ». Montréal, IFDEC. En ligne. < <http://www.ond.qam.ca/publications/telechargements/DL-DEC.pdf> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- FU, Chen (傅晨). 2003. « Étude de système de l'actionnariat coopératif dans la communauté rural: l'interprétation et l'application de méthode d'analyse d'un système (notre traduction de: 农村社区型股份合作制研究: 一个制度分析方法的阐释和运用) », Beijing, China Economic Publishing House, 311p.
- FUKASAKU, Kiichiro et Henri-Bernard SOLIGNAC. 1996. « Economic Transition and Trade-Policy Reform: Lessons from China ». OCDE. En ligne. < <http://www.oecd.org/dataoecd/15/40/1920139.pdf> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- FU, Teng Margaret. 2005. « Unequal Primary Education Opportunities in Rural and Urban China ». *China Perspectives*, vol.60. En ligne. < <http://chinaperspectives.revues.org/500> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- GAGON, Christiane et Juan-Luis KLEIN. 1991. « Le partenariat dans le développement local: tendances actuelles et perspectives de changement social ». *Cahiers de Géographie du Québec*. vol. 35, no. 95, pp. 239-255. En ligne. < <http://www.uqac.ca/cgagnon/articlesCG/article21.pdf> >. Consulté le 28 mai 2011.
- GALBRAITH, John Kenneth. 1964. « Economic development ». Cambridge, Mass, Harvard University Press. 109p.
- GAMBLE Dorothy N. et Marie WEIL. 2009. « Community practice skills: local to global perspectives ». New York, Columbia University Press. 482p.
- Groupe d'Etude de Ministère de la Construction (GEMC), (notre traduction de: 建设部课题组). 2007. « La recherche sur les problèmes de la planification et de la construction du village dans la ville (notre traduction de: 城中村规划建设问题研究) ». Beijing, China Architecture & Building Press (中国建筑工业出版社), 90p.
- GE, Rujiang, Haiping PAN et Xinya WANG (葛如江, 潘海平, 王新亚). 2004. « Qui a créé les 20 millions de agriculteurs dont ont perdu leurs terrains — les enquêtes sur les groupes vulnérables dans la nouvelle vague d'urbanisation (notre traduction de: 谁制

- 造了2000万失地农民——城市化浪潮中的新弱势群体调查) ». Chine, *China Reform* (中国改革), no. 1, pp.12-19.
- GIDDENS, Anthony. 1990. « La constitution de la société: éléments de la théorie de la structuration ». Paris, PUF, 474 p.
- GINGRAS, Pauline. 1991. « L'approche communautaire » dans. Laval DOUCET et Louis FAVREAU « Théorie et pratiques en organisation communautaire ». Sillery, Presses de l'Université du Québec. 468p.
- Guangzhou Urban Planning & Design Survey Research Institute (GUPDSRI 广州市城市规划勘测设计研究院). 2010. « Repentir de la Planification urbaine de la Cité de Fleuve de Perle (notre traduction de: 珠江新城规划检讨) ». En ligne. < <http://www.gzpi.com.cn/index1.asp?GL=14> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- GULDIN, Gregory Eliyu (éd.). 1997. « Farewell to Peasant China: Rural Urbanization and Social Change in the Late Twentieth Century ». New York, M.E. Sharpe Inc, 295p.
- GUO, Shutian et Chunbin LIU (郭书田、刘纯彬). 1990. « Déséquilibre de la Chine (notre traduction de: 失衡的中国) », Shijiazhuang, Maison d'édition populaire de Hebei (notre traduction de: 河北人民出版社), 389p.
- HALL, J. A. 1988. « State and Societies: the Miracle in Comparative Perspective ». dans Jean Baechler et al (ed.). *Europe and the Rise of Capitalism*. Oxford, Basil Blackwell, pp. 20-38.
- HANNA, M.G., et B. ROBINSON. 1994. « Strategies for Community Empowerment: Direct-Action and Transformative Approaches to Social Change Practice ». Lewiston, The Edwin Meller Press. 223 p.
- HO, Peter. 2010. « Contesting Rural Spaces: Land Disputes, Customary Tenure and the State ». Dans Elizabeth J. PERRY et Mark SELDEN (ed.). *Chinese Society: Change, Conflict and Resistance (3rd Edition)*. London and New York: Routledge, pp.101-122.
- HOU, Chi-Ming. 1963. « Economic Dualism: The Case of China 1840-1937 ». *The Journal of Economic History*. vol. 23, no 3, pp. 277-297.
- JACOBS. 1998. « Bureaupolitics and Public/Private Partnerships in Economic Development in the British West Midlands ». dans WALZER, Norman et Brian D. JACOBS(éds.). « Public/Private Partnerships for Local Economic Development ». London, Prager Publishers. 251p.
- JASTRABSKY, Églantine. 2006. « Le poids de Canton ». *Outre-terre*, vol. 2, no 15, pp. 161-177.

- JEPSON, Edward et Anna HAINES. 2003. « Under Sustainability ». *Economic Development Journal*, vol.2, no3, pp.45-54.
- JING, Dong (敬东). 1999. « Recherche sur le "village dans la ville": la stratégie de l'urbanisation en milieu rural à l'intérieur du centre-ville dans les régions développées économiquement (notre traduction de: "城市里的乡村" 研究报告——经济发达地区城市中心区农村城市化进程的对策) ». Chine, *Urban Planning (城市规划)*, no. 9, pp.8-14.
- JOHNSTON, Ronald. J., Derek GREGOY, Geraldine PRATT et Michael WATTS. (éd.). 2000. « The Dictionary of Human Geography 4th Ed. ». Oxford, Blackwell. 958p.
- JORGENSON, Dale W. 1967. « The Development of a Dual Economy ». *Oxford Economic Papers*, vol. 19, No. 3, pp. 288-312.
- KELLY, Eric Danian. 2009. « Community Planning: An Introduction to the Comprehensive Plan, Second Edition ». Island Press, 424 p.
- LAN, Yuyun (蓝宇蕴). 2006. « La réflexion sur l'entreprise de restructuration "s'établit" une communauté: études de cas du démontage du comité villageois et de la restructuration du système de village à la ville de Guangzhou (notre traduction de: 对改制公司“办”社区的思考: 广州城中村撤村改制个案研究) ». Beijing, *Sociology and Anthropology China (社会学人类学中国网)*. En ligne. < <http://www.sachina.edu.cn/Htmldata/article/2006/10/1251.html> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- LAN, Yuyun (蓝宇蕴). 2005. « Communauté villageoise en milieu urbain: études de cas de l'urbanisation de l'organisation et la mode de vie du paysan (notre traduction de: 都市村社共同体: 农民城市化组织方式和生活方式的个案研究) ». Beijing, *Social Sciences in China (中国社会科学)*, vol. 2, pp.144-154.
- LAPLANTINE, François. 1996. « La description ethnographique ». Paris, Nathan, Collection « 128 », 128 p.
- LAVAL, Doucet et Louis FAVREAU (sous la direction). 1997. « Théorie et pratiques en organisation communautaire ». Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec. 462p.
- LAVOIE, Jocelyne, et Jean PANET-RAYMOND. 2011. « La pratique de l'action communautaire ». Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec. 416p.
- LEWIS, Arthur W. 1954. « Economic Development with Unlimited Supplies of Labour ». *The Manchester School*, vol. 22, no. 2, pp. 139-191.
- LI, Hanlin, Ming FANG, Ying WANG, Bingyao SUN et Wang QI. 1987. « Chinese Sociology, 1898-1986 ». Social Forces. University of North Carolina Press, Vol. 65,

- No. 3. pp.612-640. En ligne. < <http://www.jstor.org/stable/2578521?seq=2> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- LI, Junfu (李俊夫). 2003. « Étude de l'utilisation du village dans la ville à Guangzhou (notre traduction de: 广州城中村土地利用研究) ». Thèse doctoral de l'Université de Sun Yat-sen. 145p.
- LI, Lixun (李立勋). 2005. « Caractéristiques économiques et sociales de village dans la ville - étude de cas des villages typiques à Guangzhou (notre traduction de: 城中村的经济社会特征—以广州市典型城中村为例) ». *Beijing City Planning & Construction Review* (北京规划建设), vol. 2, pp. 34-37.
- LI, Peilin (李培林). 2002. « Grand changement: la fin de village – Étude sur le village dans la ville (notre traduction de: 巨变: 村落的终结——都市里的村庄研究) ». Beijing, *Social Sciences in China* (中国社会科学), vol. 1, pp.168-179. En ligne. < <http://www.sachina.edu.cn/Htmldata/article/2005/10/408.html> >. Consulté le 7, décembre 2010.
- LI, Yining (厉以宁). 2008. « Transformation du monde dualiste de la Chine (notre traduction de: 论城乡二元体制改革) ». *Observer* (经济观察报), vol. 1, p. 45. En ligne. < <http://www.eeo.com.cn/eeo/jjgcb/2008/01/21/91651.shtml> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- LI, Zhao (李钊). 2001. « Réflexion sur le chemin de reforme de “village dans la ville” (notre traduction de: “城中村”改造途径的思考) ». *Anhui Architecture* (安徽建筑), vol. 8, no 03, p. 8-9.
- LI, Zhiming. (李志明). 2009. « Space, Power and Resistance: The Spatial Politics of Illegal Construction in Urban Villages (空间, 权利与反抗: 城中村违法建设的空间政治解释) », dans Jin DUAN(段进). *Urban Space* (空间研究). Nanjing, Maison d'édition de l'Université de Sud-est (notre traduction de: 东南大学出版社), 178p.
- LIANG, Jiaming (梁家明). 2011. « la Cité intelligent de Tianhe se recèle des nouvelles opportunités d'affaires (notre traduction de: 天河智慧城蕴藏新商机之源) ». En ligne. < <http://fang.woodoom.com/HouseInfo/gz/201105/20110509142913.html> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- LIANG, Shuming (梁漱溟). 2011. « Théorie de la construction en milieu rural (notre traduction de: 乡村建设理论) ». Shanghai, Maison d'édition populaire de Shanghai (上海人民出版社). 446p.
- LIN, Yifu, Fang CAI, Zhou LI et Xin CHEN (林毅夫, 蔡昉, 李周, 陈昕). 1999. « Le Miracle chinois: stratégie de développement et réforme économique (notre traduction de: 中国的奇迹: 发展战略与经济改革) ». Shanghai, People's Publishing House, 308p.

- LIU, Mengqin (刘梦琴). 2010. « La fin de village: recherche sur la transformation de "Village dans la ville" (notre traduction de: 村庄终结:城中村及其改造研究)». Chine, China Agriculture Press (中国农业出版社), 269p.
- LIU, Mingzhan (刘明沾) et Honghai LIU (刘宏海). 2000. « Les pratiques et les réflexions du démontage du comité villageois et de la restructuration du système de village dans l'arrondissement de Tianhe de la ville de Guangzhou (notre traduction de: 广州市天河区撤村改制的做法与思考)». Guangzhou. *Southern Rural* (南方农村), vol. 03. pp.10-15.
- LIU, Weiwen (刘伟文). 2003. « Réflexion sur les caractéristiques d'urbanisation et les problèmes du "village dans la ville" (notre traduction de: "城中村"的城市化特征及其问题的思考)». Guangzhou, *South China Population* (南方人口), vol. 18, pp.28-33.
- LIU, Yuting, Shejing HE, Fulong WU et Chris WEBSTER. 2010. « Urban Villages Under China's Rapid Urbanization: Unregulated Assets and Transitional Neighbourhoods ». *Habitat International*, vol. 34, no.2, pp. 135-144. En ligne. < http://www.sciencedirect.com/science?_ob=ArticleURL&_udi=B6V9H-4X7FRHB-1&_user=1072191&_coverDate=04%2F30%2F2010&_rdoc=1&_fmt=high&_orig=search&_origin=search&_sort=d&_docanchor=&view=c&_searchStrId=1456973913&_rerunOrigin=google&_acct=C000051289&_version=1&_urlVersion=0&_userid=1072191&md5=f58aa210d87c59cfa3563dd84036865&searchtype=a >. Consulté le 7, décembre 2011.
- MAI, Wenlan (买文兰). 2007. « Culture ancestrale de chinois contemporain et de la construction de la démocratisation en milieu rural (notre traduction de: 当代中国宗族文化与乡村民主化建设) ». En ligne. < <http://chinaelections.net/NewsInfo.asp?NewsID=109992> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- MANN, Michael. 1993. « The sources of social power. vol. 2: The rise of classes and nation-states, 1760-1914 ». *Cambridge university press*, 826 p.
- MILHAUD, Maurice. 1961. « L'assistance technique et la méthode du développement communautaire ». *Tiers-Monde*. vol.2, no.5, pp. 108-112.
- Monde Urbain (MU 都市世界). 2010. « Plan Global de la Cité Scientifique de Guangzhou (notre traduction de: 广州科学城总体规划) ». En ligne. < <http://www.cityup.org/case/zone/20070706/32423.shtml> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- National Bureau of Statistics of China. 2011. « China Statistical Yearbook 2010 (统计年鉴 2010) ». En ligne. < <http://www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/2010/indexch.htm> >. Consulté le 7, décembre 2011.

- National Bureau of Statistics of China. 2011a. « Major Figures of the 2010 Population Census [1] ». En ligne. < http://www.stats.gov.cn/english/newsandcomingevents/t20110428_402722244.htm >. Consulté le 7, décembre 2011.
- National Bureau of Statistics of China. 2010. « Population and its Composition ». En ligne. < <http://www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/2010/html/D0301e.htm> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- National Bureau of Statistics of China (NBSC). 2009. « Renouveau socio-économique urbaine (notre traduction de: 城市社会经济发展日新月异) ». En ligne. < http://www.stats.gov.cn/tjfx/ztx/qzxxzgc160zn/t20090917_402587821.htm >. Consulté le 7, décembre 2011.
- National People's Congress of the People's Republic of China (NPCPRC). 2010. « State Structure of the People's Republic of China ». En ligne. < http://www.npc.gov.cn/englishnpc/stateStructure/node_3826.htm >. Consulté le 7, décembre 2011.
- Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales. 1962. « Decennie des Nations Unies pour le développement: Mesures proposées ». New York, Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales. 146 p.
- NEE, Victor. 1989. « Peasant Entrepreneurship and the Politics of Regulation in China ». Dans Nee, Victor et David Stark (ed.) dans *Remaking the Economic Institutions of Socialism: China and Eastern Europe*. Stanford, Stanford university press. pp.169-207.
- NIHAN, Georges. 1980. « Le secteur non structuré: signification, aire d'extension du concept et application expérimentale ». *Tiers-Monde*. tome 21 n°82. pp. 261-284.
- OCDE. 2006. « La Chine dans l'économie mondiale: la gouvernance en Chine ». Paris, Éditions OCDE, 645 p.
- PECQUER, Bernard. 1994. « Chap.4: Le système local des acteurs: émergence du développement économique local » dans M.-U. Proulx (éd.). *Développement économique: clé de l'autonomie locale*. Montréal et Charlesbourg. Les Éditions Transcontinental et Fondation de l'Entrepreneurship, pp. 91-112.
- PERROUX, François. 1990. Dans J. BRÉMOND et A. GÉLÉDAN. « Dictionnaire économique et social ». Paris, Hatier. 392p.
- PERROUX, François. 1961. « L'Économie du XXe siècle ». Presses universitaires de Grenoble, 814p.

- POLÈSE, Mario. 1996. « Le développement local, revu et corrigé: récit d'une douce illusion dangereuse ». dans Serge CÔTÉ et al. (dirs.). « Le Québec des régions: vers quel développement? Tendances et débats en développement régional ». Rimouski, UQAR, GGRIEDEQ – GRIR. pp. 321-355.
- QIN, Hui (秦晖). 1998. « "Grand étalon communauté" et la société traditionnelle chinoise [premier] », (notre traduction de: "大共同体本位" 与传统中国社会(上)). Beijing, *Sociological Studies*, vol.5, pp.12-21. En ligne. < <http://www.strongwindpress.com/pdfs/TuiJian/qinhui1.pdf> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- RANIS, Gustav et John C. H. FEI. 1961. « A Theory of Economic Development ». *American Economic Review*, vol. 51, no. 4, pp 533-565
- Réseau d'Information sur la Ville de Guangzhou (RIVG). 2012. « l'Histoire Locale d'Arrondissement de Tianhe 1991-2000 (notre traduction de: 1991-2000天河区志) ». En ligne. < http://quzhi.thnet.gov.cn/zjk/thqz/debqz/201201/t20120109_474613.html >. Consulté le 7, mai 2012.
- Rist, Gilbert. 2007. « Le développement: Histoire d'une croyance occidentale. 3e édition revue et augmentée ». Paris, Presses de Sciences Po, 483 p.
- ROCHER, Guy. 1962. « Changements sociaux et problèmes de Bien-être », dans *Bien-être social canadien*, vol. XIV, n° 3, pp. 77-83.
- ROTHMAN, Jack. 1995. « Approaches to Community Intervention ». dans ROTHMAN, Jack et al. (Eds.). « Strategies of Community Intervention, Fifth Edition ». Itasca, IL, F. E. Peacock Publishers, Inc., 464p.
- ROY, Simon. 2003. « L'étude de cas », dans *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*, sous la direction de Benoît Gauthier. Presses de l'Université de Québec. p. 159-184.
- SAVOIE-ZAJC, Lorraine. 2004. "Journal de bord" dans MUCCHIELLI, A. (2e éd.) « Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales ». Paris, A. Colin, 303 p.
- SCHULTZ, Theodore W. 1978. « On Economics and Politics of Agriculture ». *Bulletin of the American Academy of Arts and Sciences*, vol. 32, no 2, pp. 10-31.
- SHRAGGE, Eric. 2006. « Action communautaire : dérives et possibles ». Montréal, Éditions Écosociété. 242 p.
- SHUE, Vivienne. 1990. « The Reach of the State: Sketches of the Chinese Body Politic ». Stanford: Stanford University Press, 177p.

- SIMON, William H. 2010. « The community economic development movement: law, business, and the new social policy ». Durham, NC, Duke University Press, 233p.
- SIMONS, Helen. 2009. « Case Study: Research in Practice ». London. SAGE, 189 p.
- SUN, Liping (孙立平). 2004. « Transformation et rupture: les changements dans la structure sociale en Chine depuis la réforme (notre traduction de: 转型与断裂: 改革以来中国社会结构的变迁) ». Beijing, Tsinghua University Press, 399p.
- SWERTS, Elfie et Denise PUMAIN. 2010. « Peut-on estimer la population des villes chinoises à partir de leur surface bâtie? ». En ligne. < <http://cybergeog.revues.org/23319> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- TIAN, Li (田莉). 1998. « Commentaires du phénomène de village dans la ville- examen des contradictions et du développement harmonieux pendant la transition rural-urbaine (notre traduction de: 都市里的乡村现象评析——兼论乡村·城市转型期的矛盾与协调发展) ». *Problème urbain* (notre traduction de: 城市问题), vol. 6, pp. 43-46.
- TONNIES, Ferdinand .1944. « Communauté et société ». (tr.fr.de Joseph Leif). P. U. F. 138p.
- TREMBLAY, Diane-Gabrielle, Jean-Marc FONTAN, et Juan-Luis KLEIN. 2009. « Initiatives locales et développement socioterritorial ». Québec, TÉLUQ, 353p.
- United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (UN-ESCAP). 2010. « Country Reports on Local Government Systems: China ». En ligne. < <http://www.unescap.org/huset/lgstudy/new-countrypaper/China/China.pdf> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- United Nations Human Settlements Programme (Un-Habitat). 2012. « State of the World's Cities 2008/9: Harmonious Cities ». Routledge, 280p.
- United Nations Human Settlements Programme (Un-Habitat). 2009. « State of the World's Cities 2008/2009: Case Study China's urban Transition ». En ligne. < <http://www.unhabitat.org/downloads/docs/presskitsowc2008/chinas%20urban%20transition.pdf> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- VAN DER MAREN, Jean-Marie. 2004. « Méthodes de recherche pour l'éducation (2ed.) ». Bruxelles, Éditions De Boeck Université, p.506.
- VOGEL, Ezra F. 1989. « One Step Ahead in China: Guangdong Under Reform ». Cambridge, Harvard University Press, p.510.
- WANG, Xin (王新). 2005. « Interprétation du phénomène de "village dans la ville" à la ville de Wenzhou (notre traduction de: 解读温州的“城中村”现象) ». *Revue académique de Université de Wenzhou* (notre traduction de: 温州大学学报), vol. 1, pp. 21-27.

- WANG, Huning (王沪宁). 1991. « La culture chinoise contemporaine de famille du village —situation et les perspectives (notre traduction de: 当代中国村落家族文化—状况与前景) ». Shanghai, *Quarterly Journal of Shanghai Academy of Social Sciences* (上海社会科学院学术季刊), vol. 1, pp.106-114.
- WANG, Wei (王卫). 2010. « Situation difficile pour la propriété collective sous l'angle de la sauvegarde des droits des femmes qui se marient avec les hommes en dehors de village (notre traduction de: 从外嫁女权益保护看集体所有的困境) ». En ligne. < http://david0321.blog.bokee.net/bloggermodule/blog_viewblog.do?id=5092053 >. Consulté le 7, décembre 2011.
- WANG, Yaping, Yanglin WANG et Jiansheng WU. 2009. « Urbanization and Informal Development in China: Urban Villages in Shenzhen ». *International Journal of Urban and Regional Research*. vol. 33, Issue 4, pp.957-973. En ligne. < <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1468-2427.2009.00891.x/pdf> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- WEBER, Max. 2000. « Confucianisme et taoïsme ». Traduit de l'allemand par Catherine Colliot-Thélène et Jean Pierre Grossein; présenté par Jean-Pierre Grossein. Paris, Gallimard, 377 p.
- WEN, Fenghua et Lixun LI (温锋华, 李立勋). 2004. « Étude de modèle de transformation du village de Shipai basée sur la théorie du loyer et l'équilibre des intérêts (notre traduction de: 基于地租理论与利益均衡的石牌村改造模式探讨) ». Chine, *Journal of the Graduates Sun Yat-Sen University (Natural, Sciences, Medicine)*, vol. 25, no. 2, pp.80-89.
- WEN, Tiejun (温铁军). 2003. « Changements du système rural pour la durée d'un demi-siècle (notre traduction de: 半个世纪的农村制度变迁) ». Chine, *Northern Economy* (北方经济), no. 8, pp.12-16.
- WEN, Tiejun (温铁军). 2000. « Changements du système rural pour la durée d'un demi-siècle (notre traduction de: 中国农村基本经济制度研究——“三农”问题的世纪反思) ». Beijing, China Economic Publishing House (中国经济出版社), 506p.
- World Bank Data. 2011. « World Development Indicators (WDI) ». En ligne. < <http://databank.worldbank.org/ddp/home.do?Step=3&id=4> >. Consulté le 7, décembre 2011.
- WU, Licai (吴理财). 2002. « Vicissitude des politiques de village dans 20e siècle et l'autonomie villageois et la reconstruction nationale (notre traduction de: 20 世纪村政的兴衰及村民自治与国家重建) ». *Modern China Studies* (当代中国研究), vol.2. En ligne. < <http://www.modernchinastudies.org/magazine%20data/mcs2002/mcs020204.html> >. Consulté le 7, décembre 2011.

- YAN, Xiaopei Lihua WEI et Ruibo ZHOU (闫小培, 魏立华, 周锐波). 2004. « Étude de la coordination de relation entre les zones urbain et rural dans les regions d'urbanisation rapide -- Exemple de la transformation des "Villages dans la ville" de la ville de Guangzhou (notre traduction de: 快速城市化地区城乡关系协调研究--以广州市“城中村”改造为例) ». *Planning Study (规划研究)*, vol. 28, no.3, pp. 30-39.
- YAN, Xiaopei et Lihua WEI (闫小培, 魏立华). 2005. « "Villages dans la ville": Changements dans l'hypothèse de l'existence -- Aussi l'étude de faisabilité de la régénération de "Village dans la ville" (notre traduction de: "城中村": 存续前提下的转变——兼论“城中村”改造的可行性研究) ». *Planning Study (规划研究)*, vol. 7, pp. 9-13.
- YANG, Nianqun (杨念群). 2006. « Recyclage de "patient" : l'espace politique sous le conflit de médecine chinoise et occidentale (1832-1985) (notre traduction de: 再造“病人”：中西医冲突下的空间政治(1832—1985)) ». Beijing, China Renmin University Press (中国人民大学出版社). 465p.
- YAO, Yimin. (姚一民). 2008. « Recherche sur des problèmes de la gouvernance de "village dans la ville" (notre traduction de: "城中村"的管治问题研究) ». Beijing, Central Compilation Press (中央编译出版社), 176p.
- YCWB (金羊网). 2010. « 4,6 milliards de yuans pour assurer la transformation du nouveau Village de Xintang (notre traduction de: 46亿元保底改造新塘村) ». En ligne. < http://www.ycwb.com/epaper/ycwb/html/2010-08/19/content_903094.htm >. Consulté le 7, décembre 2011.
- YIN, Robert. 1989. « Case Study Research ». Newbury Park, California, Sage Publications, inc., 166 p.
- Zaoual, Hassan. 2002. « Du rôle des croyances dans le développement économique ». Paris, Editions L'Harmattan. 630p
- ZHANG, Xudong (张旭东). 2008. « La formation de la notion de "système théorique du socialisme aux caractéristiques chinoises" (notre traduction de: "中国特色社会主义理论体系"概念的形成过程) ». En ligne. < http://news.xinhuanet.com/theory/2008-01/29/content_7520425.htm >. Consulté le 7, décembre 2011.
- ZHAO, Lingyun (赵凌云). 2007. « Quelles sont les "spécialités" du socialisme aux caractéristiques chinoises? (notre traduction de: 中国特色社会主义“特”在哪里?) » Nouvelles du Parti communiste chinois. En ligne. < <http://theory.people.com.cn/GB/49150/49152/6383744.html> >. Consulté le 7, décembre 2011.

- ZHAO, Zhiqiang (赵志强). 2002. « Le développement des communautés rurales en Chine et l'existence d'un certain nombre de questions (notre traduction de: 我国农村社区发展及存在的若干问题) ». Chine. *Guangxi Social Sciences*, no.4. pp.237-239.
- ZHENG, Ben (郑奔). 2006. « Étude sur les pratiques de la réforme économique coopérative en milieu rural de l'arrondissement de Tianhe (notre traduction de: 天河区农村股份合作经济改革实践与探讨) ». En ligne. < http://sd.thnet.gov.cn/sxxg/200605/t20060527_66164.htm >. Consulté le 7, décembre 2011.
- ZHENG, Huihua (郑慧华) et Meiping XIAO (肖美平). 2002. « Étude sur le problème de "surtravail subjectif" dans les zones d'abondance rurales du delta du fleuve Pearl (notre traduction de: 珠江三角洲富裕农村地区的“主观剩余劳动力”问题研究) ». *Recherche de la jeunesse* (notre traduction de: 青年研究), vol. 5, pp.19-23.
- ZHENG, Mengxuan (郑孟煊). 2006. « The Urbanization of Shipai Village (城市化中的石牌村) ». Chine, Social Sciences Academic Press (社会科学文献出版社), 274p.
- ZHOU, Xia (周霞). 2005. « Évolution de la forme urbaine de Guangzhou (notre traduction de: 广州城市形态演进) ». Beijing. China Architecture & Building Press, 192p.
- ZHOU, Wen (周文). 2009. « Review and Reflection of China's Urban Development (我国城市化发展回顾及思考) ». Chine. *Inquiry into Economic Issues* (经济问题探索), no.11. pp.21-27.